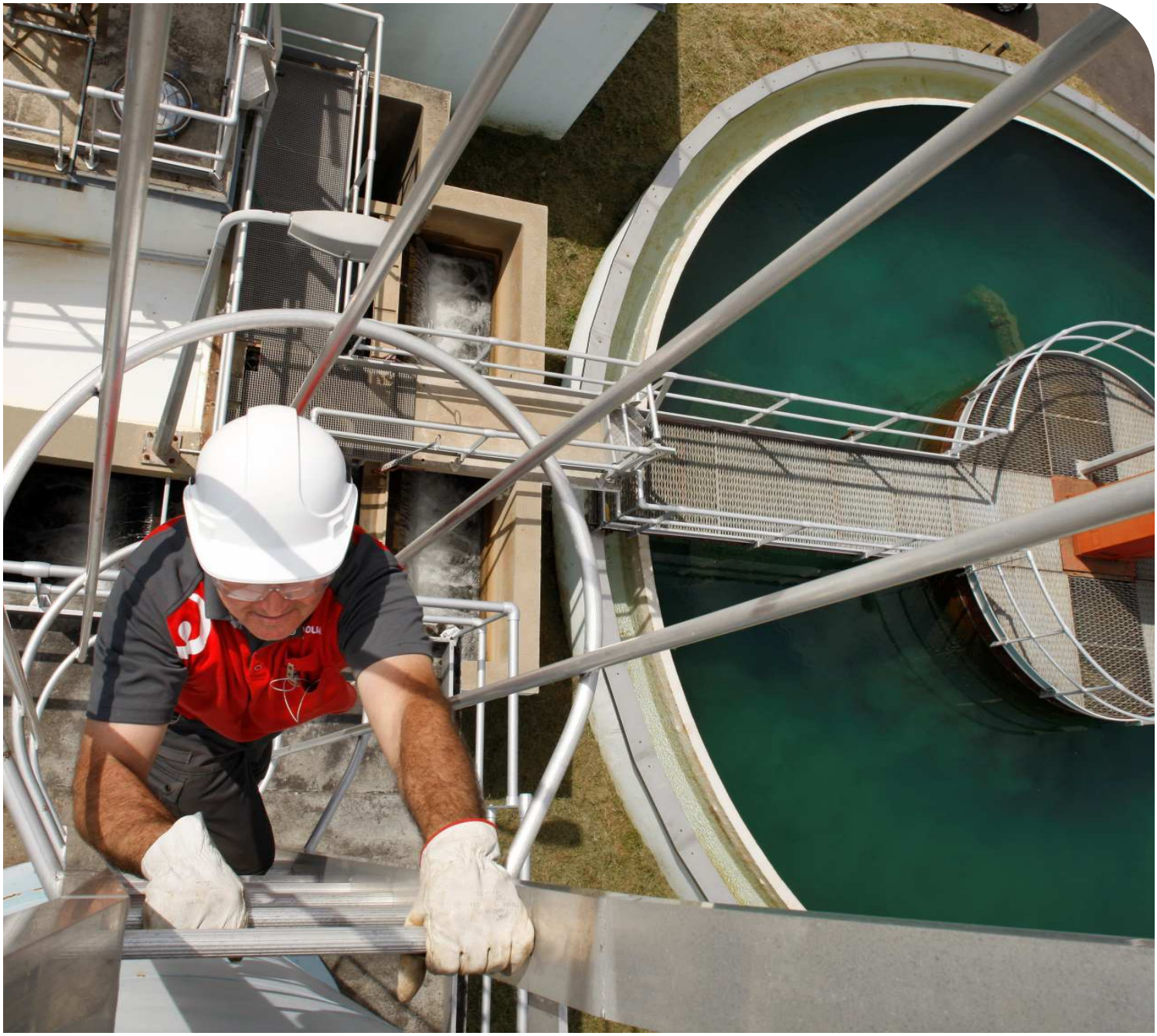


VEOLIA

2014

RAPPORT ANNUEL DU DELEGATAIRE

Communauté d'Agglomération de Montpellier / Station d'épuration

Une année de performance et de gestion durable de votre service public de l'assainissement *(Conforme au décret 2005-236 du 14 mars 2005)*

REPERES DE LECTURE

Notre mémoire explicatif intègre différents repères visuels destinés à faciliter sa lecture.
Vous trouverez ci-dessous une explication quant à l'usage de chacun des pictogrammes utilisés.

Repère visuel	*Objectif*
	Identifier rapidement nos engagements clé
	Mettre en évidence certaines de nos innovations et nos points différenciants
	Identifier nos démarches en termes de responsabilité environnementale, sociale, et sociétale

Rédacteur	**Valideur**	**Date**
Claude HOUSSIN	Didier BENARD	29/04/15

L’édito

Veolia – Rapport annuel du délégataire 2014

Dans un marché en profonde mutation, Veolia Eau France s'emploie quotidiennement à faire évoluer ses métiers en plaçant l'innovation et les progrès des nouvelles technologies au cœur de sa stratégie de développement, et en se positionnant comme un véritable partenaire des territoires, grâce à une organisation de proximité tournée vers vos attentes.

Le rapport annuel constitue pour les équipes de Veolia, l’occasion de vous présenter les différentes composantes techniques, économiques, sociales et environnementales qui structurent la gestion de votre service public de l’assainissement. Il constitue ainsi un outil de synthèse et de pilotage intelligent vous permettant de juger et de vous approprier en toute transparence la performance de votre service.

Soyez assurés que nous veillons jour après jour à respecter et renforcer les engagements que nous avons pris dans le cadre du contrat qui nous lie et nous avons à cœur de conserver votre confiance dans nos équipes.

Vos interlocuteurs privilégiés sont à votre disposition pour venir vous présenter en détail le bilan annuel de votre contrat.

Alain Franchi
Directeur Général de Veolia Eau France

Sommaire

1. L'ESSENTIEL DE L'ANNEE **7**
- 1.1. Le contrat 8
- 1.2. L'essentiel de l'année 2014 10
- 1.3. Les chiffres clés de l'année 2014 25
- 1.4. Le prix du service public de l'eau 27
- 1.5. Le Centre Languedoc-Roussillon 30
- 1.6. Une organisation au service des usagers 32

2. LA PERFORMANCE ET L'EFFICACITE OPERATIONNELLE A VOTRE SERVICE **33**
- 2.1. L'efficacité de la collecte et de la depollution des eaux usées 34
- 2.2. La protection du milieu naturel 36

3. LE PATRIMOINE DE VOTRE SERVICE **45**
- 3.1. L'inventaire des biens du service 46
- 3.2. La gestion du patrimoine 48
- 3.3. Les recommandations de Veolia sur les évolutions à prévoir 63
- 3.4. Les indicateurs de suivi du patrimoine 65

4. LES ENGAGEMENTS DE VEOLIA **67**
- 4.1. Les services aux clients 68
- 4.2. Les équipes et moyens au service du patrimoine 71
- 4.3. L'empreinte environnementale 74
- 4.4. Veolia, acteur économique et social du territoire 79

5. LE RAPPORT FINANCIER DU SERVICE **81**
- 5.1. Le Compte Annuel de Résultat de l'Exploitation de la Délégation (CARE) 82
- 5.2. Le patrimoine du service 84
- 5.3. Les investissements et le renouvellement 85
- 5.4. Les engagements à incidence financière 86

6. ANNEXES **89**
- 6.1. Inventaire des linéaires de réseau par diamètre, nature et par commune 90
- 6.2. Le bilan énergétique du patrimoine 92
- 6.3. Le bilan de conformité détaillé par usine 94
- 6.4. Annexes financières 101
- 6.5. Les nouveaux textes réglementaires 110
- 6.6. Glossaire 116

1.

L'ESSENTIEL DE L'ANNEE

1.1. Le contrat

→ ***Délégataire :*** VEOLIA EAU - Compagnie Générale des Eaux

→ ***Périmètre du service :***

→ ***Numéro du contrat*** J3571

→ ***Nature du contrat :*** Affermage

→ ***Prestations du contrat :*** Dépollution

→ ***Durée du contrat***

Date de début : 01/01/1990

Date de fin : 31/12/2014

→ ***Liste des avenants***

Avenant N°	Date d'effet	Commentaire
6	11/08/2009	Renégociation quinquennale. Cogénération des gaz des digesteurs à compter de 2012. Raccordement du SIEU du Salaison et de la commune de Palavas les Flots. Ajout de nouveaux ouvrages. Autosurveillance des réseaux.
5	01/07/2005	Mise en route et prise en charge des nouvelles installations de la station d'épuration. Le fermier prend la charge de la gestion, la maintenance et le renouvellement de tous les équipements électriques, hydrauliques, mécaniques, électromécaniques... sur sur la base d'un compte de renouvellement. Le tarif fermier est modifié.
4	29/12/2004	Modification du traitement des boues et de la filière d'évacuation. Changement d'indice d'indexation de la rémunération du fermier. Révision de prix.
3	08/01/2001	Transfert de Vivendi à Compagnie Générale des Eaux.
2	01/07/1997	Avenant justifié par le report à une date indéterminée de l'extension-optimisation de la STEP de la Céreirède. Etude de la situation actuelle de la station et du milieu récepteur, des adaptations nécessaires, évolution des conditions techniques et économiques d'exploitation du service.
1	26/08/1994	La réalisation de nouveaux ouvrages d'épuration est différée. Un projet de réhabilitation des ouvrages existants est rendu nécessaire. Des aménagements financiers sont précisés.

→ *Les engagements vis-à-vis des tiers*

VEOLIA EAU - Compagnie Générale des Eaux assume les engagements suivants d'échanges d'effluents (réception ou déversement) avec les collectivités voisines ou les tiers :

Type d'engagement	Tiers engagé	Objet
déversement effluent	CA du Pays de l'Or	Réception d'effluents de la commune de Mauguio
réception effluent	Castelnau Le Lez	Récept° Effluent Casteln Le Lez
réception effluent	Clapiers	Réception d'Effluent Clapiers
réception effluent	Grabels	Réception d'Effluent Grabels
réception effluent	Montferrier sur Lez	Récept° Effluent Montfer S/Lez
réception effluent	Saint Jean de Vedas	Récept° Effluent St Jean de Ved
réception effluent	SIVOM de l'Etang de l'Or - (SIVOM)	Réception effluents PALAVAS LES FLÔTS
réception effluent	SIVOM de l'Etang de l'Or - (SIVOM)	Reception effluents SIEU du SALAISON

1.2. L’essentiel de l’année 2014

SERVICE DE L’ASSAINISSEMENT - **COMMUNE(S) DESSERVIE(S)**

LES CHIFFRES DU SERVICE

Habitants desservis	Abonnés (clients)	Installation(s) de dépollution	Capacité de dépollution (EH)	Longueur de réseau (km)	Volume traité (m^3)
-	7	1	466 667	66	29 277 266

L’essentiel de l’année 2014

Le contrat d’affermage s’est terminé le 31 décembre 2014.

PRINCIPAUX FAITS MARQUANTS DE L’ANNEE

Les 2 principaux faits marquants de l’année sont l’augmentation de charge en DBO5 et MES tout au long de l’année, sans nouveau raccordement de réseau, ainsi que le dépassement ponctuel des concentrations en cadmium, plomb et zinc dans les boues, survenu à la fin de l’été 2014. Les intempéries exceptionnelles du 29 septembre ont provoqué l’inondation du PR Salaison et du Bassin d’orage des Aiguerelles.

TRAVAUX A PREVOIR A COURT OU MOYEN TERME

Suite au vieillissement du matériel informatique et à l’obsolescence du système d’exploitation, le renouvellement du parc informatique industriel de la STEP est programmé en 2015. Une ligne du Biolix sera remise en état en 2015.

Une liste de travaux contractuels est programmée dès 2015.

INSUFFISANCES A AMELIORER

Suite à des casses régulières en sortie du refoulement des pompes du PR Vendargues, et aux nombreux dysfonctionnements rencontrés, un pompage provisoire a été mis en œuvre dans la chambre d’arrivée et raccordé à la place du débitmètre afin de bypasser le poste. Des travaux de fiabilisation du poste sont nécessaires pour assurer le bon fonctionnement de l’installation.
Sur MAERA, des colmatages menant à des déversements se produisent sur les dégrilleurs fins en relation avec le manque de performance des dégrilleurs grossiers, malgré les améliorations déjà menées.

1.2.1. LES CHIFFRES CLES

18 communes raccordées

7 clients raccordés

1 usine de dépollution d'une capacité totale de 466 667 équivalents habitants.

5 postes de relèvement

66 km de canalisations constituant le réseau de collecte des eaux usées, des eaux pluviales, hors branchements

Service

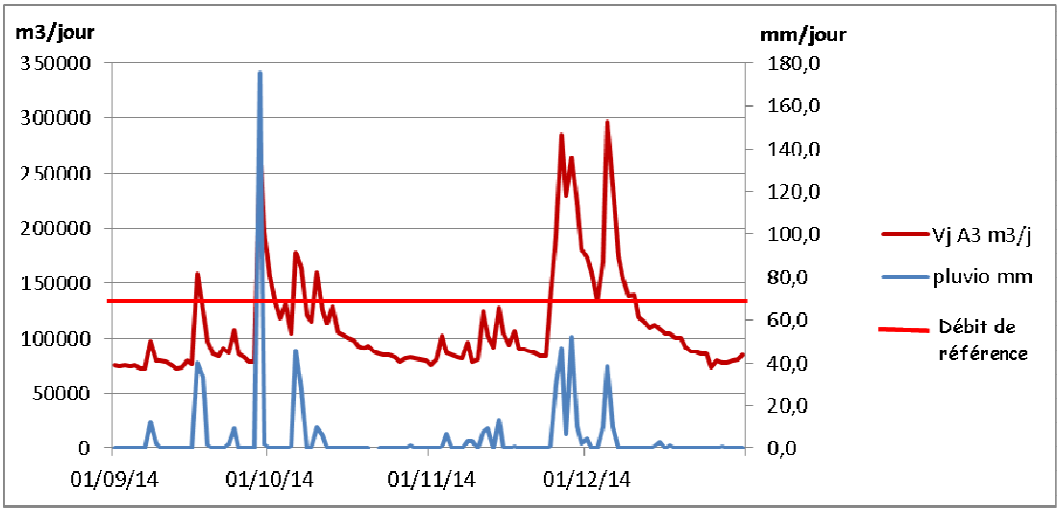
Faits marquants sur les filières :

Fin août 2014, une pollution des eaux entrantes à la station a entrainé un dépassement des concentrations en cadmium, plomb et zinc dans les boues évacuées de MAERA. Des investigations ont été menées sur le réseau pour en trouver l'origine, sans résultat probant à ce jour. Les boues concernées ont été isolées sur les plateformes de compostage, et envoyées en CET de classe 2. Il s'agit d'une pollution ponctuelle, les paramètres retrouvant leur valeur d'origine après l'épisode.
Bien qu'il n'y ait pas eu de nouveau raccordement, la charge en DBO5 en entrée de station est en augmentation de 9% par rapport à 2013. Pour autant, la charge mesurée sur la semaine la plus chargée est inférieure de 9% à celle de 2013, traduisant une augmentation stable et répartie sur l'ensemble de l'année.
Cela se traduit par des dépassements de charge nominale en entrée de STEP qui sont plus fréquents en 2014 : il y a eu 32 dépassements de charges en MES en entrée de STEP, dont 8 alors que le volume de référence n'est pas atteint, et 7 dépassements en DBO5, dont 1 alors que le volume de référence n'est pas atteint.

- **1) Filière eau :**

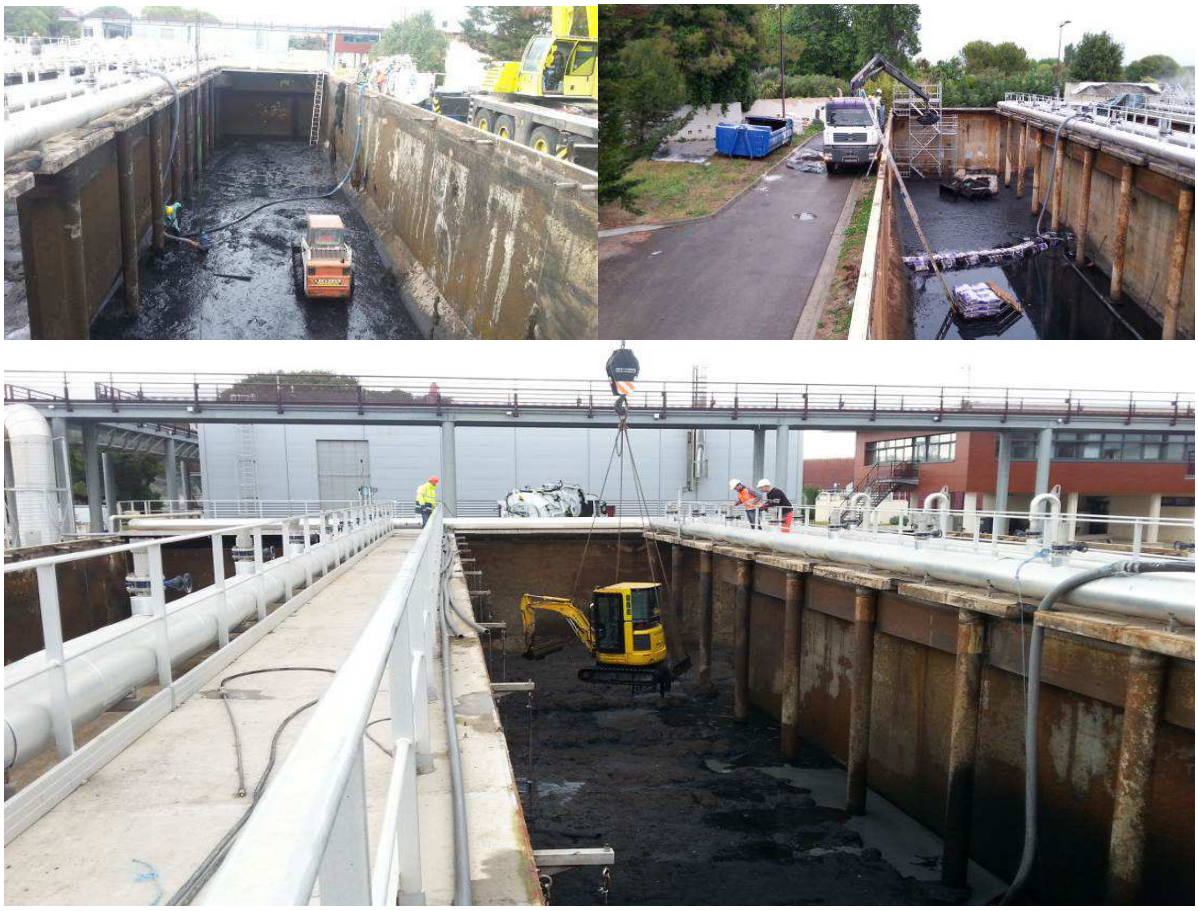
Suite à une pluviométrie supérieure à celle de 2013 de plus de 50%, le volume entrant sur le Système a augmenté d'environ 6% en 2014. Cela s'explique notamment par une pluviométrie intense en septembre, octobre et novembre 2014, qui a provoqué une remontée des nappes et un fort ressuyage du réseau.
Cela a entraîné une augmentation du volume déversé en tête de station (+ 20%), sachant que le mois de septembre représente 46% de ces déversements, avec une pluviométrie exceptionnelle de 278 mm. De même, le débit déversé en des points intermédiaires (sortie prétraitement, sortie eaux décantées, sortie eaux clarifiées) de la STEP est en augmentation de 90%. Il y a eu 36 jours où le volume en entrée du Système a dépassé le volume de référence, dont 32 jours durant les 4 derniers mois de l'année.
Des déversements en tête de station ont eu lieu lors d'épisodes pluvieux ponctuels et intenses, mais sans pour autant dépasser le volume de référence.

Graphique représentant le volume journalier relevé sur MAERA sur la période du 1er septembre au 31 décembre 2014.



TRAITEMENT BOUES ACTIVEES :

L'ensemble des diffuseurs d'air des bassins d'aération très forte charge a été renouvelé en 2014. Les diffuseurs du 1er bassin ont été renouvelé en avril 2014, et ceux du 2nd bassin entre mi novembre et mi décembre. A l'occasion de ces travaux, les bassins d'aération et les clarificateurs ont été nettoyés. Une quantité importante de sables a été évacuée, notamment dans le bassin N°2 . Les analyses microbiologiques réalisées à l'issue ne mettent pas en évidence de modification particulière de la flore et de son aspect, malgré un bullage plus homogène à la surface des bassins.



Nettoyage du bassin TFC 1 suite au retrait des rampes de diffusion d'air.

Vidange et nettoyage des clarificateurs.

Evacuation des sables du bassin TFC 2.

Montage des nouvelles rampes de diffuseur d'air.

Pose des nouvelles rampes d'aération sur bassin TFC 1.

Essai de bullage après remontage des rampes.

TRAITEMENT BIOSTYRS :

Concernant la file de traitement eau, le rechargement des filtres Biostyrs en billes s'est poursuivi en 2014, avec l'ajout de 600 m3 de billes neuves. Le phénomène de colmatage des biofiltres qui s'était amorcé à l'automne 2013 a été endigué au printemps 2014 suite à des lavages à la soude. Le niveau d'encrassement s'est maintenu le reste de l'année.

Livraison des billes neuves dans la bâche à billes.

Système de transfert des billes neuves.

Rechargement des cellules en billes neuves.

Synthèse sur le fonctionnement du dispositif d'autosurveillance :
Le système de mesure du dispositif d'autosurveillance est opérationnel et fiable.

Suite aux directives de l'agence de l'eau, un suivi quotidien de la température des préleveurs et de la représentativité des échantillons a été mis en place.

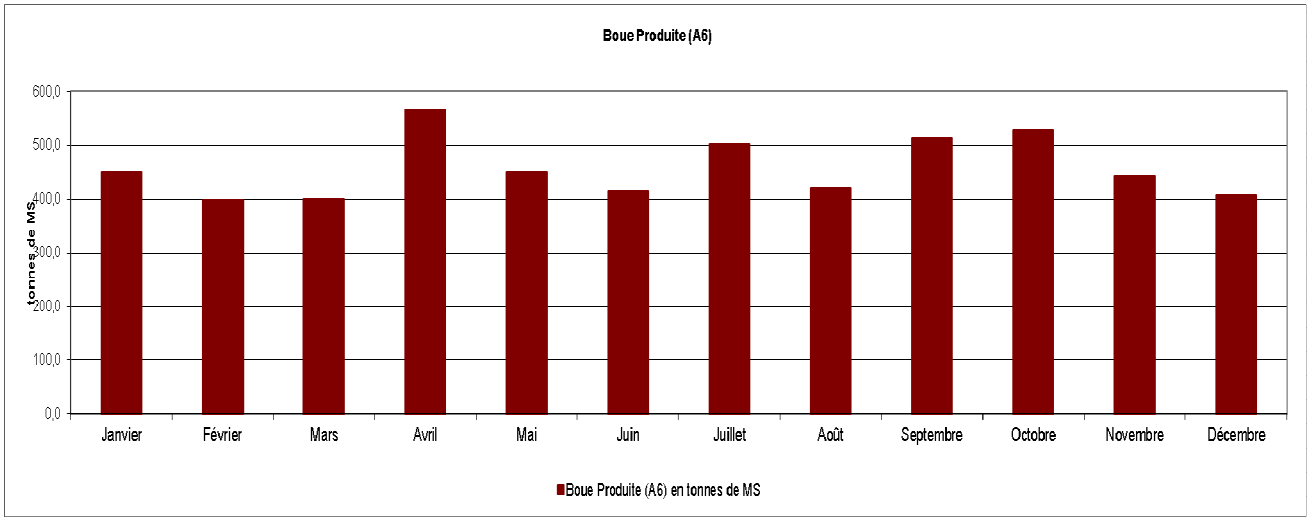
2) Filière boues :

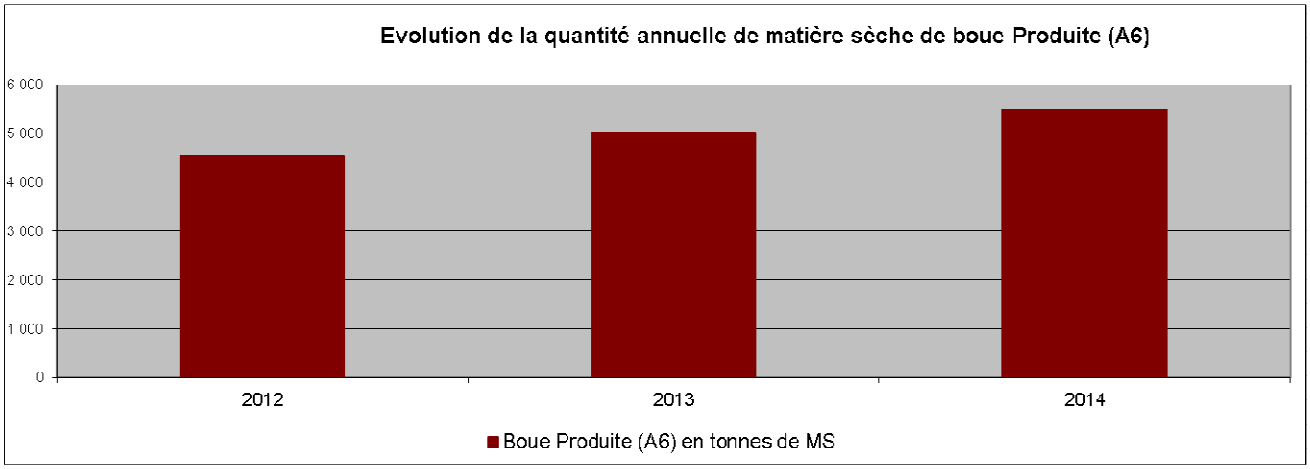
Parallèlement à l'augmentation de la charge en DBO5, la production de boues a augmenté également de 9% entre 2013 et 2014.

Épaississeurs :
Durant la période estivale, l'optimisation du pilotage de l'injection de chaux et de soude a permis de faire face à la déconcentration des boues, sans mettre en place d'épaississement mécanique mobile supplémentaire.

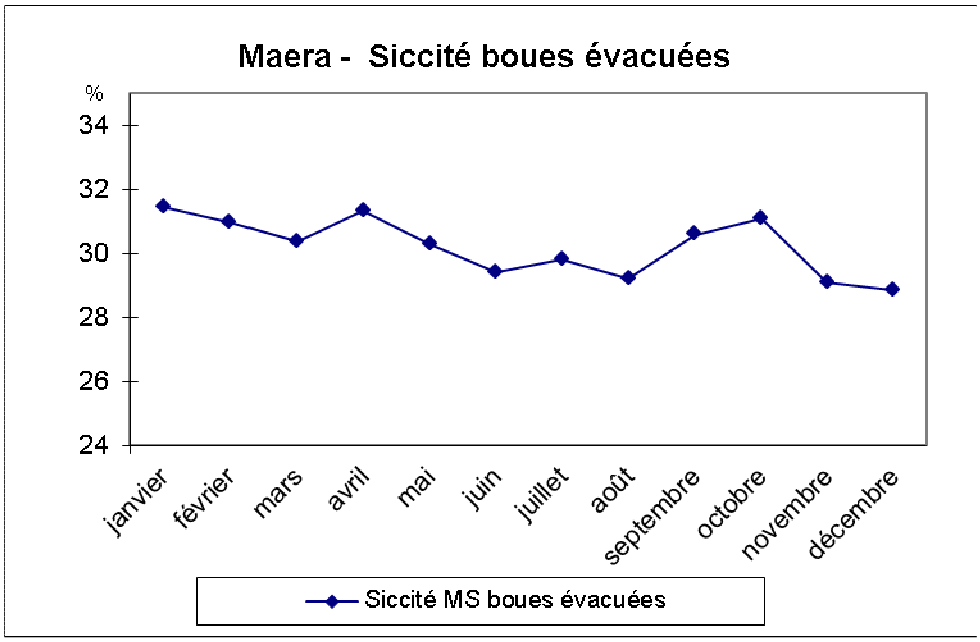
Boues évacuées et siccité en 2014 :

La production de boue en 2014 est en augmentation de 9% avec 5 502 T de matières sèches.





La siccité des boues déshydratées est stable avec une moyenne de 29,7 %.



Opération de déshydratation du « chapeau » du gazostockeur avec une presse mobile.

- **3) Filière traitement de l'air**

Les ventilateurs du plénum de la désodorisation ont fait l'objet d'une révision et les paliers ont été rénovés.

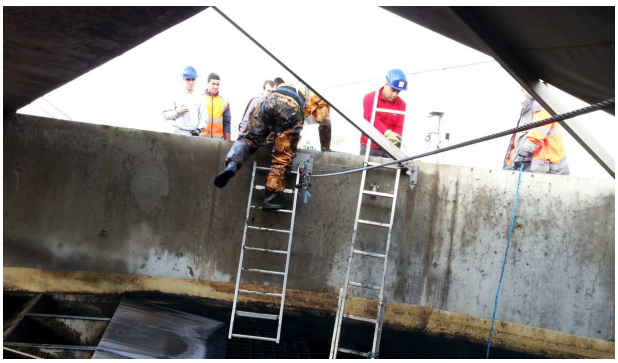
- **4) Energie et réactifs :**

Malgré le traitement d'un volume entrant et d'une charge de pollution plus importante en 2014, les actions menées ont permis de faire baisser la consommation d'énergie électrique de 5% par rapport à 2013. La consommation s'établit à 12 778 462 kWh.

5) Travaux marquants réalisés :

Flottation :

Changement de la vanne de détente du flottateur 1.

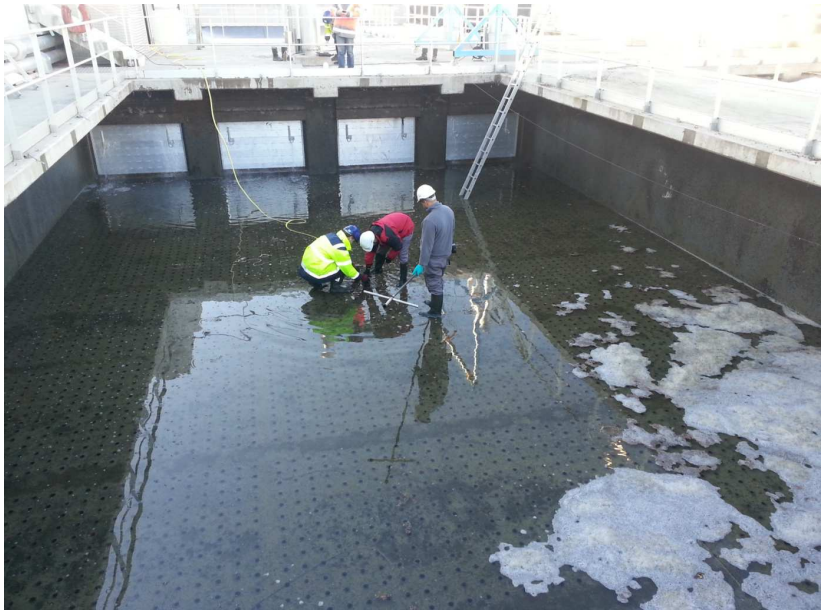


TFC 1 et 2 :

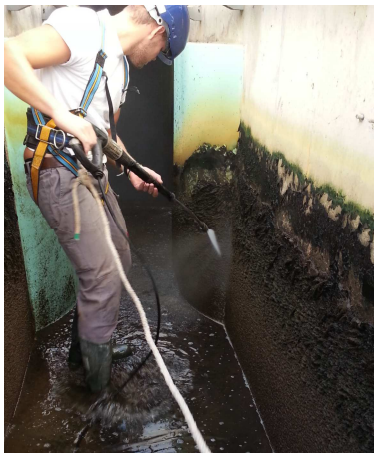
Avant l'opération de renouvellement des diffuseurs d'air, une bathymétrie des bassins d'aération a été réalisée par une équipe de plongeurs.

Biostyrs :

Vérification de la hauteur de matériau après le remplissage en billes neuves.



Nettoyage du canal de sortie :



Mise en conformité vis-à-vis de l'arrêté du 15 janvier 2008 relatif à la protection foudre des installations classées :

Les travaux de mise en conformité ont été finalisés cette année par le changement de matériel électrique dans les armoires de la Biofiltration.

PR Vendargues :

Mise en bypass du PR :

PR Salaison :

Suite aux inondations du 30 septembre 2014, la cale sèche du PR Salaison a été inondée par le cours d'eau, noyant les pompes. Des travaux d'urgence ont permis d'assurer la continuité du pompage jusqu'à remise en état des différentes pompes.

Valorisation

Boues déshydratées :

Hormis le lot de boues polluées qui a été isolé et évacué en CET de classe 2, les boues déshydratées produites sur MAERA ont été valorisées en compost normé à destination de l'agriculture.

Cogénération :

Durant l'année 2014, les 2 875 166M3 de biogaz produits par la digestion des boues de MAERA et envoyés vers le groupe de cogénération ont généré une production d'énergie brute de 11 872 431kWh.

L'utilisation de cette énergie, durant les 8 279 heures de fonctionnement, dans le groupe de cogénération a permis de produire 6 831 821 kWh d'énergie électrique soit un peu plus de 53 % de la consommation électrique de MAERA. La production d'énergie thermique a été de 5 040 610 kWh, l'installation de cogénération a ainsi atteint un rendement énergétique de 75,4%.

Le taux de disponibilité de l'installation a été de 94,5% sur l'année.

Déchets gras :

L'unité de traitement des déchets gras d'origine extérieure à la station a très peu fonctionné en raison d'un manque d'approvisionnment en matières grasses pures de la part des entreprises collectrices.

Responsabilité

- **Traitement des odeurs**

TRAITEMENT DES SULFURES ET SUIVI DES NUISANCES OLFACTIVES:

Le dispositif de traitement a été maintenu en 2014, à savoir :

- L'injection de nitrate de calcium sur le réseau
- L'injection d'H2O2 en sortie du prétraitement de MAERA
- La brumisation de neutralisants autour des bassins ouverts de MAERA
- La désodorisation au charbon actif sur la cheminée Ariane.

La qualité du traitement a été mesuré à l'aide :

- Des capteurs H2S présents sur le réseau
- Des capteurs atmosphériques sur MAERA
- Des capteurs atmosphériques sur les PR La Vasque et Port Ariane 2

Les travaux de pérennisation de l'installation d'injection d'H_2O_2 financés par la CAM ont été livrés et mis en service en juin 2014.

1.3. Les chiffres clés de l'année 2014

PRIX DU SERVICE DE L'ASSAINISSEMENT		PRODUCTEUR	VALEUR
[D204.0]	Prix du service de l'assainissement seul au m^3 TTC (assainissement seul)	Délégataire	0,36 €uro/m3
LA PERFORMANCE ET L'EFFICACITE OPERATIONNELLE		**PRODUCTEUR**	**VALEUR**
[P255.3]	Indice de connaissance des rejets au milieu naturel par les réseaux de collecte des eaux usées	Collectivité (1)	100
[P204.3]	Conformité des équipements d'épuration	Police de l'eau	-
[P254.3]	Conformité des performances des équipements d'épuration	Délégataire	- %
[P205.3]	Conformité de la performance des ouvrages d'épuration	Police de l'eau	
	Conformité réglementaire des rejets (arrêté préfectoral)	Délégataire	- %
	Conformité réglementaire des rejets (directive européenne)	Délégataire	- %
[P206.3]	Taux de boues issues des ouvrages d'épuration évacuées selon des filières conformes	Délégataire	100 %
LA GESTION DU PATRIMOINE		**PRODUCTEUR**	**VALEUR**
	Nombre de branchements eaux usées et/ou unitaires	Délégataire	-
	Nombre de branchements eaux pluviales	Délégataire	-
	Nombre de branchements neufs	Délégataire	-
	Linéaire du réseau de collecte	Collectivité (2)	**66 027** ml
[P202.2]	Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux de collecte	Délégataire	72
[P252.2]	Nombre de points du réseau de collecte nécessitant des interventions fréquentes de curage pour 100 km de réseau	Délégataire	u/100 km
[P253.2]	Taux moyen de renouvellement des réseaux de collecte des eaux usées	Collectivité (2)	-
	Nombre de postes de relèvement	Délégataire	**5**
	Nombre d'usines de dépollution	Délégataire	**1**
	Capacité de dépollution en équivalent-habitants	Délégataire	**466 667** EH
COLLECTE DES EAUX USEES		**PRODUCTEUR**	**VALEUR**
	Nombre de désobstructions sur réseau	Délégataire	**0**
	Longueur de canalisation curée	Délégataire	ml
LA DEPOLLUTION		**PRODUCTEUR**	**VALEUR**
	Volume arrivant (collecté)	Délégataire	**32 104 674** m3
	Charge moyenne annuelle entrante en DBO5	Délégataire	**18 785** kg/j
	Charge moyenne annuelle entrante en EH	Délégataire	- EH
	Volume traité	Délégataire	**29 277 266** m3
L'EVACUATION DES BOUES ET DES DECHETS		**PRODUCTEUR**	**VALEUR**
[P203.0]	Quantité de boues issues des ouvrages d'épuration	Délégataire	**5 463,9** t MS
	Masse de refus de dégrillage évacués	Délégataire	**541,2** t
	Masse de sables évacués	Délégataire	**192,3** t
	Volume de graisses évacuées	Délégataire	m3

LES CLIENTS DU SERVICE ET LEUR CONSOMMATION		PRODUCTEUR	VALEUR
	Nombre total d'abonnés (clients)	Délégataire	**7**
	- Nombre d'abonnés du service	Délégataire	
	- Nombre d'autres services (réception d'effluent)	Délégataire	**7**
	Assiette totale de la redevance	Délégataire	m3
	- Assiette de la redevance des abonnés du service	Délégataire	m3
	- Assiette de la redevance « autres services» (réception d'effluent)	Délégataire	m3
[D202.0]	Nombre d'autorisations de déversement	Collectivité (2)	
LA SATISFACTION DES USAGERS ET L'ACCES A L'EAU		**PRODUCTEUR**	**VALEUR**
	Existence d'une mesure de satisfaction clientèle	Délégataire	Mesure **statistique d'entreprise**
	Taux de satisfaction globale par rapport au Service	Délégataire	92,40 %
	Existence d'une Commission consultative des Services Publics Locaux	Délégataire	Oui
	Existence d'une Commission Fonds Solidarité Logement	Délégataire	Non
LES CERTIFICATS		**PRODUCTEUR**	**VALEUR**
	Obtention de la certification ISO 9001	Délégataire	Certification **obtenue par l'exploitant**
	Obtention de la certification ISO 14001 (usine)	Délégataire	0 usine(s)
	Obtention de la certification ISO 14001 (réseau)	Délégataire	Certification **obtenue par l'exploitant**
	Liaison du service à un laboratoire accrédité	Délégataire	Oui

(1) Le délégataire fournit dans le corps du rapport les informations en sa possession en fonction de la prise en compte dans son contrat de délégation de l'arrêté du 22 juin 2007
(2) Les éléments de calcul connus du délégataire sont fournis dans le corps du présent rapport
En rouge figurent les codes indicateurs exigibles seulement pour les rapports soumis à examen de la CCSPL

1.4. Le prix du service public de l'eau

LA GOUVERNANCE DU SERVICE : ROLES ET RESPONSABILITES DES ACTEURS

Le contrat précise les rôles et responsabilités de l'autorité publique et de l'opérateur, les obligations de résultats, les objectifs de performance à atteindre et le prix du service ainsi que son évolution sur la durée du contrat.

Dans ce cadre, la gouvernance du service public de l'eau repose sur deux parties prenantes clés :

- L'autorité organisatrice publique souveraine : la collectivité locale fixe le niveau d'ambition pour le service public, définit les objectifs de performance à atteindre et contrôle l'opérateur,
- L'opérateur : Veolia gère le service, respecte ses engagements contractuels et assure l'amélioration continue de la performance. Il rend compte à la collectivité et facilite sa mission de contrôle.

Veolia respecte la gouvernance mise en œuvre et veille à développer des outils et des pratiques permettant à chacun d'exercer pleinement son rôle.

LE PRIX DU SERVICE

A titre indicatif sur la commune de l'évolution du prix du service de l'assainissement (redevances comprises, mais hors eau) par m^3 **[D204.0]** et pour 120 m^3, au 1er janvier est la suivante :

Prix du service de l'assainissement collectif	Montant Au 01/01/2014	Montant Au 01/01/2015	N/N-1
Prix TTC du service au m3 pour 120 m3	**0,41**	**0,36**	**-12,1%**

LA FACTURE 120 M^3

En France, l'intégralité des coûts du service public est supportée par la facture d'eau. Cette dernière représente l'équivalent de la consommation d'eau d'une année pour un ménage de 4 personnes.

Facture concernant les communes de : Castelnau le Lez; Clapiers; Le Crès; Grabels; Jacou; Juvignac; Lattes; Montferrier sur Lez; Montpellier; Pérols; Prades le Lez; St Jean de Védas, Vendargues.

	Qté	Euro				Variation
		Prix au 01/01/2014		Prix au 01/01/2015		
		Prix Unitaire HT	Montant HT	Prix Unitaire HT	Montant HT	%
Collecte et traitement des eaux usées						
Consommation						
Consommation Traitement (part distributeur) (m3)	120	0.3696	44.35	0.3540	42.48	- 4.21 %
TOTAL COLLECTE ET TRAITEMENT DES EAUX USEES			**44.35**		**42.48**	**- 4.21 %**
TOTAL HT de la Facture en Euro			**44.35**		**42.48**	**- 4.21 %**
TOTAL TTC de la Facture en Euro			**49.79**		**43.73**	**- 4.21 %**
Prix TTC du m3 hors abonnement en Euro			**0.41**		**0.36**	**- 12.1 %**

Facture concernant la commune de Palavas-les-Flots.

	Qté	Euro				Variation
		Prix au 01/01/2014		Prix au 01/01/2015		
		Prix Unitaire HT	Montant HT	Prix Unitaire HT	Montant HT	%
Collecte et traitement des eaux usées						
Consommation						
Consommation Traitement (part distributeur) (m3)	120	0.3696	44.35	0.3540	44.48	- 4.21 %
Consommation Transport part distributeur) (m3)	120	0.0684	8.21	0.0691	8.29	0.97 %
TOTAL COLLECTE ET TRAITEMENT DES EAUX USEES			**52.56**		**52.77**	**0.40 %**
TOTAL HT de la Facture en Euro			**52.56**		**52.77**	**0.40 %**
TOTAL TTC de la Facture en Euro			**57.82**		**58.05**	**0.40 %**
Prix TTC du m3 hors abonnement en Euro			**0.48**		**0.48**	**0.00 %**

Facture concernant la commune de Mauguio Carnon

		Qté	Euro				Variation
			Prix au 01/01/2014		**Prix au 01/01/2015**		
			Prix Unitaire HT	Montant HT	Prix Unitaire HT	Montant HT	%
Collecte et traitement des eaux usées							
Consommation							
Consommation Traitement (part distributeur)	(m3)	120	0.3696	44.35	0.3540	44.48	- 4.21 %
Consommation Transport part distributeur)	(m3)	120	0.1195	14.34	0.1209	14.51	1.19 %
TOTAL COLLECTE ET TRAITEMENT DES EAUX USEES				**58.69**		**58.99**	**0.51 %**
TOTAL HT de la Facture	**en Euro**			**58.69**		**58.99**	**0.51%**
TOTAL TTC de la Facture	**en Euro**			**64.56**		**64.89**	**0.51 %**
Prix TTC du m3 hors abonnement	**en Euro**			**0.54**		**0.54**	**0.00 %**

Facture concernant les communes de : Assas; St Aunès; Teyran.

		Qté	Euro				Variation
			Prix au 01/01/2014		**Prix au 01/01/2015**		
			Prix Unitaire HT	Montant HT	Prix Unitaire HT	Montant HT	%
Collecte et traitement des eaux usées							
Consommation							
Consommation Traitement (part intercommunale)	(m3)	120	0.5600	67.20	0.5600	67.20	0.00 %
Consommation Traitement (part distributeur)	(m3)	120	0.3696	44.35	0.3540	44.48	- 4.21 %
Consommation Transport part distributeur)	(m3)	120	0.1650	19.80			
Consommation Transport (part intercommunale)	(m3)	120			0.1665	19.98	
TOTAL COLLECTE ET TRAITEMENT DES EAUX USEES				**131.35**		**131.66**	**0.24 %**
TOTAL HT de la Facture	**en Euro**			**131.35**		**131.66**	**0.24 %**
TOTAL TTC de la Facture	**en Euro**			**144.49**		**144.83**	**0.24 %**
Prix TTC du m3 hors abonnement	**en Euro**			**1.20**		**1.21**	**0.83 %**

1.5. Le Centre Languedoc-Roussillon

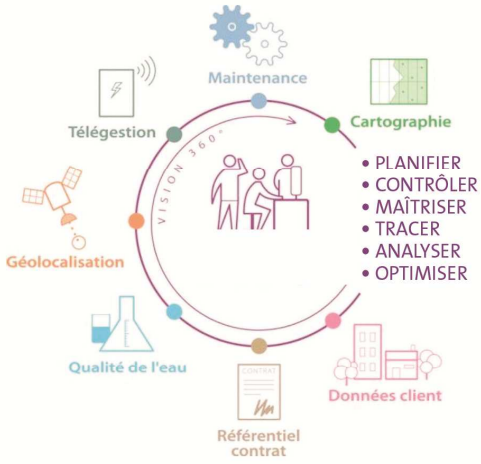
1.5.1. Vos Interlocuteurs Privilegies

Didier Benard
Directeur du Centre Régional Languedoc-Roussillon

765 rue Henri Becquerel
CS 29045
34967 Montpellier Cedex 2

Vos interlocuteurs privilégiés :
des professionnels disponibles et proches de vous

1.5.2. LES SERVICES SUPPORT DE LA DIRECTION DES OPERATIONS



Charles-Henri Galmiche
Responsable Pivo

- Qualification et hiérarchisation des demandes d'intervention,
- Elaboration des feuilles de route des agents
- Optimisation de la planification des interventions

Nicolas Picard
Responsable du Service d'Aide à l'Exploitation

- Soutien technique à la performance d'exploitation des usines et des réseaux
- Assistance à la gestion dynamique du patrimoine,
- Contrôle qualité des Eaux
- Reporting technique

Sonia Eisenstaedt
Responsable Ingénierie - Bureau d'Études Techniques

- Expertise technique, process,
- Suivi des grands travaux
- Modélisation et diagnostic des réseaux

Luc Devèze
Responsable Qualité Environnement

- Gestion du système de management intégré
- Pilotage de l'ensemble des certifications
- Animation de la politique développement durable

Anthony Chauvin
Responsable Sécurité

- Déploiement de la politique sécurité et de son plan d'action
- Mise en place des formations sécurité
- Animation de la démarche sécurité au travail

Jean-Charles Brégeon
Responsable Méthodes

- Déploiement des méthodes auprès des exploitations
- Mise en place de nouveaux outils d'exploitation

1.6. Une organisation au service des usagers

TOUTE VOS DEMARCHES SANS VOUS DEPLACER

Pour toutes les questions relatives aux abonnements contactez-nous du lundi au vendredi de 8h à 19h et le samedi de 9h à 12h.

Les abonnés peuvent également déposer directement leur relevé de consommation d'eau au **0 969 323 552** (services disponibles 24h/24, 365 jours par an).

Votre service client en ligne est accessible :

- www.service-client.veoliaeau.fr
- sur votre smartphone via nos applications Android et Apple

VOS URGENCES

7 JOURS SUR 7, 24H SUR 24

Pour tout débordement, obstruction, incident ou fait anormal, touchant le réseau, un branchement, un poste de relèvement ou une usine de dépollution, nous intervenons jour et nuit.

2.

LA PERFORMANCE ET L'EFFICACITE OPERATIONNELLE A VOTRE SERVICE

2.1. L'efficacité de la collecte et de la depollution des eaux usées

Le niveau d'efficacité des services d'assainissement résulte de l'alliance de l'expertise des hommes et des femmes, du savoir-faire de Veolia et de l'existence d'une véritable démarche de management de la performance.

2.1.1. L'EFFICACITE DE LA COLLECTE

→ *La maîtrise des entrants*

La connaissance des raccordements domestiques et des déversements non domestiques dans le réseau de collecte, et leur surveillance étroite, sont indispensables à la bonne gestion de toute la filière en amont du système de traitement. En effet, elle est un des principaux moyens pour maîtriser les charges polluantes en entrée d'usine de dépollution, par temps sec comme en épisode pluvieux, et d'identifier les rejets accidentels.

→ *L'avancement des politiques d'assainissement collectif est mesuré par le taux de desserte.*

Le taux de desserte est le nombre d'abonnés (clients) desservis – au sens où le réseau existe devant l'immeuble - rapporté au nombre potentiel d'abonnés de la zone relevant de l'assainissement collectif (art. R 2224-6 du CGCT). Le nombre d'abonnés (clients) desservis ou abonnés sur le périmètre du service figure au tableau suivant, permettant à la collectivité de calculer ce taux.

→ *Le contrôle des établissements non domestiques*

Les effluents non domestiques peuvent présenter des caractéristiques physico-chimiques particulières ne permettant pas un traitement similaire à celui effectué dans un système de collecte et de traitement collectif des eaux usées domestiques classiques.

L'impact de ces effluents, s'ils ne sont pas maîtrisés, peut être important sur le fonctionnement et la gestion du système d'assainissement collectif, mais aussi sur le milieu naturel.

Le renforcement de la maîtrise des rejets non domestiques dans les réseaux publics d'assainissement contribue à :

- améliorer le fonctionnement du système de collecte,
- renforcer la fiabilité des ouvrages et pré erver le patrimoine de la Collectivité,
- garantir les performances du système de traitement,
- garantir la qualité des boues, et leur innocuité,
- respecter la réglementation.

→ *L'identification des rejets d'eaux usées d'origine non domestique*

Chaque année, un plan d'action est défini afin de cibler les établissements à contrôler en priorité dans l'année :

- A la demande de la Collectivité ou des industriels eux-mêmes : les services de l'Etat (DRIRE, ARS…) sont souvent à l'origine de la démarche des industriels,
- Après détection de substances pouvant nuire à la valorisation agricole des boues : l'identification des établissements pouvant être à l'origine de la pollution est réalisée.

- Après constats d'anomalies sur le réseau de collecte : plaintes d'usagers, opérations d'autocontrôle du réseau, contrôles de conformité des branchements,
- Sur la base des éléments de l'Agence de l'Eau tels que le type d'activité ou la consommation d'eau.

Le recueil des données tient compte de :

- La localisation à l'échelle de la Collectivité de l'ensemble des établissements déversant dans les réseaux des eaux usées autres que domestiques,
- L'évaluation des principaux apports - synthèse des données existantes (Etudes, autocontrôles, données Agence de l'Eau, consommations d'eau, …),
- La définition des capacités et charges du système d'assainissement (Etudes dimensionnement, constatations d'exploitation, bilans de fonctionnement, …),
- La caractérisation de la qualité des boues en métaux lourds, HAP et PCBs,
- L'établissement de la liste des établissements à risques.

Afin de s'adapter aux constatations de terrain, le plan d'action pourra être modifié en cours d'année à la demande de la Collectivité.

→ *La maîtrise des transferts et des déversements vers le milieu naturel*

La surveillance des déversements, identification des points de rejets

Nombre de points de rejet	**2013**	**2014**
Nombre d'usines de dépollution	1	1
Nombre de déversoirs d'orage	8	8
Nombre de trop-pleins de postes de refoulement	4	4

Les déversoirs d'orage et les « trop plein » des postes de relèvement permettent de maîtriser les déversements d'effluents au milieu naturel par les réseaux unitaires en temps de pluie.

2.2. La protection du milieu naturel

Le nombre de points de rejet autosurveillés vers le milieu naturel recensés sur le bassin versant de MAERA est détaillé comme suit :

Réseau			
Nom	**Commune**	**Classement** <120, > 120, > 600	**Milieu de rejet**
DO 1800	Montpellier	>600	Le Verdanson
DO 1200	Montpellier	>120	Le Verdanson
DO Ruisseau des vaches	Montpellier	>600	Le Verdanson
DO Proudhon	Montpellier	>600	Le Verdanson
DO Aiguerelles	Montpellier	>600	Le Lez
DO Av Ch Flahault	Montpellier	>120	Le Verdanson
PR Pont Trinquat	Montpellier	>600	Le Lez
PR Odysseum	Montpellier	>120	Fossé
PR Mas D'Artis	Montpellier	>600	Le Rieucoulon
PR Bionne	Montpellier	>600	Ruisseau
PR Piscine	Montpellier	>600	Réseau pluvial
PR Lavalette	Montpellier	>600	La Lironde
PR Fontcaude	Juvignac	120	La Mosson
PR-Principal Castelnau	Castelnau le lez	>600	Réseau pluvial
PR-Salaison	Vendargues	>600	Le Salaison
PR-Vendargues	Vendargues	>120	Fosse Ballaurie
PR-Pidoule	Montferrier sur lez	>120	Le Lez
PR-Peugeot	Montferrier sur lez	>120	fossé
PR-Grabels	Grabels	>120	La Mosson
PR-Europe	Lattes	>120	Roubine
PR-Le Pontil	Lattes	>120	Roubine
PR-Maurin	Lattes	>120	Roubine
PR-Mas de Figuières	Pérols	>120	Roubine
PR-Faïsses	Pérols	>600	Roubine
PR-Fenouillet Pérols	Pérols	>600	Roubine
PR-Station de Prades	Prades	>120	Ruisseau-lez
PR-Les Closades	Clapiers	>120	fosse
PR-Aube Rouge	Castelnau	>120	fossé

B.5.3 – Tableau récapitulatif des déversements au milieu par le système de collecte

Ensemble des déversoirs de plus de 600kg de DBO5/j

OUVRAGES		TEMPS DEVERS.	VOLUME	MES	DCO	NBRE JOURS DEVERS.
		h/an	m3/an	kg/an	kg/an	j/an
PR PONT TRINQUAT	1	0	0	0	0	0
PR BIONNE	2	120	15 457	7 963	11 834	20
PR PISCINE	3	4	488	116	143	8
PR MAS D'ARTIS	4	30	3 824	759	1 047	8
PR LAVALETTE	5	307	25 134	4 017	6 449	22
PR CASTELNAU	6	81	401 935	70 767	104 385	12
PR SALAISON	7	0	0	0	0	0
PR FAÏSSES	41	15	8 687	2 591	3 048	4
PR FENOUILLET	42	7	7 140	2 209	2 576	2
DO AIGUERELLES	24	35	507 287	82 243	141 389	19
DO RUISSEAU DES VACHES	25	99	141 331	32 549	46 585	31
DO 1800	26	33	430 775	46 988	70 515	13
DO PROUDHON	27	17	3 000	855	1 061	15
	TOTAL	**748**	**1 545 058**	**251 056**	**389 031**	**154**
	MOYENNE	**58**	**118 851**	**19 312**	**29 925**	**12**

Ensemble des déversoirs entre 120 et 600kg de DBO5/j

OUVRAGES		TEMPS DEVERS.	VOLUME	MES	DCO	NBRE JOURS DEVERS.
		h/an	m3/an	kg/an	kg/an	j/an
PR VENDARGUES	8	122	7 683	1 124	1 881	12
PR FONTCAUDE	9	16	1 826	423	679	6
PR PIDOULE	10	400	18 435	2 709	4 747	25
PR PEUGEOT	11	1	11	4	4	1
PR GRABELS	12	70	2 392	609	803	16
PR SAINT AUNES	13	NC	NC	NC	NC	NC
PR EUROPE	14	0	0	0	0	0
PR LE PONTIL	15	386	105 276	15 540	28 074	19
PR MAURIN	16	68	15 714	1 915	3 343	10
PR ODYSSEUM	20	2	102	32	37	1
PR STATION PRADES	21	0	0	0	0	0
PR CLOSADES	22	584	37 765	6 287	11 170	37
PR AUBE ROUGE	23	8	331	94	111	3
PR MAS DE FIGUIERES	43	17	3 185	687	687	3
DO 1200	28	27	47 270	11 171	14 817	20
DO FLAHAULT	29	217	129 149	21 587	33 565	46
	TOTAL	**1 917**	**369 140**	**62 182**	**99 917**	**199**
	MOYENNE	**128**	**24 609**	**4 145**	**6 661**	**13**

Pluviomètres

OUVRAGES		Hauteur de pluie mm/an	Nb de jours de pluie j/an
PLUVIO AIGUELONGUE	36	870,60	96
PLUVIO FONTCAUDE	38	909,60	94
PLUVIO STATION PRADES	37	1262,60	105
PLUVIO VENDARGUES	39	668,00	103
PLUVIO STEP MAERA	40	792,60	86
	MOYENNE	**900,68**	**97**

Contrôle de l'émissaire

L'exploitant de la station MAERA a également en charge le contrôle du fonctionnement de l'émissaire.
A ce titre, en 2013 ont été réalisés :

- Le contrôle et l'entretien des ventouses et des vidanges sur l'ouvrage terrestre .
- Un relevé batymérique multifaisceaux.

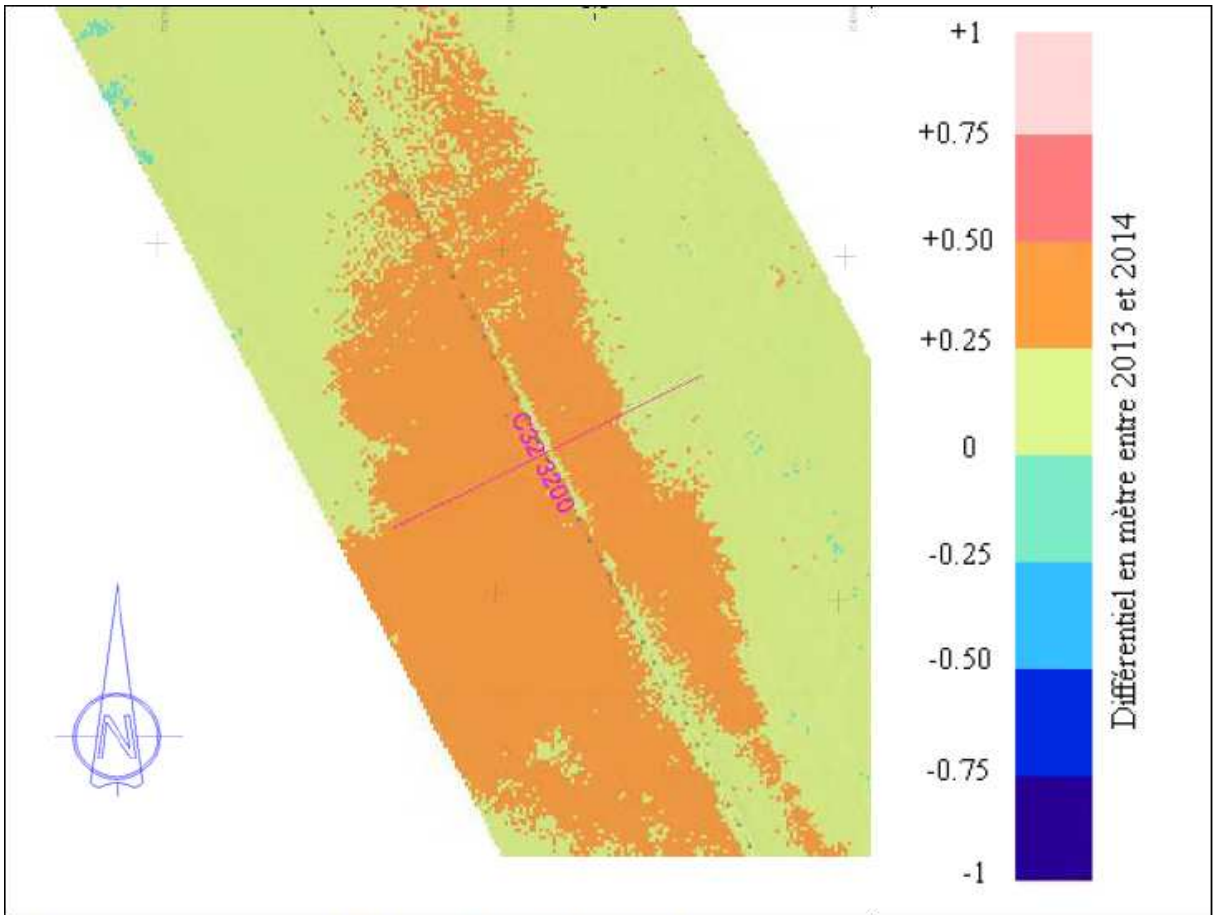
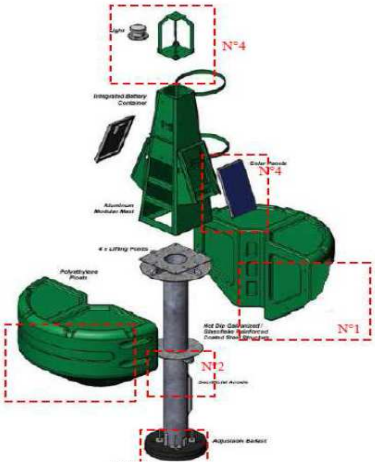


Fig. : Différentiel entre les levés de 2013et 2014

Pour cette neuvième intervention de contrôle de l'émissaire, nous notons sur la première moitié de la conduite un apport sédimentaire. Ces derniers n'ont aucune influence sur le positionnement de la conduite.

- Le contrôle de l'émissaire avec les diffuseurs, ainsi que les 4 balises marquant le point de rejet. A cette occasion, les travaux de reprise des 4 points de corrosion ont été effectués, ainsi que le changement des 2 anodes de protection.

Détail des organes contrôlés



Soudure sous-marine

La connaissance fine de ces points de rejet et l'évaluation de la pollution rejetée sont nécessaires pour maîtriser l'impact environnemental du réseau d'assainissement. L'indicateur « Indice de connaissance des rejets au milieu naturel par les réseaux de collecte des eaux usées » **[P255.3]** (voir définition dans le glossaire en annexe du présent document) permet de mesurer l'avancement de cette politique.

Cet indicateur est à établir par la Collectivité avec l'appui du délégataire. Les informations dont nous disposons et qui sont utiles au calcul de l'indicateur sont les suivantes :

	2013	2014
Indice de connaissance des rejets au milieu naturel par les réseaux de collecte	100	100

2.2.1. L'EFFICACITE DU TRAITEMENT

La performance d'un système d'assainissement se mesure par sa contribution à la préservation de l'environnement. Un système efficace permet de préserver la qualité de l'eau des rivières et des ressources en eau et de produire des boues valorisables. En 2011, Veolia a réalisé une première mondiale industrielle en produisant des bioplastiques à partir de boues d'épuration : une nouvelle forme de valorisation innovante et créatrice de valeur pour les industriels.

La conformité des systèmes de traitement aux prescriptions réglementaires, tant concernant les ouvrages eux-mêmes que la qualité des rejets et leur impact sur le milieu naturel, est appréciée au travers d'indicateurs introduits par le décret du 2 mai 2007 :

→ *La conformité de la performance des équipements d'épuration au regard des prescriptions de l'acte individuel pris en application de la police de l'eau :*

Cet indicateur **[P 254.3]**, qui concerne uniquement les usines d'épuration de plus de 2000 EH, correspond au nombre de bilans conformes aux objectifs de rejet spécifiés par l'arrêté préfectoral ou, par défaut, selon les règles d'évaluation de la conformité identifiées avec la Police de l'Eau, rapporté au nombre total de bilans réalisés sur 24 heures. Pour calculer cet indicateur seul les bilans respectant les conditions normales de fonctionnement (CNF) sont pris en compte selon la réglementation en vigueur.

Pour établir la performance globale, dans le cas de plusieurs usines de dépollution, le taux de chaque usine est pondéré par la charge en DBO5 arrivant sur le système de traitement.

Conformité des performances des équipements d'épuration	**2013**	**2014**
Performance globale du service (%)	**99**	99
MONTPELLIER	99	99

Pour établir la performance globale, dans le cas de plusieurs usines de dépollution, le taux de chaque usine est pondéré par la charge en DBO5 arrivant sur le système de traitement.

Le taux de conformité des rejets d'épuration, produit les années précédentes, est présenté dans le tableau suivant pour permettre d'apprécier l'évolution de la conformité des bilans. Ce taux fait appel à l'ensemble des bilans qu'ils soient en domaine de traitement garanti (CNF) ou non.

Conformité des rejets d'épuration	**2013**	**2014**
Performance globale du service (%)	**95,07**	94,25
MONTPELLIER	95,07	94,25

Pour établir la performance globale, dans le cas de plusieurs usines de dépollution, le taux de chaque usine est pondéré par la charge en DBO5 arrivant sur le système de traitement.

→ *La conformité des équipements d'épuration aux prescriptions définies en application de l'arrêté du 22 juin 2007 :*

Cet indicateur **[P 204.3]** est à établir par la Police de l'eau, qui doit l'adresser à l'exploitant en vertu de l'art. 17 de l'arrêté du 22 juin 2007. Le mode de calcul n'a pas été communiqué à la date d'établissement du présent rapport.

Veolia est en attente de la publication de la fiche indicateur sur le site de l'Observatoire national des services d'eau et d'assainissement : *http://services.eaufrance.fr/*

→ *La conformité de la performance des ouvrages d'épuration aux prescriptions définies en application de l'arrêté du 22 juin 2007 :*

Cet indicateur **[P205.3]** est à établir par la Police de l'eau, qui doit l'adresser à l'exploitant en vertu de l'art. 17 de l'arrêté du 22 juin 2007, ce mode de calcul n'ayant pas été communiqué à la date d'établissement du présent rapport.

En l'absence de réception à la date d'établissement du présent rapport annuel, Veolia présente l'indicateur approché – relatif à la conformité réglementaire des rejets - issu de ses registres d'autosurveillance, sur la base des données de référence fixées dans l'arrêté préfectoral d'autorisation ou, à défaut, à partir des données constructeur. Son évaluation est réalisée d'après les bilans conformes aux conditions normales de fonctionnement (CNF).

Les indices suivants mesurent la conformité par rapport à la réglementation (arrêté du 22 juin 2007 transposant la Directive ERU) et à l'arrêté préfectoral d'autorisation le cas échéant.

Conformité réglementaire des rejets	à la directive Européenne	à l'arrêté préfectoral
Performance globale du service (%)		
MONTPELLIER	0,00	0,00

Pour établir la performance globale, dans le cas de plusieurs usines de dépollution, le taux de chaque usine est pondéré par la charge en DBO5 arrivant sur le système de traitement.

→ *La performance des usines de traitement du service*

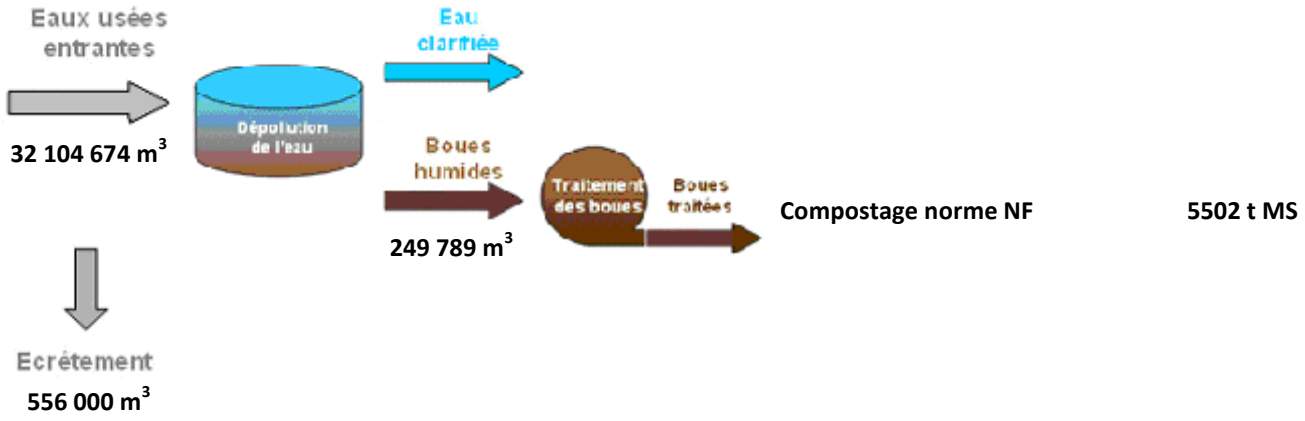
Pour garantir un haut niveau de rendement épuratoire de ses usines une démarche de maintenance préventive assistée par ordinateur a été développée afin de planifier de manière optimisée les tâches d'exploitation courante et les opérations d'entretien. Les files de traitement des eaux usées sont ainsi placées sous étroite surveillance.

Les données de conformité, et notamment les bilans mensuels, sont détaillés en annexe 6.4 du présent document.

Les autres données d'auto-surveillance sont consultables sur les registres d'autosurveillance, tenus à jour conformément à l'arrêté du 22 juin 2007.

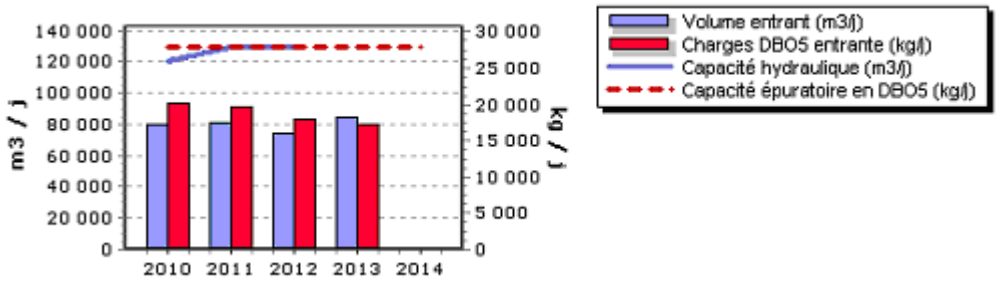
MONTPELLIER

Les volumes entrants sur le système de traitement s'élèvent pour l'année à **32 104 674** m3, soit un débit moyen journalier de **87** 959m3/j. Le maximum atteint est de **296 860m3/**j le 5 décembre. Les valeurs sont établies sur la base de 365 bilans d'autosurveillance journaliers disponibles. Il est à noter que la capacité de l'usine définie dans l'arrêté préfectoral est de 28 000 kg de DBO5 par jour.



Evolution de la charge entrante sur le système de traitement

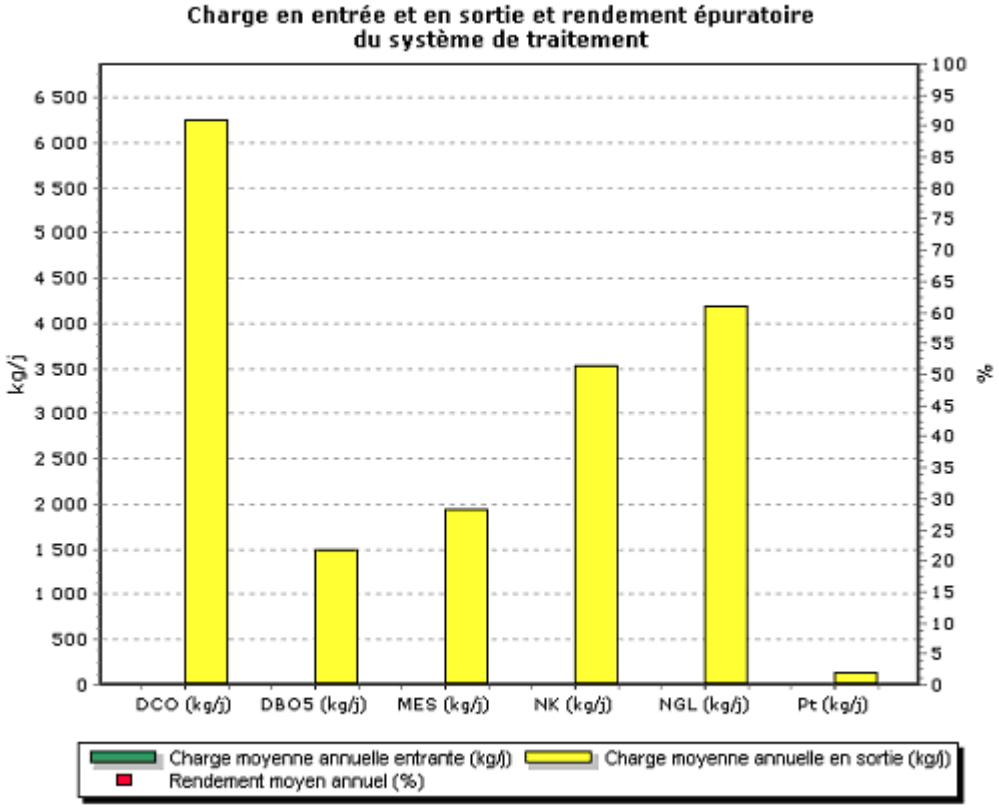
	2013	2014
Volume entrant (m3/j)	**84 415**	**87 958**
Capacité hydraulique (m3/j)	120 000	120 000
Charge DBO5 entrante (kg/j)	**17 187**	**18 785**
Capacité épuratoire en DBO5 (kg/j)	28 000	28 000



Qualité du rejet et rendement épuratoire du système de traitement

	DCO	DBO5	MES	NK	NGL	Pt
Nombre de bilans disponibles	365	365	365	220	220	221
Charge moyenne annuelle en sortie (kg/j)	6 245,5	1 495,8	1 936,0	3 525,9	4 195,4	135,8
Prescription de rejet – Rendement min. bilan (%)	75,00	80,00	90,00			
Concentration moyenne annuelle en sortie (mg/l)	72,4	17,3	22,4	40,9	48,6	1,6
Seuil de concentration maximale par bilan (mg/l)	125,00	25,00	35,00			

Les valeurs moyennes observées (concentration, charge et rendement) ne permettent pas de mesurer le respect de la prescription lorsque celle-ci s'applique bilan par bilan. L'évaluation de taux de respect fait l'objet de l'indicateur de conformité présenté dans la suite de la présente section.



Conformité des performances des équipements d'épuration

Cette évaluation ne concerne que les paramètres évalués sur chaque bilan et ne tient pas compte de ceux évalués en moyenne annuelle.

	2013	2014
Pour information, nombre de bilans en CNF (*)	333	329
Nombre de bilans en CNF(**) conformes / nombre de bilans en CNF (%)	99,0	99,0
Charge moyenne DBO5 (kg/j)	17 187	18 785

(*) hors bilans inutilisables (panne sur un préleveur par exemple)
(**) Conditions Normales de Fonctionnement

Conformité de la performance des ouvrages d'épuration

Evaluations réalisées sur la base des bilans en Conditions Normales de Fonctionnement (CNF). Comme précisé dans le guide de définition de la DERU, pour la conformité à la Directive Européenne des usines de moins de 2000 EH notre calcul est réalisé par rapport aux normes fixées dans l'arrêté du 22 juin 2007.

	2013	2014
Conformité à la Directive Européenne	100 %	100 %
Conformité à l'arrêté préfectoral	100 %	100 %

Boues évacuées

MONTPELLIER	Produit brut (t)	Matières sèches (t)	Siccité (%)	Destination (%) *
Compostage norme NF	18442,3	5463,9	29,63 %	100,00 %
Total	**18442,3**	**5463,9**	**29,63 %**	**100,00 %**

* répartition calculée sur les tonnes de matières sèches

Taux de boues évacuées selon des filières conformes

	2013	2014
Taux de boues évacuées selon des filières conformes (%)	100	100

Les boues polluées ont été évacuées vers des CET de Classe II en 2015 et seront comptabilisés en 2015.

Sous-Produits évacués par destination et par an

	2013	2014
Refus de dégrillage évacués en Transit (t)	534,8	541,2
Sables évacués en Transit (t)	176,3	192,3

→ *La surveillance des micropolluants dans les eaux de rejets*

- ***La Recherche des Substances Dangereuses dans l'Eau***

Cette année, 9 campagnes de suivi de micropolluants ont été réalisées sur les quatre paramètres significatifs détectés lors des campagnes précédentes

- Le chlorure de méthylène
- le monobutylétain cation
- le fer (métal total)
- le manganèse (métal total)

Aucun écart n'est à signaler.

La 10^{e} campagne de suivi a porté sur l'ensemble des micropolluants. Elle va permettre de réactualiser la liste des paramètres significatifs pour les prochaines campagnes à partir de 2015.

3.

LE PATRIMOINE DE VOTRE SERVICE

3.1. L'inventaire des biens du service

L'inventaire des équipements et installations qui constituent le patrimoine du service, permet d'en connaître l'état et d'en suivre l'évolution. Il distingue :

- les biens financés par la Collectivité et mis à la disposition du délégataire au début et en cours du contrat,
- les biens financés par le délégataire dans le cadre du contrat en précisant s'il s'agit de biens de retour ou de biens de reprise.

L'inventaire englobe les canalisations, les branchements, le matériel électromécanique et le génie civil. Il comporte également, dans la mesure du possible, une description sommaire.

Le patrimoine de la collectivité, géré dans le cadre du service de l'assainissement est composé :

- des usines d'épuration
- des postes de relèvement
- des réseaux de collecte
- des équipements du réseau
- des branchements

→ *Les installations et ouvrages de collecte*

Usines de dépollution	**Capacité épuratoire en DBO5 (kg/j)**	**Capacité équivalent habitant (EH)**	**Capacité hydraulique (m3/j)**	**Qualification**
MONTPELLIER	28 000	466 667	130 000	Bien de retour
Capacité totale :	**28 000**	**466 667**	**130 000**	

Capacité épuratoire en kg de DBO5 / j et capacité hydraulique en m3/j selon les données du constructeur, capacité en EH établie sur une base de 60 g de DBO5 par habitant et par jour.

Poste de relèvement / refoulement	**type**	**Débit des pompes (m3/h)**	**Qualification**
PR CASTELNAU	Refoulement	270	Bien de retour
PR MAS PERRET ASSAS	Refoulement	60	Bien de retour
PR SALAISON	Refoulement	575	Bien de retour
PR TRINQUAT	Refoulement	1 800	Bien de retour
PR VENDARGUES	Refoulement	230	Bien de retour

Autres installations	**Qualification**
Bassin d'Orage des Aiguerelles	Bien de retour

→ *Les réseaux de collecte*

Canalisations		**Qualification**
Canalisations gravitaires (ml)	28 483	Bien de retour
dont eaux usées (séparatif)	28 483	Bien de retour
Canalisations de refoulement (ml)	35 045	Bien de retour
dont eaux usées (séparatif)	35 045	Bien de retour

→ *Les équipements du réseau*

Equipements de réseau		**Qualification**
Nombre de regards	0	Bien de retour
Nombre de déversoirs d'orage	8	Bien de retour

3.2. La gestion du patrimoine

La réalité du quotidien de l'exploitation consiste en un ensemble d'actions complexes et coordonnées pour garantir le fonctionnement 24h/24 du service et apporter aux clients une qualité de service irréprochable.

A ce titre deux types d'interventions sont mis en œuvre:

- des opérations programmées d'entretien, maintenance, réparation ou renouvellement, définies grâce à des outils d'exploitation, analysant notamment les risques de défaillance,
- des interventions non-programmées (urgences ou crises) qui nécessitent une réactivité maximale de ses équipes et qui, avec l'aide de procédures d'intervention parfaitement décrites et expérimentées, permettent en particulier que les interruptions du service restent l'exception.

La réalisation de ces interventions peut conduire à faire appel à des moyens mutualisés et aux équipes régionales et nationales d'experts.

De nouveaux outils informatiques de maintenance des installations (GAMA) et de gestion des interventions (PICRU) ont été déployés et viennent en appui des équipes locales pour optimiser les programmes d'intervention.

PivO, ou la gestion centralisée des interventions

La cellule Méthodes et Planification PivO assure le pilotage centralisé de toutes les interventions de nos techniciens, qu'elles soient programmées ou imprévues, qu'il s'agisse de la maintenance d'un équipement, d'une intervention sur le branchement d'un abonné, ou de la maîtrise d'un déversement d'eaux usées.

Connectée aux différents systèmes d'information, la cellule PivO dispose d'une vision à 360° de l'exploitation, ainsi que des demandes et besoins d'interventions.

3.2.1. LA MAINTENANCE DU PATRIMOINE EXISTANT

Pour maintenir en valeur ce patrimoine dans la durée, il est nécessaire d'avoir une connaissance précise du tracé du réseau, des éléments qui le constituent, de son fonctionnement hydraulique, des évènements d'exploitation ou encore de son vieillissement. Cette capitalisation des informations permet d'intervenir efficacement au quotidien et de construire une stratégie optimisée de l'exploitation et du renouvellement.

→ ***Installations***

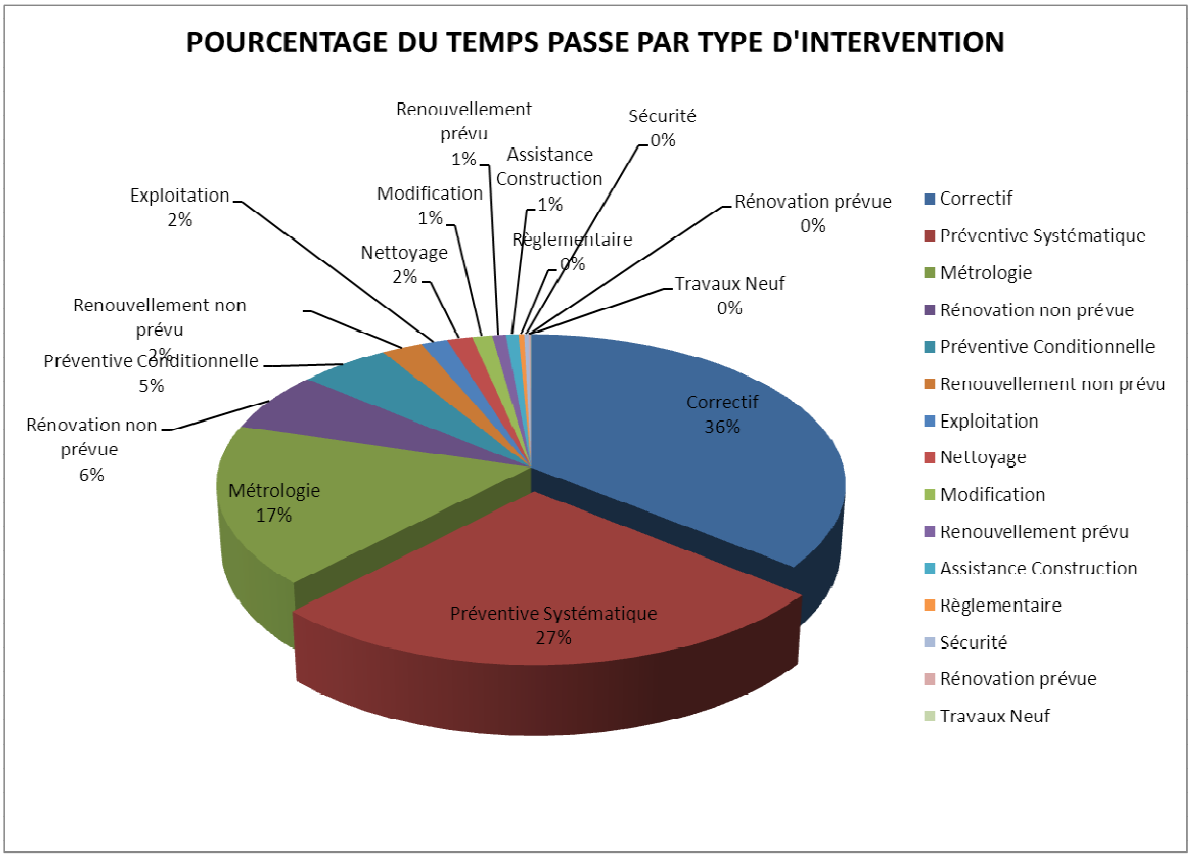
Description des opérations de maintenance programmées
Analyse d'huile
Analyse thermographique - Armoire Electrique BT
Autocontrôle Appareil de Mesure du Potentiel Rédox (ORP)
By-pass périodique de la grosse gavo de la déshydratation
Calibration des sondes de mesure d'oxygène dissous
Chaufferie - Contrôle Combustion
Cogé - Contrôle réglementaire composition Biogaz sur H2S, CH4, benzène, méthanol
Combustion - Contrôle réglementaire des rejets atmospheriques
Compresseur Aerzen Vis - Analyse vibratoire
Contrôle Débitmétrie et préleveur - Commande E+H

Contrôle annuel adoucisseur Désodo
Contrôle annuel des équipements de sécurité
Contrôle annuel des ppes KSB recirculation des boues tièdes
Contrôle annuel des ventilateurs armoires et locaux électriques
Contrôle annuel ppe KSB
Contrôle annuel soupapes de surpression des digesteurs
Contrôle contractuel de la bathymétrie de l'émissaire
Contrôle contractuel des balises et de l'émissaire
Controle Débitmètre Biogaz COGE
Controle Débitmètre Energie Thermique Cogé
Contrôle et nettoyage des préleveurs d'échantillons
Contrôle et Nettoyage Sonde Piézo
Contrôle fonctionnel système de rinçage BO Aiguerelles / 6 mois
Contrôle isolement et résistance bobinages ventilateurs
Contrôle réglementaire annuel des centrifugeuses
Contrôle réglementaire annuel des Installations électriques
Contrôle réglementaire semestriel du camion grue
Contrôle réglementaire semestriel du chariot élévateur JCB
Controle visuel plaque deflectrice dessableur deshuileur
Désodo - Contrôle réglementaire des rejets atmospheriques de la Désodo
Désodo : renouvellement des bains acides et basiques
Entretien annuel des pompes d'alimentation des Biostyrs (Vidange)
Entretien annuel des pompes de recirculation boues TFC
Entretien annuel pompes flottants des dégazeurs
Entretien annuel pompes postes tttes eaux
Entretien bisannuel du chariot élévateur JCB
Entretien des aérateurs des dessableurs
Entretien des débitmètres à tube de Pitot d'air process Biostyrs
Entretien des pompes de pressurisation des flottateurs
Entretien du chariot élévateur
Entretien et vérification de la soupape hydraulique du gazostockeur
Entretien mensuel des ascenseurs par RMD
Entretien- Mesure par Ultrasons Hauteur Voile de Boues
Entretien semestrielle des groupes électrogènes
Essai en charge des GE sur coupure globale EDF
Essai en charge périodique des groupes électrogènes
Etalonnage Capteur CH4 Biogaz Entrée Moteur Cogé
Etalonnage Capteur PRESSION Biogaz Entrée Moteur Cogé
Graissage des couronnes dentées d'entrainement des ponts racleurs
Graissage des équipements mécaniques
Graissage des équipements mécaniques du prétraitement
Graissage Servomoteur vannes (Déc - BO - TFC)
Graisseurs Automatiques - Vérification / Remplissage
Lubrification préventive des fdc dégrilleurs grossiers et dessableurs
Maintenance - Extracteur
Maintenance - Sécheur d'Air (air de service)
Nettoyage - Turbidimètre
Nettoyage 4 mois sondes de niveau Piezométriques
Nettoyage Armoire électrique
Nettoyage des conduites centrat déshydratation
Nettoyage des médiats filtrants des surpresseurs Robuschi
Nettoyage des préleveurs automatiques d'échantillons

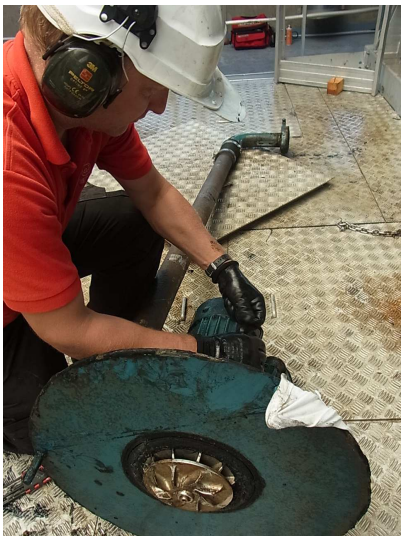
Nettoyage des sondes
Nettoyage du canal de sortie biostyrs
Nettoyage ou remplacement filtre à Air Surpresseur Kaeser Bio2
Nettoyage Oxymètre Zone Aérobie
Nettoyage préventif du carter de bol des centrifugeuses
Nettoyage sonde Rh ouvrage 5
Ramonage annuel des chaudières par Dalkia
Réépreuve réglementaire /10ans des équipements sous pression
Remplacement annuel filtre armoire de stockage des produits chimiques
Remplacement des courroies des surpresseurs ROBUSCHI Biolix
Remplacement des courroies surpresseur air lavage Kaeser Biostyrs
Remplacement des courroies surpresseur Kaeser BIO 1+2+3
Remplacement des filtres des armoires électriques
Remplacement semestriel préventif membranes pompes Fecl3
Resynchroniser ouverture / fermeture vannes ES par Biostyr
Sauvegarde - Automate
Surpresseur biogaz - Graissage + Vérif tension courroies
Test coupure des circuits électriques de la digestion sur détection gaz
Tournée mensuelle maintenance
Tournée mensuelle de visite des installations sur l'émissaire
Vérif annuelle des débitmètres et prèleveurs par E+H
Vérif périodique pression dans ballon eau industrielle
Vérif réglementaire annuelle des sorbonnes du labo par Apave
Vérification - Nettoyage - Débitmètre Electromagnétique en Conduite
Vérification annuelle des moyens de levage par APAVE
Vérification annuelle des onduleurs par S2S
Vérification annuelle des palans électriques par MC Levage
Vérification annuelle des trappes de désenfumage
Vérification annuelle du pont bascule de pesée des camions
Vérification annuelle du parc d'extincteurs
Vérification annuelle règlementaire disconnecteur E.P.
Vérification annuelle système de détection incendie par Delta Security
Vérification bi-anuelle débitmètrie Autosurveillance
Vérification de la tension des courroies des centrifugeuses
Vérification des accouplements des ponts racleurs dessableurs
Vérification du disjoncteur HT poste de livraison par EDF
Vérification et étalonnage des sondes ph et redox de la désodorisation
Vérification mensuelle débitmètrie Autosurveillance
Vérification périodique des débitmètres du B.O. des Aiguerelles
Vérification périodique des systèmes de rinçage des BO
Vérification semestrielle des capteurs de gaz par Oldham
Vérifications annuelles sur Surpresseur Kaeser TFC Bio
Vérifier les bains acides / basiques sur tour (purge / appoint)
Vidange annuelle pompes réactifs
Vidange centrales hydrauliques dégrilleurs grossiers
Vidange des modules REDEX des centrifugeuses
Vidange des motoréducteurs
Vidange des motoréducteurs des compacteurs de degrillats fins
Vidange des motoréducteurs des treuils des dégrilleurs grossiers
Vidange des motoréducteurs des vis convoyeuses de degrillats fins
Vidange des pompes du puits ttes eaux Déshydratation
Vidange des pompes submersibles

Vidange des réducteurs
Vidange des surpresseurs Robuschi d'air Process Biolix
Vidange des tapis du prétraitement
Vidange du tapis principal secours prétraitement
Vidange et chgmt consommables sur compresseurs Aerzen VML 25 R
Vidange motoréducteur entraînement Défilasseur Epaississeurs
Vidange motoréducteurs dégrilleurs fins
Vidange motoréducteurs entrainement des racleurs dessableurs
Vidange pompe de brassage des boues digérées dans le gazostockeur
Vidange pompes extraction des sables
Vidange Surpresseur air
Visite annuelle de contrôle de la climatisation
Visite annuelle pompes de relevage Unitaire et Séparatif
Visite des compresseurs AERZEN tous les 6 mois

Le graphe ci-dessous présente la répartition des temps de maintenance sur la STEP MAERA par type d'intervention :



Maintenance des turbines d'air des dessableurs :



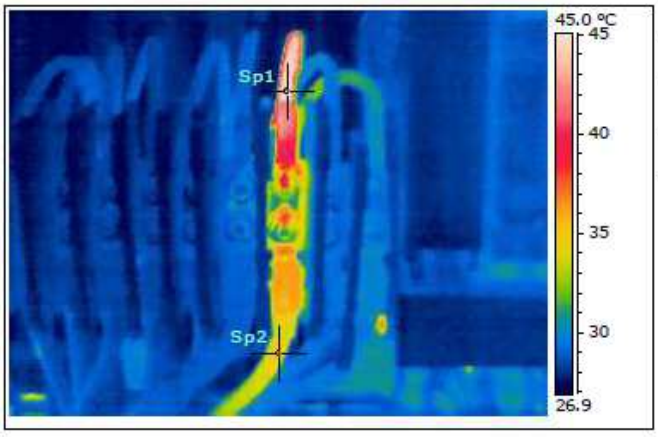
Dans le cadre de la maintenance préventive, la thermographie est mise en œuvre afin de contrôler les échauffements dans les armoires électriques. Les résultats nous servent à déclencher des interventions correctives si nécessaire.

Les images ci-contre présentent des extraits du rapport de la thermographie réalisée sur les armoires électriques.

Maintcontro

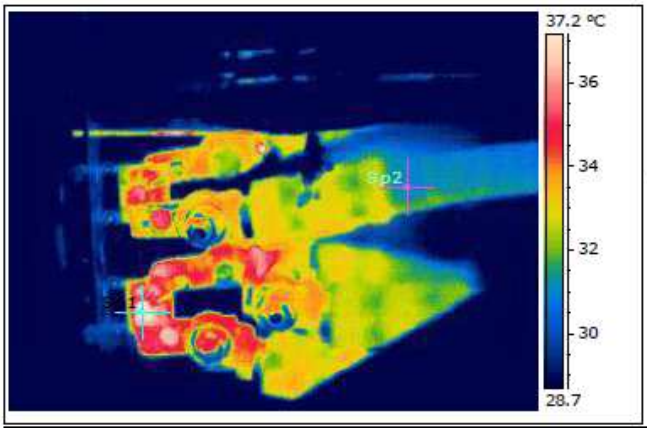
Local Electrique Préparation Traitement
Armoire TBTF - A1 - Cellule 9
Bornier général

FICHE N°1



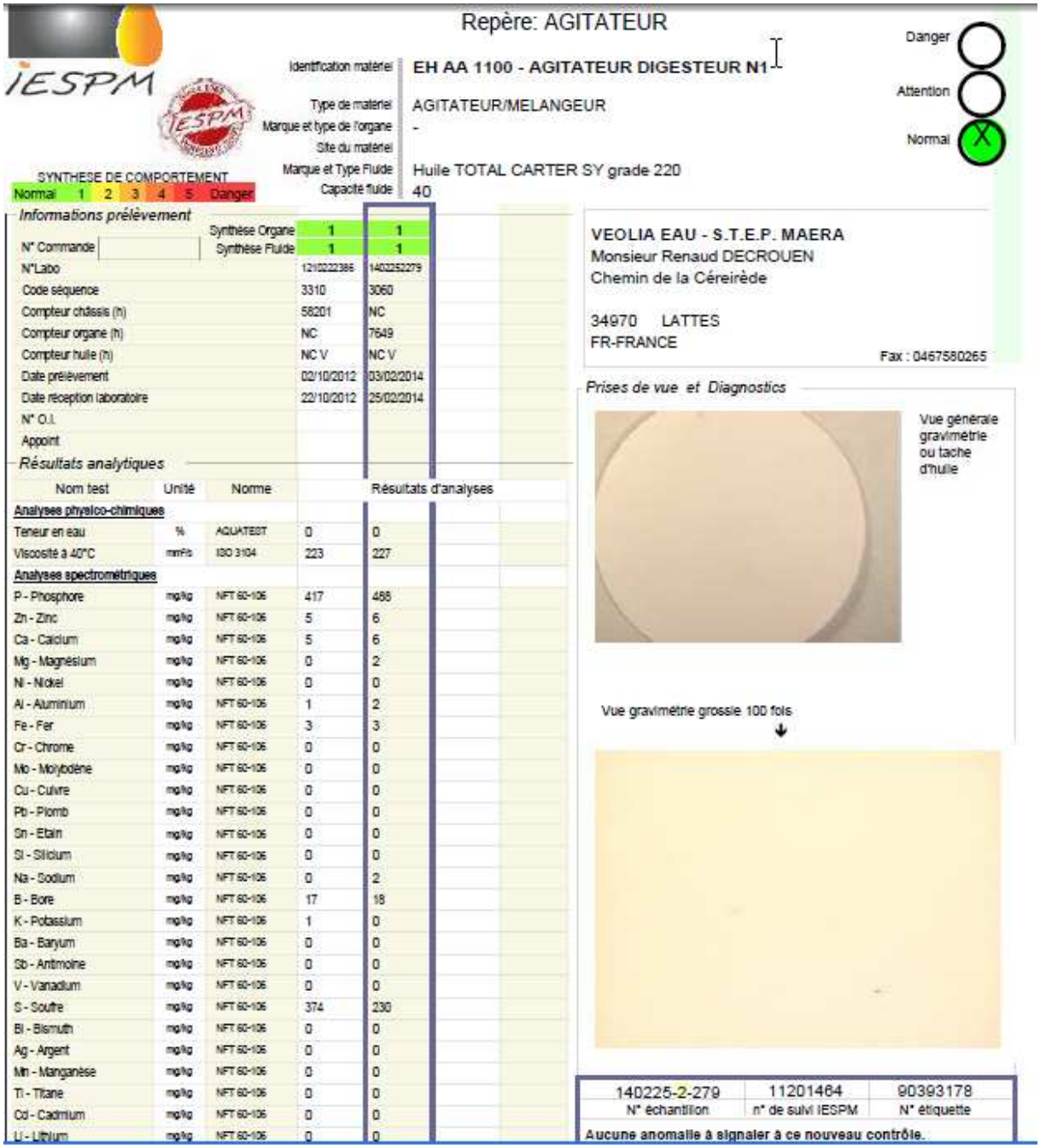
Date	01/07/2014
Image Type de caméra	FLIR T420 (incl Wi-
Image Objectif de la caméra	FOL18
Distance du sujet	1.0 m
Emissivité	0.90
Température atmosphérique	23.0 °C
Intensité (A)	86 A
Sp1 Température	44.4 °C
Sp2 Température	34.9 °C
Delta T (°C) Valeur	9.5

Maintcontrol	Local Electrique Préparation Traitement TGBT Colonne 7 Départ 26D1 déshydratation	FICHE N°5



Date	01/07/2014
Image Type de caméra	FLIR T420 (incl Wi-
Image Objectif de la caméra	FOL18
Distance du sujet	1.0 m
Emissivité	0.90
Température atmosphérique	23.0 °C
Sp1 Température	37.1 °C
Sp2 Température	31.2 °C
Delta T (°C) Valeur	5.9
Intensité (A)	

Nous utilisons également les résultats des analyses vibratoires et des analyses d'huile sur les principaux équipements afin de suivre le vieillissement et l'usure du matériel, et de déclencher ainsi de manière conditionnelle les interventions de maintenance ou de renouvellement.



Repère: AGITATEUR

Danger ○ Attention ○ Normal (X)

Identification matériel: EH AA 1100 - AGITATEUR DIGESTEUR N1
Type de matériel: AGITATEUR/MELANGEUR
Marque et type de l'organe: -
Site du matériel:
Marque et Type Fluide: Huile TOTAL CARTER SY grade 220
Capacité fluide: 40

SYNTHESE DE COMPORTEMENT
Normal 1 2 3 4 5 Danger

Informations prélèvement

Synthèse Organe	1	1
Synthèse Fluide	1	1
N° Commande		
N°Labo	1210222386	1402252279
Code séquence	3310	3060
Compteur châssis (h)	58201	NC
Compteur organe (h)	NC	7649
Compteur huile (h)	NC V	NC V
Date prélèvement	02/10/2012	03/02/2014
Date réception laboratoire	22/10/2012	25/02/2014
N° O.I.		
Appoint		

VEOLIA EAU - S.T.E.P. MAERA
Monsieur Renaud DECROUEN
Chemin de la Céreirède

34970 LATTES
FR-FRANCE
Fax : 0467580265

Résultats analytiques

Nom test	Unité	Norme	Résultats d'analyses	
Analyses physico-chimiques				
Teneur en eau	%	AQUATEST	0	0
Viscosité à 40°C	mm²/s	ISO 3104	223	227
Analyses spectrométriques				
P - Phosphore	mg/kg	NFT 60-106	417	488
Zn - Zinc	mg/kg	NFT 60-106	5	6
Ca - Calcium	mg/kg	NFT 60-106	5	6
Mg - Magnésium	mg/kg	NFT 60-106	0	2
Ni - Nickel	mg/kg	NFT 60-106	0	0
Al - Aluminium	mg/kg	NFT 60-106	1	2
Fe - Fer	mg/kg	NFT 60-106	3	3
Cr - Chrome	mg/kg	NFT 60-106	0	0
Mo - Molybdène	mg/kg	NFT 60-106	0	0
Cu - Cuivre	mg/kg	NFT 60-106	0	0
Pb - Plomb	mg/kg	NFT 60-106	0	0
Sn - Etain	mg/kg	NFT 60-106	0	0
Si - Silicium	mg/kg	NFT 60-106	0	0
Na - Sodium	mg/kg	NFT 60-106	0	2
B - Bore	mg/kg	NFT 60-106	17	18
K - Potassium	mg/kg	NFT 60-106	1	0
Ba - Baryum	mg/kg	NFT 60-106	0	0
Sb - Antimoine	mg/kg	NFT 60-106	0	0
V - Vanadium	mg/kg	NFT 60-106	0	0
S - Soufre	mg/kg	NFT 60-106	374	230
Bi - Bismuth	mg/kg	NFT 60-106	0	0
Ag - Argent	mg/kg	NFT 60-106	0	0
Mn - Manganèse	mg/kg	NFT 60-106	0	0
Ti - Titane	mg/kg	NFT 60-106	0	0
Cd - Cadmium	mg/kg	NFT 60-106	0	0
Li - Lithium	mg/kg	NFT 60-106	0	0

Prises de vue et Diagnostics

Vue générale gravimétrie ou tache d'huile

Vue gravimétrie grossie 100 fois

140225-2-279	11201464	90393178
N° échantillon	n° de suivi IESPM	N° étiquette

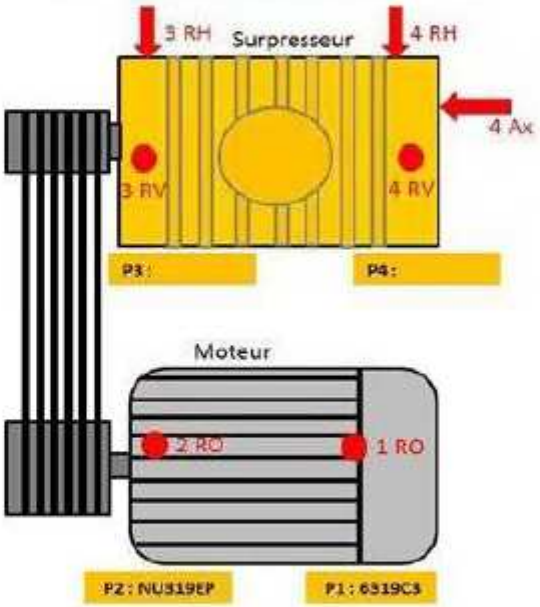
Aucune anomalie à signaler à ce nouveau contrôle.

Synoptique et fréquences cinématiques _Surpresseur HB 1300 PI

Conditions de contrôle :

Falim(Hz)=	50
Frotation Moteur(Hz)=	24,33
Frot Surpresseur Palier 3 (Hz	41,25

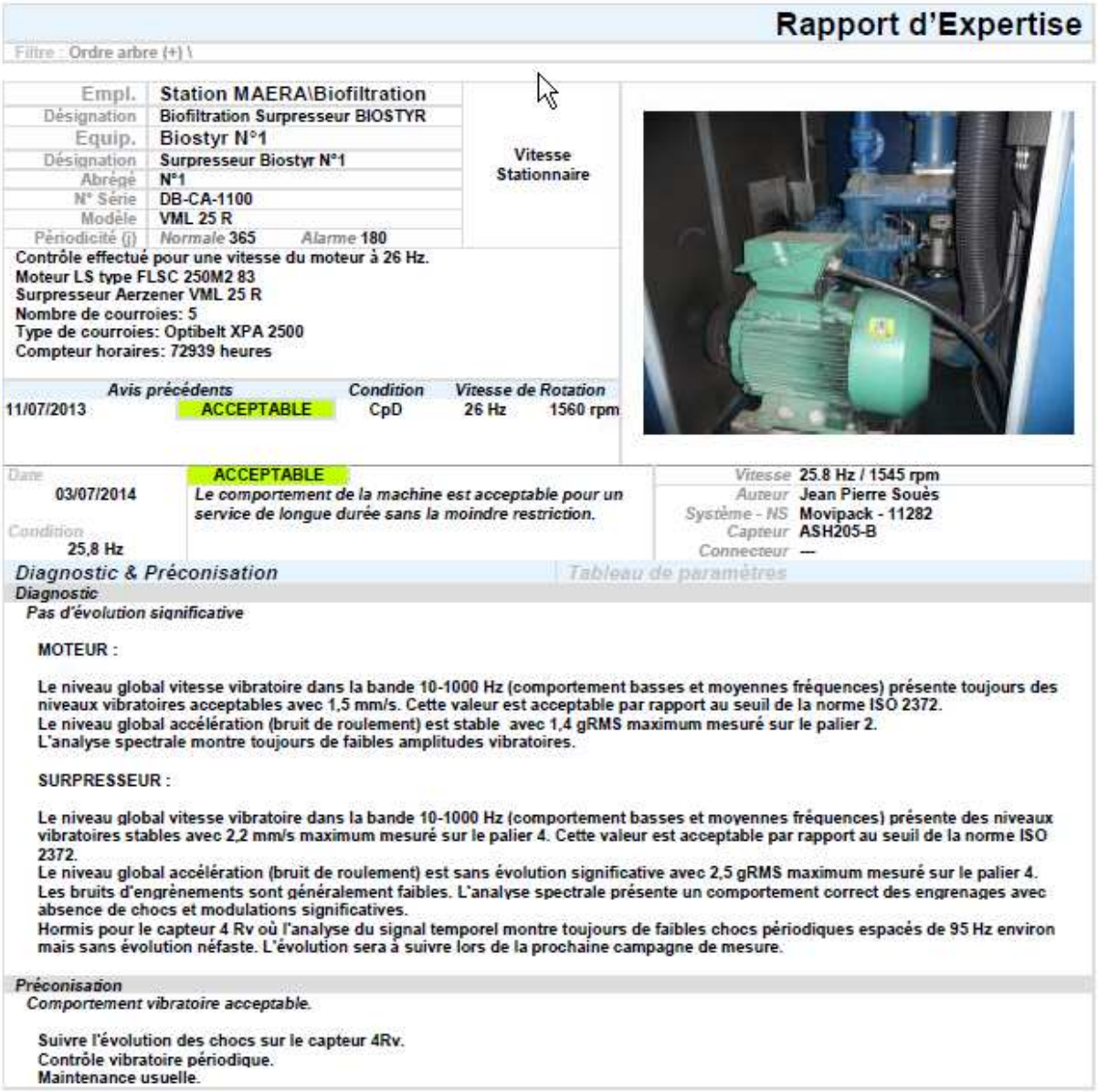
Cinématique et emplacement des points de mesure



Fréquences caractéristiques des roulements*

Localisation	Palier	Frot (Hz)	Ref.Roulement	Frage (Hz)	Bague Interne (Hz)	Bague Externe (Hz)	Elément Roulant (Hz)
Moteur	P1	24,33	6319C3 (6319)	9,49	119,22	75,42	102,19
Moteur	P2	24,33	NU319EP (NU319E)	9,98	202,18	138,44	125,30
Surpresseur	P3	41,25					
Surpresseur	P4						

* Fréquences pouvant légèrement varier en fonction du constructeur des roulements.



Rapport d'Expertise

Filtre : Ordre arbre (+) \

Empl.	Station MAERA\Biofiltration
Désignation	Biofiltration Surpresseur BIOSTYR
Equip.	Biostyr N°1
Désignation	Surpresseur Biostyr N°1
Abrégé	N°1
N° Série	DB-CA-1100
Modèle	VML 25 R
Périodicité (j)	Normale 365 Alarme 180

Vitesse Stationnaire

Contrôle effectué pour une vitesse du moteur à 26 Hz.
Moteur LS type FLSC 250M2 83
Surpresseur Aerzener VML 25 R
Nombre de courroies: 5
Type de courroies: Optibelt XPA 2500
Compteur horaires: 72939 heures

Avis précédents		Condition	Vitesse de Rotation	
11/07/2013	ACCEPTABLE	CpD	26 Hz	1560 rpm

Date 03/07/2014 — ACCEPTABLE — *Le comportement de la machine est acceptable pour un service de longue durée sans la moindre restriction.*

Condition 25,8 Hz

Vitesse 25.8 Hz / 1545 rpm
Auteur Jean Pierre Souès
Système - NS Movipack - 11282
Capteur ASH205-B
Connecteur —

Diagnostic & Préconisation — Tableau de paramètres

Diagnostic

Pas d'évolution significative

MOTEUR :

Le niveau global vitesse vibratoire dans la bande 10-1000 Hz (comportement basses et moyennes fréquences) présente toujours des niveaux vibratoires acceptables avec 1,5 mm/s. Cette valeur est acceptable par rapport au seuil de la norme ISO 2372.
Le niveau global accélération (bruit de roulement) est stable avec 1,4 gRMS maximum mesuré sur le palier 2.
L'analyse spectrale montre toujours de faibles amplitudes vibratoires.

SURPRESSEUR :

Le niveau global vitesse vibratoire dans la bande 10-1000 Hz (comportement basses et moyennes fréquences) présente des niveaux vibratoires stables avec 2,2 mm/s maximum mesuré sur le palier 4. Cette valeur est acceptable par rapport au seuil de la norme ISO 2372.
Le niveau global accélération (bruit de roulement) est sans évolution significative avec 2,5 gRMS maximum mesuré sur le palier 4.
Les bruits d'engrènements sont généralement faibles. L'analyse spectrale présente un comportement correct des engrenages avec absence de chocs et modulations significatives.
Hormis pour le capteur 4 Rv où l'analyse du signal temporel montre toujours de faibles chocs périodiques espacés de 95 Hz environ mais sans évolution néfaste. L'évolution sera à suivre lors de la prochaine campagne de mesure.

Préconisation

Comportement vibratoire acceptable.

Suivre l'évolution des chocs sur le capteur 4Rv.
Contrôle vibratoire périodique.
Maintenance usuelle.

3.2.2. LES RENOUVELLEMENTS REALISES

Le renouvellement des installations techniques du service est un aspect important de l'exploitation d'un service d'eau ou d'assainissement : il conditionne l'avenir de court et long termes du service et, sur un cycle de vie complet des installations, représente près de 10 % des coûts. A court terme, les actions d'exploitation permettent de maintenir ou d'améliorer la performance technique des installations. A long terme, elles deviennent insuffisantes pour compenser leur vieillissement, et il faut envisager leur remplacement, en cohérence avec les niveaux de service fixés par la collectivité.

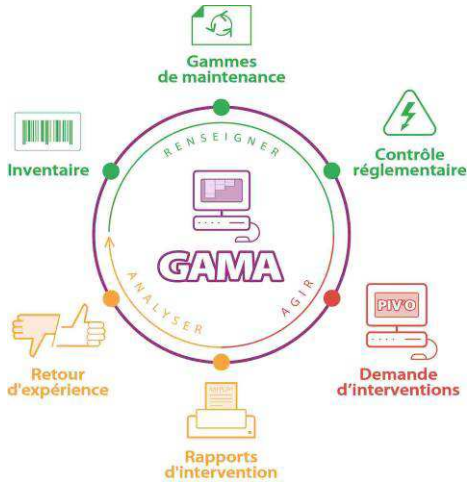
Le renouvellement peut concerner les installations (usines…) ainsi que les équipements de réseau. Il peut correspondre au remplacement à l'identique (ou à caractéristiques identiques compte tenu des évolutions technologiques) complet ou partiel d'un équipement, ou d'un certain nombre d'articles d'un lot (ex : compteurs).

Le renouvellement peut être assuré soit dans le cadre d'un Programme Contractuel, d'une Garantie de Continuité de Service ou d'un Compte de renouvellement. Le suivi des renouvellements à faire et réalisés chaque année est enregistré dans une application informatique dédiée.

De façon générale, la sélection des équipements se base sur l'expérience des hommes de terrain, des experts métier, des équipes support, avec l'appui de plateformes de tests et de programmes de R&D, visant à retenir le meilleur rapport qualité/fiabilité/coût/durée de vie.

Le développement d'outils avancés de gestion du patrimoine a permis la gestion de plus de 2000 installations de dépollution, des 70.000 km de réseaux d'assainissement et des équipements associés. Si nécessaire, des outils de modélisation peuvent être utilisés pour dimensionner très précisément les installations lors de leur remplacement.

FOCUS

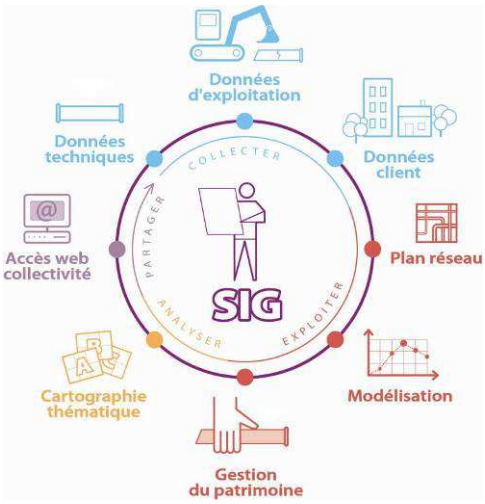


GAMA, le patrimoine installation

Notre logiciel de gestion des équipements, GAMA, permet de connaitre à tout moment l'inventaire du patrimoine et l'historique des interventions sur chacun des équipements, qu'il s'agisse des interventions d'exploitation, de maintenance, des contrôles réglementaires ou de sécurité. En fonction des opérations réalisées ou à venir, nos équipes sont alors en mesure de proposer des renouvellements.

GAMA fournit ainsi des informations objectives pour déterminer les meilleurs choix entre, par exemple, un renforcement de la maintenance d'un équipement sensible ou son remplacement total ou partiel.

FOCUS



Le SIG, le patrimoine réseau

Notre Système d'Information Géographique permet de connaitre à tout moment le patrimoine réseau et ses caractéristiques. Des éditions de plans et des extractions de données contribuent à évaluer l'état du réseau et décider des renouvellements à réaliser si besoin.

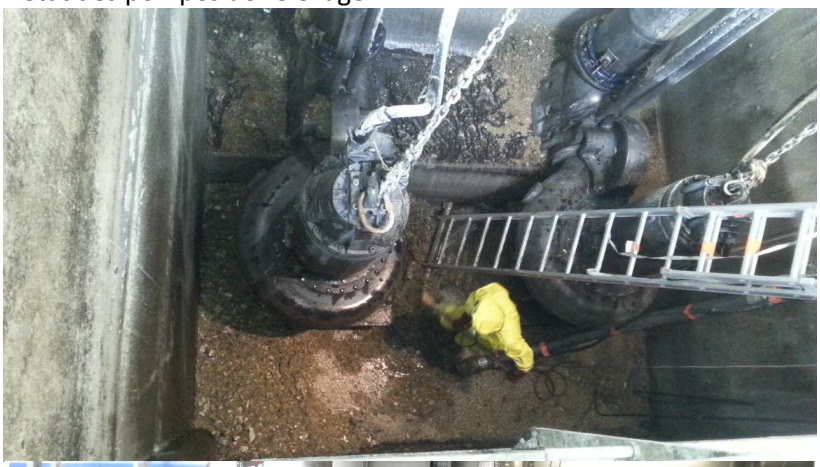
Le SIG rassemble les données techniques et d'exploitation nécessaires à la modélisation du fonctionnement du réseau. Il fournit aussi les informations utiles à l'établissement des plans prévisionnels de renouvellement des canalisations et des branchements.

→ *Installations et ouvrages de collecte*

INSTALLATION	SITE	EQUIPEMENT
MAERA	BACHE ARRIVEE EAUX BRUTES	PALAN GRAPPIN
MAERA	RESEAU SEPARATIF	CAPTEURS CH4 et H2S
MAERA	PRETRAITEMENT	POMPES DE RELEVAGE
MAERA	PRETRAITEMENT	COMPACTEURS
MAERA	PRETRAITEMENT	DEGRILLEURS FINS
MAERA	PRETRAITEMENT	TURBINES IMMERGEES
MAERA	PRETRAITEMENT	POMPES A SABLE
MAERA	PRETRAITEMENT	CLASSIFICATEURS A SABLE
MAERA	PRETRAITEMENT	DESSABLEURS 3
MAERA	BASSINS D'ORAGE	POMPE DE RESTITUTION 3
MAERA	TRES FORTES CHARGES	SURPRESSEUR AIR 3
MAERA	TRES FORTES CHARGES	POMPES A VIDE CLARIFICATEUR
MAERA	TRES FORTES CHARGES	DIFFUSEURS BASSIN AERATION
MAERA	DECANTEURS	POMPES DOSAGE FECL3
MAERA	DECANTEURS	TURBIDIMETRE SORTIE DECANTEURS
MAERA	BIOSTYRS	SECHEUR AIR
MAERA	BIOSTYRS	SONDES OXYGENE
MAERA	BIOSTYRS	SONDE US
MAERA	BIOSTYRS	MATERIAU
MAERA	FLOTTATEURS	SECHEUR AIR
MAERA	EPAISSISSEURS	SONDE VOILE DE BOUES 2
MAERA	EPAISSISSEURS	DEGRILLEUR
MAERA	DIGESTEURS	POMPE A BOUES
MAERA	DIGESTEURS	POMPE RECIRCULATION GAZOSTOCKEUR
MAERA	CHAUFFERIE	PRESSOSTATS
MAERA	DESODORISATION	POMPE RECIRCULATION
MAERA	DESODORISATION	VENTILATEURS PLENUM
MAERA	DESODORISATION	CUVE JAVEL
MAERA	DESHYDRATATION	BENNES
MAERA	DESHYDRATATION	GAVOPOMPE DEVOUTEUR-MALAXEUR N1
MAERA	DESHYDRATATION	GAVOPOMPE DEVOUTEUR-MALAXEUR N3
MAERA	DESHYDRATATION	GAVOMPE DEVOUTEUR-MALAXEUR PRINCIPALE
MAERA	DESHYDRATATION	POMPES A BOUES
MAERA	DESHYDRATATION	CENTRIFUGEUSES
MAERA	PROD EAU INDUSTRIELLE	FILTRE
MAERA	PROD EAU INDUSTRIELLE	POMPE SURPRESSION
MAERA	PROD EAU INDUSTRIELLE	BALLON PRESSURISATION
MAERA	AUTOMATISME / ELECTRICITE	ONDULEURS ZONE BIOLOGIE
MAERA	AUTOMATISME / ELECTRICITE	AUTOMATES
MAERA	AUTOMATISME / ELECTRICITE	CCL
MAERA	BAT EXPLOITATION	CHAUFFAGE / CLIMATISATION
MAERA	LABORATOIRE	LAVE VAISSELLE
PR PONT TRINQUAT	HYDRAULIQUE	CLAPET 3
PR PONT TRINQUAT	AUTOMATISME / ELECTRICITE	ONDULEUR
PR SALAISON	HYDRAULIQUE	POMPE REFOULEMENT 1
PR SALAISON	HYDRAULIQUE	REFOULEMENT

PR CASTELNAU	HYDRAULIQUE	REFOULEMENT
PR CASTELNAU	AUTOMATISME / ELECTRICITE	SONDES DE NIVEAU
PR VENDARGUES	HYDRAULIQUE	BALLON ANTI BELIER
PR VENDARGUES	HYDRAULIQUE	REFOULEMENT
PR VENDARGUES	HYDRAULIQUE	POMPE REFOULEMENT

Travaux de remise en état des pompes de relevage :



Renouvellement de 4 pompes à sable :

Renouvellement du revêtement des classificateurs à sable :

Travaux de remise en état des ventilateurs du plénum de la désodorisation :

Rénovation des pompes de reprise des boues des centrifugeuses :

Renouvellement du filtre de production d'eau industrielle :

3.2.3. LES TRAVAUX NEUFS REALISES

→ *Installations et ouvrages de collecte*

Travaux réalisés par la Collectivité :

La livraison de l'installation pérenne d'injection de peroxyde d'hydrogène a eu lieu pour l'été 2014.

→ *Réseaux et branchements*

Canalisations	**2013**	**2014**	**N/N-1**
Longueur totale du réseau (km)	66,0	66,0	0,0%
Canalisations gravitaires (ml)	66 027	30 982	-53,1%
dont eaux usées (séparatif)	66 027	30 982	-53,1%
Canalisations de refoulement (ml)	-	35 045	-
dont eaux usées (séparatif)	-	35 045	-
Branchements	**2013**	**2014**	**N/N-1**
Ouvrages annexes	**2013**	**2014**	**N/N-1**
Nombre de déversoirs d'orage	8	8	0,0%

3.3. Les recommandations de Veolia sur les évolutions à prévoir

L'expertise développée par Veolia permet soit d'apporter les conseils à la Collectivité utiles à l'établissement de ses priorités patrimoniales, soit d'optimiser le renouvellement dont elle a la charge dans une perspective de gestion durable du service.

La Collectivité pourra être conseillée afin d'avoir une vision d'ensemble sur le patrimoine et ainsi les évolutions à apporter pour une bonne adaptation du service public de l'eau.

→ *La situation des biens*

Postes de Refoulement

PR CASTELNAU
Lors des événements pluvieux importants, le fonctionnement avec une pompe n'est pas suffisant pour éviter les débordements en raison du réseau aval, situation renforcée avec les nouveaux raccordements. L'amélioration envisagée est la mise en service du nouveau collecteur de la Pompignane dans le cadre des travaux de l'intercepteur Est afin de pouvoir fonctionner avec 2 pompes.

PR VENDARGUES
Malgré les différentes réparations déjà effectuées sur les conduites de refoulement et les pompes, l'apparition permanente de nouvelles fissures sur les conduites de refoulement du PR a conduit à la mise en by pass du poste le 24 octobre 2014. Un pompage temporaire a été installé dans la chambre d'arrivée du PR, et a été raccordé au niveau du débitmètre qui a été déposé.
L'état de l'ouvrage ne permet plus de l'exploiter dans des conditions normales de fonctionnement.

PR SALAISON
Un constat de ruissellement d'eaux de pluie sur les équipements électromécaniques et des vibrations importantes des pompes a été fait. Cela a déjà endommagé le système de ventilation. D'autre part, la vanne de liaison inter-cuves n'est plus étanche.
Ces dégradations doivent être reprises par le Maître d'Ouvrage.
D'autre part, suite à la remontée des eaux du Salaison dans la cale de pompage lors des intempéries du 29 septembre 2014, un système de sécurisation doit être mis en œuvre par le Maître d'Ouvrage pour éviter l'inondation des pompes en cas de forte montée du Salaison.

PR PONT TRINQUAT
Dans le cadre des travaux de navigabilité du Lez, le projet de rehausse du trop-plein doit tenir compte de la ligne piézométrique sur le réseau amont, ainsi que de la cote des planchers du poste.

PR MAS DE PERRET
Le chemin d'accès au PR est impraticable par temps de pluie.

Bassin d'Orage des Aiguerelles
L'exploitation de cet ouvrage reste délicate en raison des arrivées massives de sable et du fonctionnement du système de rinçage des chenaux.
Des problèmes d'humidité et d'infiltration provoquent des disjonctions aléatoires de l'alimentation électrique.
Le local du bassin d'orage a été inondé lors des intempéries du 29 septembre 2014.

Raccordements à MAERA

Une étude auprès d'un bureau spécialisé a été commandée par la CAM afin de modéliser le transfert des effluents de Palavas et Lattes vers MAERA. Cette étude doit conduire à des propositions d'aménagement des équipements et du schéma hydraulique existant afin de supprimer les débordements de la cheminée Gramenet et de limiter la production de sulfures, générateur de nuisances olfactives.

MAERA

Bien qu'il n'y ait pas eu de nouveau raccordement, la charge en DBO5 en entrée de station est en augmentation de 9% par rapport à 2013. Pour autant, la charge mesurée sur la semaine la plus chargée est inférieure de 9% à celle de 2013, traduisant une augmentation stable et répartie sur l'ensemble de l'année. Cette augmentation a débuté à partir du 4e trimestre 2013, et s'est confirmée tout au long de l'année 2014. Les autres paramètres présentent une augmentation moins importante, mais significative (+ 1,6% sur la DCO et + 4,8% sur les MES).

Cela se traduit par des dépassements de charge nominale en entrée de STEP qui sont plus fréquents en 2014 : il y a eu 32 dépassements de charges en MES en entrée de STEP, dont 8 alors que le volume de référence n'est pas atteint, et 7 dépassements en DBO5, dont 1 alors que le volume de référence n'est pas atteint.

Prétraitement

Les dégrilleurs fins se colmatent à chaque arrivée importante de déchets.
Avec la montée en charge de MAERA les dégrilleurs grossiers semblent poser le même problème.

Sous-produits externes :

Des nouvelles conventions de dépotage des sous-produits doivent être signées en 2015 entre la Métropole et les entreprises.
Afin de favoriser la sélectivité des sous-produits par véhicule, une sensibilisation des entreprises doit être mise en œuvre pour optimiser le fonctionnement des installations dédiées de réception.

Traitement de l'Eau :

Malgré le renouvellement des diffuseurs d'air des bassins d'aération, le colmatage des Biostyr® reste élevé. Néanmoins, le rendement de traitement global de la STEP est stable alors que la charge en DBO5 augmente de 10% sur cette même période. De même, dans ces conditions, la consommation énergétique a diminué de 5%.
Le génie civil du canal de sortie de l'eau traitée présente un problème d'étanchéité.

Traitement de l'Air :

L'air vicié passe à contre-courant dans des milieux acides puis oxydo-basiques, des fuites apparaissent au niveau de certaines trappes. Une réfection des étanchéités est à prévoir.

Traitement des Boues :

La séparation du traitement des boues biologiques et des boues primaires en ajoutant un épaississement dynamique pour les boues primaires reste une préoccupation.

3.4. Les indicateurs de suivi du patrimoine

Branchements, réseaux, postes de relèvement, usines de dépollution, installations de traitement des boues, bâtiments…, constituent un patrimoine physique et financier considérable pour la Collectivité.

Dans le cadre d'une responsabilité partagée – selon le cadre défini par le contrat - une démarche de gestion durable et optimisée de ce patrimoine est mise en œuvre afin de garantir le maintien en bon état des ouvrages et le bon fonctionnement des équipements.

La mise à jour de l'intégralité des données patrimoniales du service est réalisée grâce à des outils de connaissance du patrimoine et d'un système d'information géographique. L'analyse de ces données permet d'apporter à la collectivité une connaissance détaillée de son patrimoine et de son état. Veolia est à même de procéder au bon moment aux arbitrages entre réparation et renouvellement, et de proposer à la Collectivité, pour les opérations à sa charge, les éléments justifiant les priorités en matière de travaux d'investissement et de renouvellement.

3.4.1. INDICE DE CONNAISSANCE ET DE GESTION PATRIMONIALE DES RESEAUX ET SYNTHESE DES OPERATIONS REALISEES [P202.2]

La loi de Grenelle 2 s'inscrit dans le plan national d'adaptation au changement climatique de 2011.

Rappels des obligations réglementaires issues de la loi Grenelle 2

Le décret du 27 janvier 2012 (« limitation des pertes en eau sur les réseaux ») précise qu'à l'échéance initiale du 31 décembre 2013, les collectivités doivent avoir établi un descriptif détaillé des réseaux d'eau et d'assainissement.

L'article 36 de la loi de finances rectificative du 29 décembre 2014 reporte au 31 décembre 2014 (et non plus au 31 décembre 2013) l'échéance à laquelle les collectivités doivent avoir établi le descriptif détaillé de leurs réseaux et précise les conditions à satisfaire par le service pour que, le cas échéant, évite le doublement de la redevance prévu au décret du 27 janvier 2012.

L'arrêté du 2 décembre 2013 (JO du 19 décembre 2013) assure l'articulation entre l'obligation de réaliser un descriptif détaillé introduite par le décret du 27 janvier 2012 et l'arrêté du 2 mai 2007 sur le Rapport sur le Prix et la Qualité du Service à travers un nouveau barème sur 120 points de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux (précédent barème sur 100 points). Pour s'assurer que le service dispose du descriptif détaillé, l'indice devra atteindre un total de 40 points sur les 45 premiers points accessibles.

Indice de connaissance et de gestion patrimoniale

Calculée sur le barème de 120 points, la valeur de cet indice P202.2 pour l'année 2014 est de :

Gestion patrimoine - Niveau de la politique patrimoniale du réseau	Valeur si pas de seuil	Valeur officielle
ICGPR Existence d'un plan des réseaux	10	10
ICGPR Mise à jour annuelle du plan des réseaux	5	5
ICGPR Informations structurelles complètes sur tronçon (diamètre, matériaux)	15	15
ICGPR Connaissance pour chaque tronçon de l'âge des canalisations	12	12
ICGPR Existence information géographique précisant altimétrie canalisations	0	0

ICGPR Localisation et description des ouvrages annexes et des servitudes	10	10
ICGPR Inventaire pompes et équipements électromécaniques	10	10
ICGPR Dénombrement et localisation des branchements sur les plans de réseaux	0	0
ICGPR Localisation des autres interventions	10	10
ICGPR Définition mise en œuvre plan pluriannuel enquête et auscultation réseau	0	0
ICGPR Mise en œuvre d'un plan pluriannuel de renouvellement des canalisations	0	0
Total:	72	72

En conséquence, le service dispose du descriptif détaillé tel qu'exigé par le décret du 27 janvier 2012. Toutefois, un plan d'action pourra être utilement mis en œuvre pour consolider ce descriptif détaillé. Ce plan d'action visera à compléter l'inventaire des canalisations par des informations relatives à leur date de pose (à défaut, leur période de pose) et/ou à leur matériau et diamètre. Les modalités d'accès aux informations complémentaire à recueillir, ou la confirmation de celles partiellement disponibles mais sujettes à de fortes incertitudes, seront à définir selon l'historique des informations dont dispose vos services. A titre d'exemple, la période de pose des canalisations peut être indirectement identifiée par le biais des phases successives d'urbanisation du territoire.

Dans le cadre de sa mission de délégataire du service, VEOLIA procédera régulièrement à l'actualisation des informations patrimoniales à partir des données acquises dans le cadre de ses missions et interventions ainsi que les informations que vos services lui auront communiquées, notamment, celles relatives aux extensions de réseau.

3.4.2. TAUX MOYEN DE RENOUVELLEMENT DES RESEAUX [P253.2]

Le tableau suivant permet à la collectivité de calculer le taux moyen de renouvellement des réseaux d'assainissement, en ajoutant aux valeurs de la longueur renouvelée par le délégataire (ml), le linéaire renouvelé sous sa maîtrise d'ouvrage, en moyennant sur 5 ans et en divisant par la longueur totale du réseau :

Canalisations	**2013**	**2014**
Longueur du réseau de collecte des eaux usées hors branchements (ml)	66 027	66 027

4.

LES ENGAGEMENTS DE VEOLIA

4.1. Les services aux clients

Une relation multiple est proposée aux clients du service de l'eau. Afin d'offrir plus de conseils, plus d'informations et aussi plus de réactivité dans le cas de situations exceptionnelles, des points de contact variés et complémentaires sont accessibles aux clients :

Les services proposés aux clients sont donc l'accueil de proximité, le Centre d'appel, le choix des différents modes de paiement, les propositions de rendez-vous dans une plage horaire définie et limitée à deux heures.

Tout incident sur le service d'assainissement est pris en compte rapidement de manière à perturber le moins possible les usagers du service. Toute interruption importante du service donne lieu à une intervention d'un technicien :

- au préalable, dans le cas d'opérations programmées dans les deux heures en zone urbaine
- dans les quatre heures en zone rurale, lorsqu'il s'agit d'interventions accidentelles.

En cas de crise, nous avertissons les clients concernés via un système d'alerte téléphonique.

4.1.1. LA SATISFACTION DES CLIENTS

Pour adapter les services proposés aux abonnés et aux habitants, Veolia réalise un baromètre semestriel de satisfaction.

Il porte à la fois sur :

- la qualité de la relation avec l'abonné : accueil par les conseillers du Centre d'appel, par ceux de l'accueil de proximité,…
- la disponibilité et la ponctualité des équipes d'intervention clients : respect des plages de rendez-vous,
- la qualité de l'information adressée aux abonnés.

Les résultats pour notre Région en décembre 2014 sont :

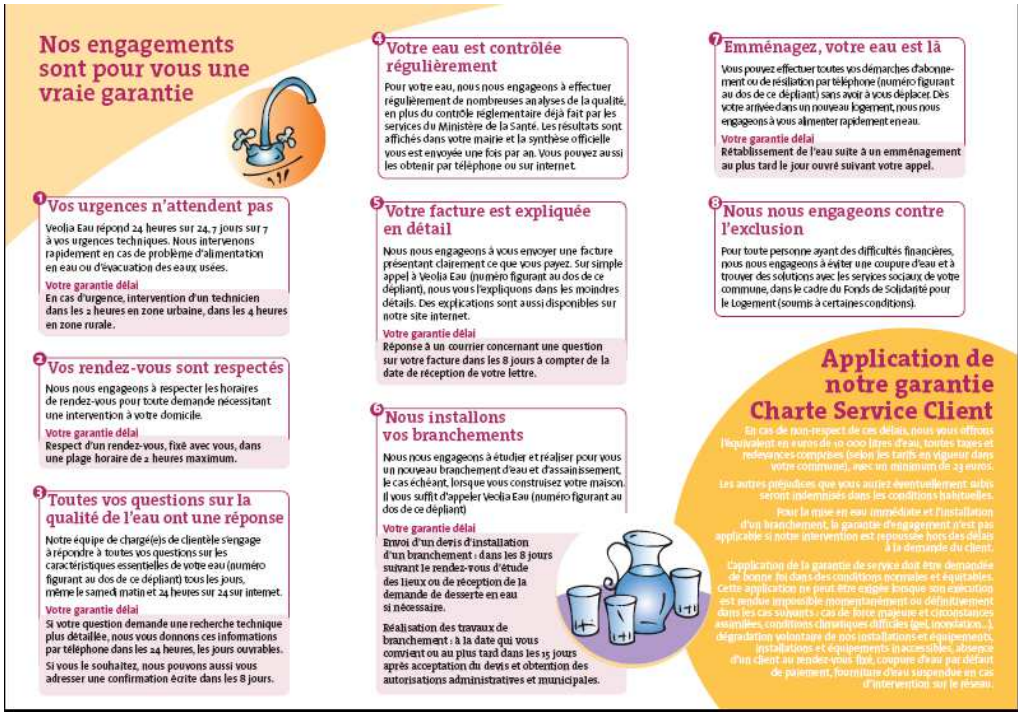
	2014
Satisfaction globale	92,40
La continuité de service	95,42

Le niveau de prix facturé	55,08
La qualité du service client offert aux abonnés	86,94
Le traitement des nouveaux abonnements	88,75
L'information délivrée aux abonnés	75,44

Des indicateurs de performance permettent d'évaluer de manière objective la qualité du service rendu au client :

→ *La charte Eau +, les engagements de Veolia*

Les engagements de service auprès des abonnés du service public sont formalisés dans une Charte. Elle regroupe les huit engagements pris pour apporter chaque jour aux habitants un service public de qualité.



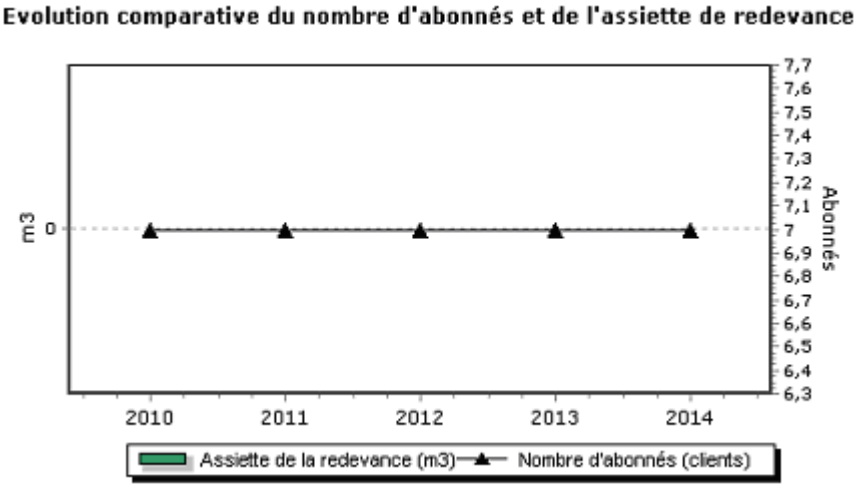
En cas de non-respect de la Charte, Veolia offre à l'abonné l'équivalent de 10 m^3 d'eau. . Le nombre d'indemnisations charte accordées en 2014 s'élève à : **0**

4.1.2. LES CLIENTS DU SERVICE ET LEUR CONSOMMATION

→ *Les abonnés du service et l'assiette de la redevance*

Le nombre d'abonnés (clients) par catégorie constaté au 31 décembre, au sens du décret du 2 mai 2007, et le nombre d'habitants desservis **[D201.0]** figurent au tableau suivant :

	2013	2014	N/N-1
Nombre d'abonnés (clients) desservis	**7**	**7**	**0,0%**
Autres services (réception d'effluent)	7	7	0,0%



4.1.3. L'ACCES AUX SERVICES ESSENTIELS

Assurer l'accès de tous au service public est une priorité pour Veolia. Les dispositifs mis en œuvre s'articulent autour de trois axes fondamentaux :

- Urgence : des facilités de paiement (échéanciers, mensualisation, mandat-compte sans frais,…) sont proposées aux abonnés rencontrant temporairement des difficultés pour régler leur facture d'eau.
- Accompagnement : en partenariat avec les services sociaux, nous nous engageons à accueillir et orienter les personnes en situation de précarité, en recherchant de façon personnalisée les solutions les plus adaptées pour faciliter l'accès à l'eau.
- Assistance : pour les foyers en grande difficulté financière, Veolia participe au dispositif Solidarité Eau intégré du Fonds de Solidarité Logement départemental.

4.2. Les équipes et moyens au service du patrimoine

4.2.1. UNE ORGANISATION REACTIVE

Des moyens nationaux, régionaux et locaux sont mobilisés pour vous apporter toute leur expertise et garantir une haute performance de service dans le domaine de l'eau.

→ *Les fonctions support : des services experts*

Chaque Direction Régionale de Veolia dispose de services experts dans les domaines de :

- la clientèle
- la maîtrise technique et l'aide à l'exploitation
- la qualité, la sécurité et l'environnement
- les ressources humaines et la formation
- la finance
- l'informatique technique et de gestion
- la communication
- la veille juridique et réglementaire.

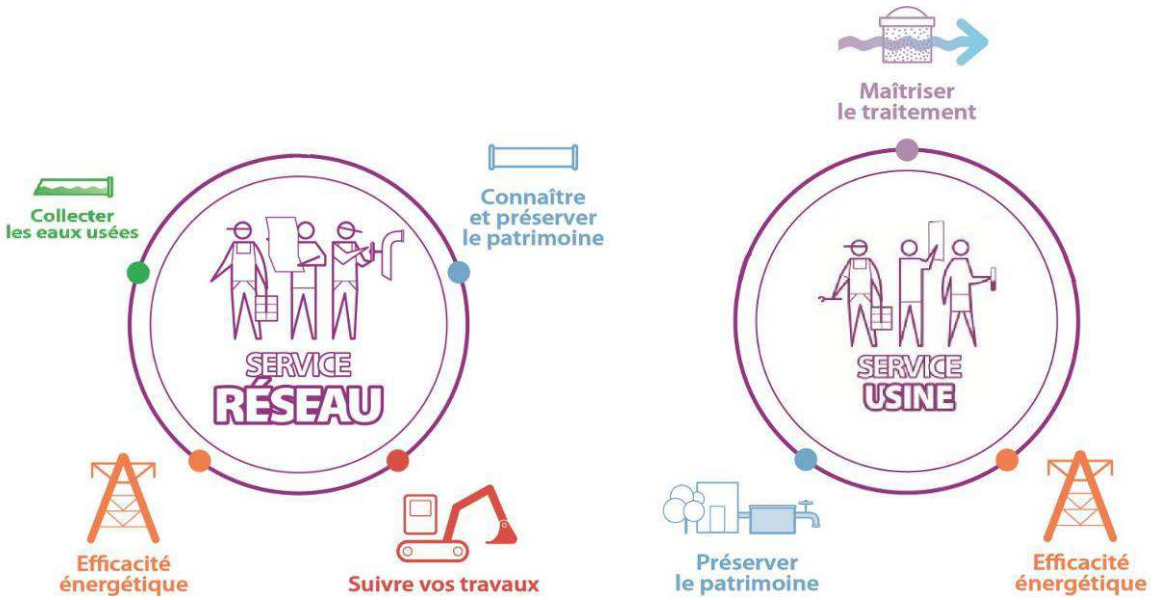
Garante de la bonne exécution des contrats de gestion déléguée, la Direction Régionale, en lien avec la Direction Nationale, détermine les orientations et les objectifs de performance durable tout en améliorant la qualité du service.

→ *L'organisation locale : mettre nos compétences au plus près du terrain*

En 2012, Veolia a développé une nouvelle vision métier en organisant ses compétences au plus près du terrain.

Deux filières métiers ont été créées :

- une filière dédiée à la clientèle,
- une filière exploitation structurée autour de services réseaux et usines, eau et assainissement,



Afin de renforcer la proximité avec vos équipes, un Responsable de Contrat permet à votre Collectivité de disposer d'un interlocuteur dédié. Il répondra à toutes vos questions et est garant de la qualité de notre reporting.

→ *L'organisation de l'astreinte*

Le service d'astreinte peut être mobilisé sur simple appel au Centre d'appel.

Le numéro de l'astreinte sur votre territoire est : **0 969 323 552**
A ce numéro, 7 jours/7 et 24h/24, un interlocuteur est à votre disposition pour prendre en charge toute demande d'intervention ou pour vous renseigner sur la nature et la localisation des incidents en cours de réparation sur votre commune.

4.2.2. DES MOYENS GARANTS DE LA PERFORMANCE

→ *Les outils informatiques d'exploitation :*

Nous utilisons des applications informatiques adaptées à nos besoins, pour l'ensemble de nos tâches d'exploitation :

- La gestion patrimoniale du réseau
- La maintenance des équipements électromécaniques
- Le Système d'Information Géographique (SIG)
- La télésurveillance et la télégestion des installations
- L'autosurveillance de la qualité des rejets
- Le diagnostic permanent du réseau
- La planification et le suivi des interventions terrain
- La gestion clientèle

→ *Les bureaux mobiles :*

Les techniciens de terrain disposent de Smartphones, tablettes graphiques ou Netbook (mini ordinateurs portables).

Sur ces « bureaux mobiles », ils peuvent :

- Accéder à des informations techniques, à leur planning d'intervention ou encore la procédure de maintenance d'un équipement,
- Etre alertés d'un dysfonctionnement, notamment par notre application de télésurveillance
- Agir à distance, par exemple, en modifiant la consigne d'un équipement télégéré (ouverture d'une vanne, régulation du débit d'une pompe…)
- Alimenter à tout moment et en tout lieu nos applications informatiques. Ils saisissent directement un rapport d'intervention, signalent un dysfonctionnement non urgent nécessitant une action corrective.

Ces outils renforcent leur réactivité. Ils facilitent les opérations de maintenance et le reporting.

4.2.3. LA CERTIFICATION DU SERVICE

L'intégralité des périmètres opérationnels de Veolia est certifiée ISO 9001. La majeure partie des activités en France est également certifiée ISO 14001.

Cette action a été concrétisée dans le département de l'Hérault par l'obtention des certificats selon la norme ISO 14001 sur les sites suivants :

- Production d'eau potable Source du Lez et usine François Arago en 2007,
- Production d'eau potable Source d'Issanka et usine du quai des Moulins à Sète en 2011,
- Système de collecte et de traitement des eaux usées de Lunel en 2005,
- STEP Maera et son émissaire en mer en 2007,
- STEP de Mireval en 2009 étendu au réseau de collecte des eaux usées de Mireval en 2011,
- STEP de Baillargues St Brès en 2012.

Parallèlement à cette certification, VEOLIA EAU a souhaité s'investir, dans le département de l'Hérault, en matière de systèmes de management de l'énergie, par l'obtention du certificat selon la norme ISO 50001 sur le site suivant :

- STEP de Baillargues St Brès en 2013.

VEOLIA EAU détient par ailleurs les premiers certificats OSHAS 18001 et ILO-OSH 2001 de la profession qui concernent le système de management de la santé et de la sécurité du personnel.

4.3. L'empreinte environnementale

Le développement d'outils adaptés permet d'évaluer de manière pertinente l'empreinte carbone et l'empreinte eau des services publics de l'eau. Chaque évaluation donne lieu à un plan d'actions visant à limiter les impacts et à réduire l'empreinte du service.

Veolia s'est également engagée dans la cotation développement durable de certains services publics d'eau et d'assainissement afin de mesurer l'efficacité de ses actions au regard d'une performance globale. La direction technique et performance consolide l'ensemble des Reporting et peut si la collectivité le souhaite calculer des indicateurs spécifiques tels que le Water Impact Index.

Le Water Impact Index

Le WIIX (Water Impact IndeX) est l'indicateur d'empreinte eau que nous avons développé pour évaluer l'impact de nos activités sur la ressource « eau ». Le WIIX prend en compte l'ensemble des prélèvements et des rejets d'eau directs et indirects dans le milieu naturel.

Il permet d'évaluer l'impact d'une activité sur la disponibilité des ressources en eau. Le Water Impact IndeX prend en compte la quantité d'eau utilisée et également sa qualité et le stress hydrique local.

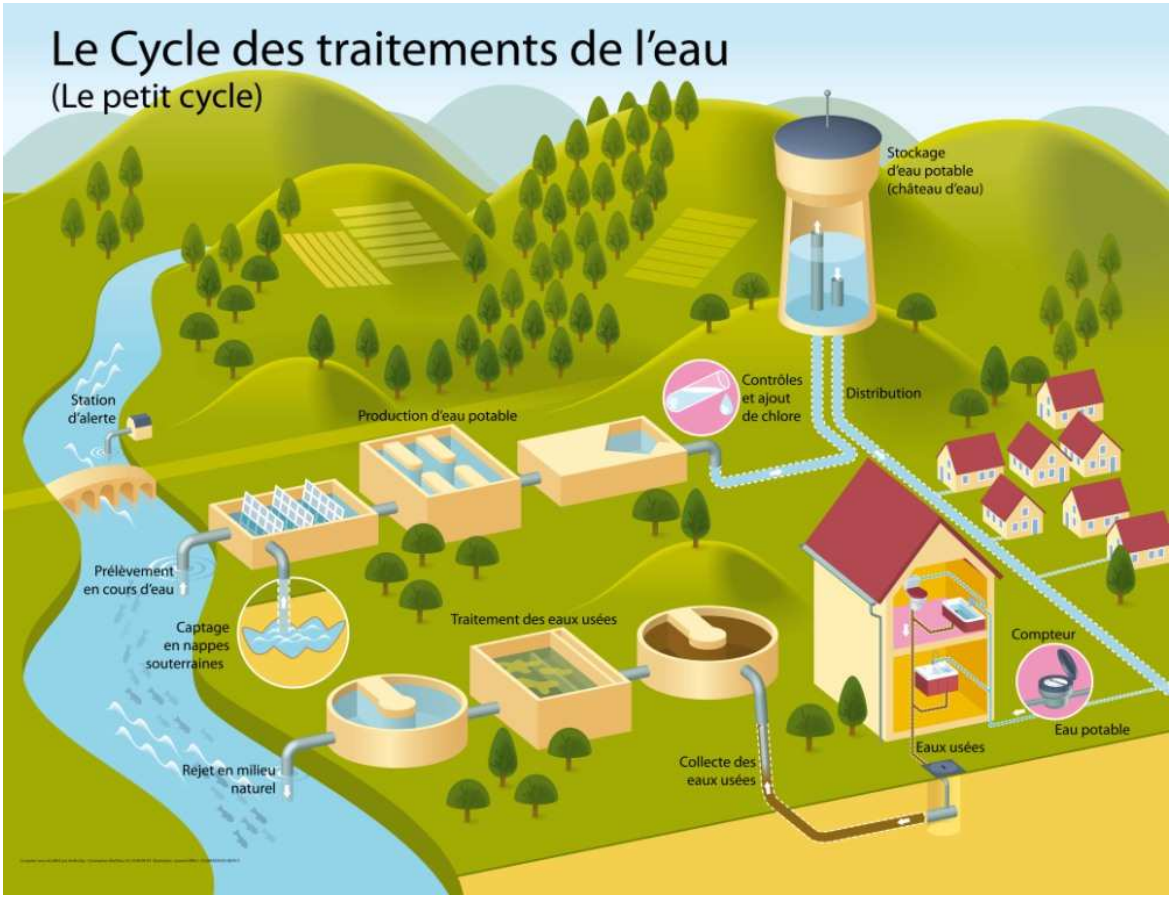
Compatible avec la norme ISO 14046, le WIXX permet d'identifier si l'empreinte eau est générée directement par le service ou si elle se situe en amont (énergie et réactifs consommés) ou en aval (traitement des déchets)

4.3.1. LA PROTECTION DU MILIEU NATUREL

Protéger l'eau, c'est d'abord collecter les eaux usées et les dépolluer. Le bon fonctionnement de ces installations contribue à protéger la qualité des milieux aquatiques et des ressources en eau.

De nombreuses actions en matière de préservation des cours d'eau et de protection de la faune et de la flore aquatique ont été initiées. Des campagnes de mesures biologiques sont menées chaque année sur de nombreuses rivières afin de surveiller l'impact des rejets des stations d'épuration sur le milieu naturel.

La protection des ressources passe aussi par la lutte contre les pollutions chroniques ou accidentelles. Pour ce faire, des modélisations évaluant les risques de pollution sont réalisées afin de mettre en place des programmes de protection adaptés.



4.3.2. L'ENERGIE

Un véritable management de la performance énergétique des installations est mis en œuvre. La performance énergétique des équipements est prise en compte dans leur renouvellement. Cela contribue ainsi à la réduction des consommations d'énergie et à la limitation des émissions de gaz à effet de serre.

→ ***Bilan énergétique du patrimoine***

	2013	2014	N/N-1
Energie relevée consommée (kWh)	**14 364 692**	**13 710 657**	**-4,6%**
Usine de dépollution	13 271 906	12 662 054	-4,6%
Poste de refoulement	1 025 637	987 373	-3,7%
Autres installations assainissement	67 149	61 230	-8,8%

	2013	2014	N/N-1
Energie consommée facturée (kWh)	**14 514 670**	**13 614 175**	**-6,2%**
Usine de dépollution	13 421 884	12 778 462	-4,8%
Poste de refoulement	1 025 637	782 504	-23,7%
Autres installations assainissement	67 149	53 209	-20,8%

Malgré le traitement d'un volume entrant et d'une charge de pollution plus importante en 2014, les actions menées ont permis de faire baisser la consommation d'énergie électrique sur MAERA de 5% par rapport à 2013.

Le tableau détaillé du Bilan énergétique du patrimoine se trouve en annexe 6.2.

4.3.3. LES REACTIFS

Selon les cas, le choix du réactif est établi de façon à optimiser le traitement :

- Assurer un rejet au milieu naturel de qualité conforme à la réglementation
- Réduire les quantités de réactifs à utiliser

→ *La consommation de réactifs*

Usine de dépollution	Réactifs (unité)	Quantité	COMMENTAIRES
STEP MAERA	chlorure ferrique T	2180	traitement TFC et des décanteurs primaires
STEP MAERA	soude (T)	357	traitement de l'air et épaississeur
STEP MAERA	Eau de javel (T)	87	traitement de l'air
STEP MAERA	Acide sulfurique (T)	3,5	traitement de l''air
STEP MAERA	polymère Kg	54550	déshydratation des boues par centrifugeuses
STEP MAERA	polymère Kg	7550	traitement au niveau des flottateurs
STEP MAERA	polymère Kg	2000	traitement au niveau des décanteurs
STEP MAERA	H2O2 (T)	317	traitement des sulfures
Booster	Nitrate de Ca (T)	559	traitement au niveau des refoulements de Palavas
Postes de refoulement	Nitrate de Ca (T)	156	Traitement au niveau des refoulements

Nous notons une augmentation significative des consommations de réactifs liée à l'augmentation de la charge à traiter (polymère déshydratation), mais aussi liée aux actions pour limiter le colmatage des Biostyrs (Chlorure ferrique et soude).
La consommation de nitrate de calcium utilisé dans le traitement des sulfures est en augmentation pour la 3^{e} année consécutive (> 30 % par rapport à 2013).

4.3.4. LA VALORISATION DES BOUES ET DES SOUS-PRODUITS

Depuis longtemps, la valorisation des boues d'épuration en engrais agricole est privilégiée. Cette solution présentant parfois des limites en termes d'acceptabilité et d'équilibre économique, Veolia a choisi de rester sur la voie de la valorisation en utilisant les boues, non plus seulement comme un engrais direct, mais aussi comme biomasse. La valorisation de cette biomasse sous forme d'énergie dans la production de biogaz ou sous forme de bio-polymères ou de bio-plastiques est une véritable avancée.

Les boues du traitement

→ *L'identification et la conformité des filières d'évacuation des boues*

Volumes par destination :

Boues évacuées

MONTPELLIER	Produit brut (t)	Matières sèches (t)	Siccité (%)	Destination (%) *
Compostage norme NF	18442,3	5502	29,7 %	100,00 %
Total	**18442,3**	**5502**	**29,7 %**	**100,00 %**

* répartition calculée sur les tonnes de matières sèches

L'incident de pollution du mois d'Août 2014, a eu comme conséquence une déclassification du compost produit à partir des boues polluées. Ainsi 928,14 tonnes de compost non conforme ont été éliminées dans une filière adaptée (CET de classe 2). Cette élimination s'est déroulée sur une période s'étalant du mois de novembre 2014 au mois de février 2015.

Quantité de boues issues des ouvrages d'épuration

Cet indicateur permet d'évaluer l'efficacité de dépollution des usines (extraction et concentration de la pollution de l'effluent traité), hors effet de stock. Il s'exprime en tonnage de matières sèches.

	2013	2014
Boues évacuées (Tonnes de MS)	**5 057,5**	**5502**
MONTPELLIER	5 057,5	5502

Taux de boues issues des ouvrages d'épuration évacuées selon des filières conformes [P206.3]

Une filière est dite « conforme » si la filière de traitement est déclarée ou autorisée selon sa taille et si le transport des boues est effectué conformément à la réglementation en vigueur. Cet indicateur constitue le pourcentage de boues évacuées selon une filière conforme. Les refus de dégrillage et les boues de curage ne sont pas pris en compte.

	2013	2014
Taux de boues évacuées selon une filière conforme (%)	**100**	**100**
MONTPELLIER	100	100

Les sous-produits du traitement

→ *L'identification et la conformité des filières d'évacuation des sous-produits*

MONTPELLIER

SOUS PRODUITS EVACUES	Refus de dégrillage (t)	Sables (t)	Graisses (m3)
Transit	541,2	192,3	

4.4. Veolia, acteur économique et social du territoire

4.4.1. LA FORMATION ET LA SECURITE DES PERSONNES

La formation et la gestion prévisionnelle des emplois et des compétences est au centre de la politique des ressources humaines.

Veolia est ainsi la seule entreprise de services en France à disposer de Campus dédiés aux métiers de l'environnement. Chaque année, ces Campus dispensent plus de 210 000 heures de formation aux salariés de l'entreprise.

En matière de sécurité, chaque salarié dispose des équipements de protection individuelle nécessaires à l'exercice de ses fonctions. Des actions de sensibilisation sont menées dans toutes les unités opérationnelles pour promouvoir un comportement la sécurité au travail. L'évaluation annuelle de managers de Veolia intègre les résultats de l'entité dont ils ont la responsabilité.

4.4.2. LES RELATIONS AVEC LES PARTIES PRENANTES

Une implication forte dans les territoires d'intervention est essentielle. Cela se traduit dans votre collectivité par l'implication des équipes de la direction locale afin de :

- Mettre en place des actions favorisant l'emploi local,
- Participer à la vie associative
- Soutenir financièrement, ou par le biais de mécénat de compétences, des actions dynamisant la vie locale.

Ces actions s'inscrivent en complément des projets soutenus par la Fondation Veolia Environnement.

Veolia Force

La Fondation Veolia Environnement consacre chaque année des moyens importants au soutien de projets d'intérêt général porteurs de développement local, partout dans le monde.

Elle œuvre notamment en faveur de l'insertion professionnelle des plus démunis et des plus vulnérables, en soutenant des initiatives sociales locales parrainées par des collaborateurs du Groupe.

Sur la base du volontariat, 500 de nos collaborateurs interviennent partout dans le monde après une catastrophe, pour améliorer les conditions de vie des plus démunis ou encore pour apporter une aide d'urgence aux populations exposées à des crises majeures.

5.

LE RAPPORT FINANCIER DU SERVICE

5.1. Le Compte Annuel de Résultat de l'Exploitation de la Délégation (CARE)

Le présent chapitre est présenté conformément aux dispositions du décret 2005-236 du 14 mars 2005, codifié à l'article R 1411-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

→ *Le CARE*

Le compte annuel et l'état détaillé des produits figurent ci-après. Les modalités retenues pour la détermination des produits et charges et l'avis des Commissaires aux Comptes sont présentés en annexe du présent rapport « Annexes financières »

(Données en €)

VEOLIA Eau - REGION 04

Veolia Eau - Compagnie Générale Des Eaux **Assainissement**

Compte Annuel de Résultat de l'Exploitation
Année 2014

(en application du décret du 14 mars 2005)

Collectivité : J3571 **Communauté d'Agglomération de Montpellier / Station d'épuration Maera**

LIBELLE		2013	2014	Ecart en %
PRODUITS		**10 922 267**	**10 610 794**	**-2,85 %**
Exploitation du service		9 403 982	9 672 538	
Collectivités et autres organismes publics		286 736	285 891	
Produits accessoires		1 231 549	652 365	
CHARGES		**10 798 124**	**10 347 280**	**-4,18 %**
Personnel		2 101 803	1 765 087	
Energie électrique		1 083 608	1 180 392	
Produits de traitement		669 836	778 253	
Analyses		215 210	125 446	
Sous-traitance, matières et fournitures		2 908 085	3 157 613	
Impôts locaux et taxes		731 000	178 874	
Autres dépenses d'exploitation	Télécommunication, poste et télégestion	113 174	99 356	
	Engins et véhicules	142 541	129 077	
	Informatique	267 503	183 250	
	Assurances	42 957	34 471	
	Locaux	126 487	94 672	
	Autres	126 702	24 544	
Frais de contrôle		327 025		
Redevances contractuelles			517 695	
Contribution des services centraux et recherche		467 855	427 782	
Collectivités et autres organismes publics		286 736	285 891	
Charges relatives aux renouvellements	Fonds contractuel (Renouvellements)	643 507	652 909	
Charges relatives aux investissements	Programme contractuel (Investissements)	98 429	131 828	
	Investissements incorporels	329 668	334 613	
Pertes sur créances irrécouvrables et contentieux recouvrement		115 998	245 527	
RESULTAT AVANT IMPOT		**124 143**	**263 514**	**NS**
Impôts sur les sociétés (calcul normatif)		41 377	87 829	
RESULTAT		**82 766**	**175 685**	**NS**

Conforme à la circulaire FP2E de janvier 2006

→ *L'état détaillé des produits*

L'état suivant détaille les produits figurant sur la première ligne du CARE.

Données en €

Les principales évolutions des produits et des charges sont les suivantes :

VEOLIA Eau - REGION 04

Veolia Eau - Compagnie Générale Des Eaux **Assainissement**

Etat détaillé des produits (1)
Année 2014

Collectivité : J3571 **Communauté d'Agglomération de Montpellier / Station d'épuration Maera**

LIBELLE	2013	2014	Ecart en %
Recettes liées à la facturation du service	9 134 419	9 219 480	0,93 %
dont produits au titre de l'année (hors estimations sur consommations)	*8 696 200*	*9 243 640*	
dont variation de la part estimée sur consommations	*438 218*	*-24 160*	
Subvention d'exploitation des stations de dépollution	269 563	-64 636	NS
Ristournes		517 695	NS
Exploitation du service	**9 403 982**	**9 672 538**	**2,86 %**
Produits : part de la collectivité contractante	261 592	285 891	9,29 %
dont produits au titre de l'année (hors estimations sur consommations)	*258 524*	*300 228*	
dont variation de la part estimée sur consommations	*3 068*	*-14 336*	
Redevance Modernisation réseau	25 144		NS
Collectivités et autres organismes publics	**286 736**	**285 891**	**-0,29 %**
Produits accessoires	**1 231 549**	**652 365**	**-47,03 %**

(1) Cette page contient le détail de la première ligne du CARE (produits hors TVA).

Compte tenu des arrondis effectués pour présenter la valeur sans décimales, le total des produits ci-dessus peut être différent à quelques euros près du total des produits inscrits sur le compte annuel de résultat de l'exploitation.

5.2. Le patrimoine du service

→ *Variation du patrimoine immobilier*

Cet état retrace les opérations d'acquisition, de cession ou de restructuration d'ouvrages financées par le délégataire, qu'il s'agisse de biens du domaine concédé ou de biens de reprise.

→ *Inventaire des biens*

L'inventaire au 31 décembre de l'exercice est établi selon les préconisations de la FP2E. Les biens propres de la Société y figurant sont ceux, conformément au décret n° 2005-236 du 14 mars 2005, expressément désignés au contrat comme biens de reprise.

Cet inventaire est détaillé au chapitre 3 Le patrimoine de votre service dans la partie 3.1.

→ *Situation des biens*

Par ce compte rendu, Veolia présente une vue d'ensemble de la situation du patrimoine du service délégué, à partir des constats effectués au quotidien (interventions, inspections, auto-surveillance, astreinte,...) et d'une analyse des faits marquants, des études disponibles et d'autres informations le cas échéant.

Ce compte rendu permet ainsi à la Collectivité, par une connaissance précise des éventuels problèmes, de leur probable évolution et des solutions possibles, de mieux programmer ses investissements.

Les biens dont l'état ou le fonctionnement sont satisfaisants, ou pour lesquels Veolia n'a pas décelé d'indice négatif, et qui à ce titre n'appellent pas ici de commentaire particulier, ne figurent pas dans ce compte rendu.

La situation des biens détaillée se trouve dans le présent rapport, au chapitre3.3 Les recommandations de Veolia sur les évolutions à prévoir.

5.3. Les investissements et le renouvellement

Les états présentés permettent de tracer, selon le format prévu au contrat, la réalisation des programmes d'investissement et/ou de renouvellement à la charge du délégataire, et d'assurer le suivi des fonds contractuels d'investissement.

La méthode de calcul de la charge économique imputée au compte de la délégation est présentée dans l'annexe financière 6.6 « Les modalités d'établissement du CARE ».

→ ***Programme contractuel d'investissement***

→ ***Programme contractuel de renouvellement***

→ ***Les autres dépenses de renouvellement***

Les états présentés dans cette section permettent de suivre les dépenses réalisées dans le cadre d'une obligation en garantie pour continuité du service ou d'un fonds contractuel de renouvellement.

La méthode de calcul de la charge économique imputée au compte de la délégation est présentée dans l'annexe financière 6.6 «Les modalités d'établissement du CARE».

Dépenses relevant d'un fonds de renouvellement :

Un fonds de renouvellement a été défini au contrat. Les dépenses et la situation du fonds relatives à l'exercice sont résumées dans les tableaux suivants :

AU CREDIT	
* solde positif à fin 2013	0,00 €
* dotation de l'exercice 2014	615 408,91 €
AU DEBIT	
* solde négatif à fin 2013	381 615,35 €
* dépense de l'exercice 2014	1 719 377,34 €
SOLDE A FIN 2014	-1 485 745,97 €
Actualisation Solde	-162,19 €
EQUIPEMENTS	1 719 377,34 €

5.4. Les engagements à incidence financière

Ce chapitre a pour objectif de présenter sommairement les engagements liés à l'exécution du service public, et qui à ce titre peuvent entraîner des obligations financières entre Veolia, actuel délégataire de service, et toute entité (publique ou privée) qui pourrait être amenée à reprendre à l'issue du contrat l'exécution du service. Ce chapitre constitue pour les élus un élément de transparence et de prévision.

Conformément aux préconisations de l'Ordre des Experts Comptables, ce chapitre ne présente que les « engagements significatifs, sortant de l'ordinaire, nécessaires à la continuité du service, existant à la fin de la période objet du rapport, et qui à la fois devraient se continuer au-delà du terme normal de la convention de délégation et être repris par l'exploitant futur ».

Afin de rester simples, les informations fournies ont une nature qualitative. A la demande de la Collectivité, et en particulier avant la fin du contrat, Veolia pourra détailler ces éléments.

5.4.1. FLUX FINANCIERS DE FIN DE CONTRAT

Les flux financiers de fin de contrat doivent être anticipés dans les charges qui s'appliqueront immédiatement à tout nouvel exploitant du service. Sur la base ce ces informations, il est de la responsabilité de la Collectivité, en qualité d'entité organisatrice du service, d'assurer la bonne prise en compte de ces contraintes dans son cahier des charges.

Régularisations de TVA

Si Veolia a assuré pour le compte de la Collectivité la récupération de la TVA au titre des immobilisations (investissements) mises à disposition[1], deux cas se présentent :

- Le nouvel exploitant est assujetti à la TVA[2] : aucun flux financier n'est nécessaire. Une simple déclaration des montants des immobilisations, dont la mise à disposition est transférée, doit être adressée aux services de l'Etat.
- Le nouvel exploitant n'est pas assujetti à la TVA : l'administration fiscale peut être amenée à réclamer à Veolia la part de TVA non amortie sur les immobilisations transférées. Dans ce cas, le repreneur doit s'acquitter auprès de Veolia du montant dû à l'administration fiscale pour les immobilisations transférées, et simultanément faire valoir ses droits auprès du Fonds de Compensation de la TVA. Le cahier des charges doit donc imposer au nouvel exploitant de disposer des sommes nécessaires à ce remboursement.

Biens de retour

Les biens de retour (listés dans l'inventaire détaillé des biens du service) sont, sauf stipulations spécifiques, remis gratuitement à la Collectivité à l'échéance du contrat selon les modalités prévues au contrat.

[1] art. 210 de l'annexe II du Code Général des Impôts
[2] Conformément au principe posé par le nouvel article 257 bis du Code Général des Impôts précisé par l'instruction 3 A 6 36 parue au BOI N°50 du 20 Mars 2006

Biens de reprise

Les biens de reprise (listés dans l'inventaire détaillé des biens du service) seront remis au nouvel exploitant, si celui-ci le souhaite, à l'échéance du contrat selon les modalités prévues au contrat. Ces biens doivent généralement être achetés par le nouvel exploitant.

Autres biens ou prestations

Hormis les biens de retour et des biens de reprise prévus au contrat, Veolia utilise, dans le cadre de sa liberté de gestion, certains biens et prestations. Le cas échéant, sur demande de la Collectivité et selon des conditions à déterminer, les parties pourront convenir de leur mise à disposition auprès du nouvel exploitant.

Consommations non relevées et recouvrement des sommes dues au délégataire à la fin du contrat

Les sommes correspondantes au service exécuté jusqu'à la fin du contrat sont dues au délégataire sortant. Il y a lieu de définir avec la Collectivité les modalités de facturation (relevé spécifique, prorata temporis) et de recouvrement des sommes dues qui s'imposeront au nouvel exploitant, ainsi que les modalités de reversement des surtaxes correspondantes.

5.4.2. DISPOSITIONS APPLICABLES AU PERSONNEL

Les dispositions applicables au personnel du délégataire sortant s'apprécient dans le contexte de la période de fin de contrat. Les engagements qui en découlent pour le nouvel exploitant ne peuvent pas faire ici l'objet d'une présentation totalement exhaustive, pour deux motifs principaux :

- ils évoluent au fil du temps, au gré des évolutions de carrière, des aléas de la vie privée des agents et des choix d'organisation du délégataire,
- ils sont soumis à des impératifs de protection des données personnelles.

Veolia propose de rencontrer la Collectivité sur ce sujet pour baliser les contraintes qui s'appliqueront en fin de contrat.

Dispositions conventionnelles applicables aux salariés de Veolia

Les salariés de Veolia bénéficient :

- des dispositions de la Convention Collective Nationale des Entreprises des Services d'Eau et d'Assainissement du 12 avril 2000 ;
- des dispositions de l'accord interentreprises de l'Unité Economique et Sociale " VEOLIA EAU - Générale des Eaux " du 12 novembre 2008 qui a pris effet au 1er janvier 2009, d'accords conclus dans le cadre de cette Unité Economique et Sociale et qui concernent notamment : l'intéressement et la participation, le temps de travail des cadres, la protection sociale (retraites, prévoyance, handicap, formation) et d'accords d'établissement, usages et engagements unilatéraux.

Protection des salariés et de l'emploi en fin de contrat

Des dispositions légales assurent la protection de l'emploi et des salariés à l'occasion de la fin d'un contrat, lorsque le service est susceptible de changer d'exploitant, que le futur exploitant ait un statut public ou privé. A défaut, il est de la responsabilité de la Collectivité de prévoir les mesures appropriées.

Lorsque l'entité sortante constitue une entité économique autonome, c'est-à-dire comprend des moyens corporels (matériel, outillage, marchandises, bâtiments, ateliers, terrains, équipements), des éléments incorporels (clientèle, droit au bail, …) et du personnel affecté, le tout organisé pour une mission identifiée,

l'ensemble des salariés qui y sont affectés sont automatiquement transférés au nouvel exploitant, qu'il soit public ou privé (art. L 1224-1 du Code du Travail).

Dans cette hypothèse, Veolia transmettra à la Collectivité, à la fin du contrat, la liste des salariés affectés au contrat ainsi que les éléments d'information les concernant (en particulier masse salariale correspondante …).

Le statut applicable à ces salariés au moment du transfert et pendant les trois mois suivants est celui en vigueur chez Veolia. Au-delà de ces trois mois, le statut Veolia est soit maintenu pendant une période de douze mois maximum, avec maintien des avantages individuels acquis au-delà de ces douze mois, soit aménagé au statut du nouvel exploitant.

Lorsque l'entité sortante ne constitue pas une entité économique autonome mais que le nouvel exploitant entre dans le champ d'application de la Convention collective Nationale des entreprises d'eau et d'assainissement d'avril 2000, l'application des articles 2.5.2 ou 2.5.4 de cette Convention s'impose tant au précédent délégataire qu'au nouvel exploitant avant la fin de la période de 12 mois.

A défaut d'application des dispositions précitées, seule la Collectivité peut prévoir les modalités permettant la sauvegarde des emplois correspondant au service concerné par le contrat de délégation qui s'achève. Veolia se tient à la disposition de la Collectivité pour fournir en amont les informations nécessaires à l'anticipation de cette question.

En tout état de cause, d'un point de vue général, afin de clarifier les dispositions applicables et de protéger l'emploi, nous proposons de préciser avec la Collectivité avant la fin du contrat, le cadre dans lequel sera géré le statut des salariés et la protection de l'emploi à la fin du contrat. Il est utile que ce cadre soit précisé dans le cahier des charges du nouvel exploitant.

La liste nominative des agents[3] affectés au contrat peut varier en cours de contrat, par l'effet normal de la vie dans l'entreprise : mutations, départs et embauches, changements d'organisation, mais aussi par suite d'événements de la vie personnelle des salariés. Ainsi, la liste nominative définitive ne pourra être constituée qu'au cours des dernières semaines d'exécution du contrat.

Comptes entre employeurs successifs

Les dispositions à prendre entre employeurs successifs concernant le personnel transféré sont les suivantes :

- de manière générale, dispositions identiques à celles appliquées en début du contrat
- concernant les salaires et notamment salaires différés : chaque employeur supporte les charges afférentes aux salaires (et les charges sociales ou fiscales directes ou indirectes y afférentes) rattachables à la période effective d'activité dont il a bénéficié ; le calcul est fait sur la base du salaire de référence ayant déterminé le montant de la charge mais plafonné à celui applicable au jour de transfert : ce compte déterminera notamment les prorata 13ème mois, de primes annuelles, de congés payés, décomptes des heures supplémentaires ou repos compensateurs,….
- concernant les autres rémunérations : pas de compte à établir au titre des rémunérations différées dont les droits ne sont exigibles qu'en cas de survenance d'un événement ultérieur non encore intervenu : indemnité de départ à la retraite, droits à des retraites d'entreprises à prestations définies, médailles du travail,…

[3] Certaines informations utiles ont un caractère confidentiel et n'ont pas à figurer dans le rapport annuel qui est un document public. Elles pourront être fournies, dans le respect des droits des personnes intéressées, séparément à l'autorité délégante, sur sa demande justifiée par la préparation de la fin de contrat.

6.

ANNEXES

6.1. Inventaire des linéaires de réseau par diamètre, nature et par commune

CONTRAT	COMMUNE	TYPE	MATERIAU	DIAMETRE	LONGUEUR
J3571	Assas	EU_REFOULEMENT	PVC	125	491
		Total EU_REFOULEMENT			**491**
	Total Assas				**491**
	Castelnau-le-Lez	EU_REFOULEMENT	Fonte	600	315
		Total EU_REFOULEMENT			**315**
	Total Castelnau-le-Lez				**315**
	Lattes	EMISSAIRE	Inc	1600	5072
		Total EMISSAIRE			**5072**
		EU_GRAVITAIRE	Ciment	1200	765
				1500	859
		Total EU_GRAVITAIRE			**1624**
		EU_REFOULEMENT	Fonte	200	772
				300	1657
				350	177
				500	6435
				600	5349
			PEHD	219	1130
			PVC	350	296
		Total EU_REFOULEMENT			**15816**
	Total Lattes				**22512**
	Le Crès	EU_GRAVITAIRE	Amiante ciment	200	9
			Fonte	300	671
				400	3113
				500	70
			PRV	600	50
			PVC	200	90
		Total EU_GRAVITAIRE			**4003**
		EU_REFOULEMENT	Fonte	600	1933
		Total EU_REFOULEMENT			**1933**
	Total Le Crès				**5936**

	Montpellier	EU_GRAVITAIRE	Ciment	600	99
				1200	2156
				1500	1220
				2000	197
			PRV	150	23
				600	1644
				700	1952
				800	78
			PVC	150	14
				400	14
		Total EU_GRAVITAIRE			**7396**
		EU_REFOULEMENT	Fonte	500	246
				600	517
		Total EU_REFOULEMENT			**763**
	Total Montpellier				**8159**
	Pérols	EU_GRAVITAIRE	Fonte	450	2499
			PRV	600	581
		Total EU_GRAVITAIRE			**3080**
	Total Pérols				**3080**
	Teyran	EU_GRAVITAIRE	Fonte	300	1165
			PVC	160	7
				200	1484
				300	1082
		Total EU_GRAVITAIRE			**3737**
	Total Teyran				**3737**
	Vendargues	EU_GRAVITAIRE	Fonte	400	41
				500	64
			Inc	300	932
		Total EU_GRAVITAIRE			**1037**
		EU_REFOULEMENT	Inc	300	1090
		Total EU_REFOULEMENT			**1090**
	Total Vendargues				**2128**
	Palavas-les-Flots	EMISSAIRE	Inc	1600	14310
		Total EMISSAIRE			14310
		EU_REFOULEMENT	Fonte	250	97
				300	2582
				400	99
				600	2580
		Total EU_REFOULEMENT			**5358**
	Total Palavas-les-Flots				**19668**
Total J3571					**66026**

6.2. Le bilan énergétique du patrimoine

→ *Bilan énergétique détaillé du patrimoine*

Usine de dépollution

MONTPELLIER	2013	2014	N/N-1
Energie relevée consommée (kWh)	13 271 906	12 662 054	-4,6%
Energie facturée consommée (kWh)	13 421 884	12 778 462	-4,8%

Poste de refoulement

PR CASTELNAU	2013	2014	N/N-1
Energie relevée consommée (kWh)	225 030	218 846	-2.75%
Energie facturée consommée (kWh)	225 030	218 846	-2.75%
Consommation spécifique (Wh/m3)	182	174	-4.4%
Volume pompé (m3)	1 234 260	1 256 884	1,8%
Temps de fonctionnement (h)	4 605	3 175	-31,1%
PR MAS PERRET ASSAS	**2013**	**2014**	**N/N-1**
Energie relevée consommée (kWh)	45 667	42 358	-7,2%
Energie facturée consommée (kWh)	45 667	42 358	-7,2%
Consommation spécifique (Wh/m3)*	469	-	-
Volume pompé (m3) *Suite aux inondations pb de débitmétrie	97 328	65 655	-32,5%
Temps de fonctionnement (h)*	2 952	1 494	-50,8%
PR SALAISON	**2013**	**2014**	**N/N-1**
Energie relevée consommée (kWh)	307 170	302 670	-1.2%
Energie facturée consommée (kWh)	307 170	302 670	-1.2%
Consommation spécifique (Wh/m3)	154	187*	+17.6%
Volume pompé (m3) *Suite aux inondations pb de débitmétrie	1 989 928	1 616 462*	-18,8%
Temps de fonctionnement (h)	3 886	3 956	1,8%
PR TRINQUAT	**2013**	**2014**	**N/N-1**
Energie relevée consommée (kWh)	385 595	364 907	-5,4%
Energie facturée consommée (kWh)	385 595	364 907	-5,4%
Consommation spécifique (Wh/m3)	62	55	-11,3%
Volume pompé (m3)	6 226 894	6 575 968	5,6%
Temps de fonctionnement (h)	4 119	3 974	-3,5%
PR VENDARGUES	**2013**	**2014**	**N/N-1**
Energie relevée consommée (kWh)	62 175	58 592	-5,8%
Energie facturée consommée (kWh)	62 175	58 592	-5,8%
Consommation spécifique (Wh/m3)	168	-	-
Volume pompé (m3) *Suite à la mise en place d'un pompage de secours valeurs non fiables	369 935	549 226*	48,5%
Temps de fonctionnement (h)	1 981	-	-

Autres installations assainissement

Bassin d'Orage des Aiguerelles	2013	2014	N/N-1
Energie relevée consommée (kWh)	67 149	61 230	-8,8%
Energie facturée consommée (kWh)	67 149	61 230	-8,8%

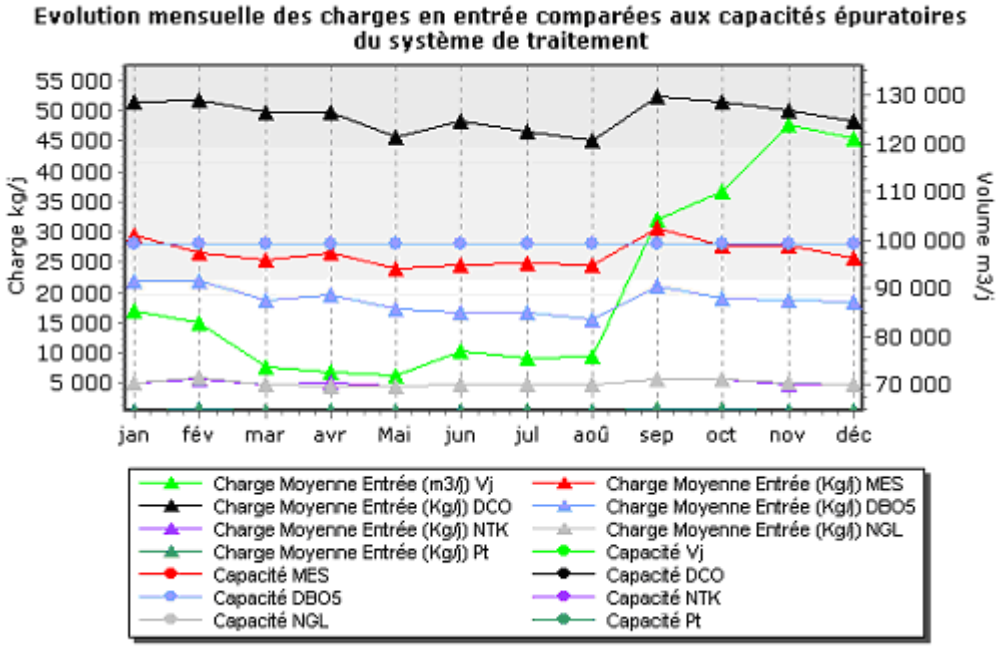
6.3. Le bilan de conformité détaillé par usine

MONTPELLIER

Bilans HCNF / Bilans :

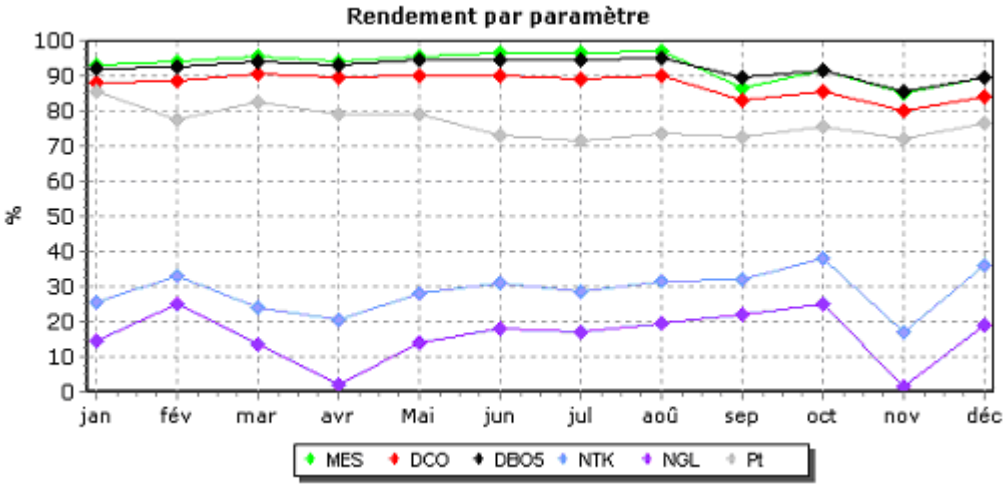
Charges entrantes et dépassement de capacité	Volume		MES	DCO	DBO5	NTK	NGL	Pt
	(m3/j)	Nbr Bilan HcNF* / nbr de bilans	kg/j	kg/j	kg/j	kg/j	kg/j	kg/j
janvier	85 240	2 / 31	29 600	51 363	21 845	5 158,1	5 235,0	615,7
février	82 737	1 / 28	26 442	51 758	22 013	5 823,8	5 881,9	634,5
mars	73 576	0 / 31	25 400	49 858	18 832	4 912,8	4 956,0	556,6
avril	72 593	0 / 30	26 560	49 807	19 505	5 060,7	4 546,0	572,6
mai	71 745	1 / 31	23 904	45 759	17 295	4 635,0	4 661,5	539,2
juin	77 099	0 / 30	24 492	48 349	16 746	4 906,6	4 944,1	568,4
juillet	75 522	0 / 31	24 915	46 585	16 732	4 724,2	4 782,7	551,0
août	75 781	0 / 31	24 545	45 234	15 689	4 860,1	4 891,7	560,8
septembre	104 398	4 / 30	30 706	52 333	20 970	5 577,8	5 680,6	638,2
octobre	110 155	9 / 31	27 633	51 372	19 086	5 560,4	5 616,1	634,4
novembre	123 942	9 / 30	27 796	50 018	18 662	4 787,6	4 980,7	567,2
décembre	120 983	10 / 31	25 772	48 177	18 380	4 770,0	4 967,7	553,6

(*) Hors conditions normales de fonctionnement.

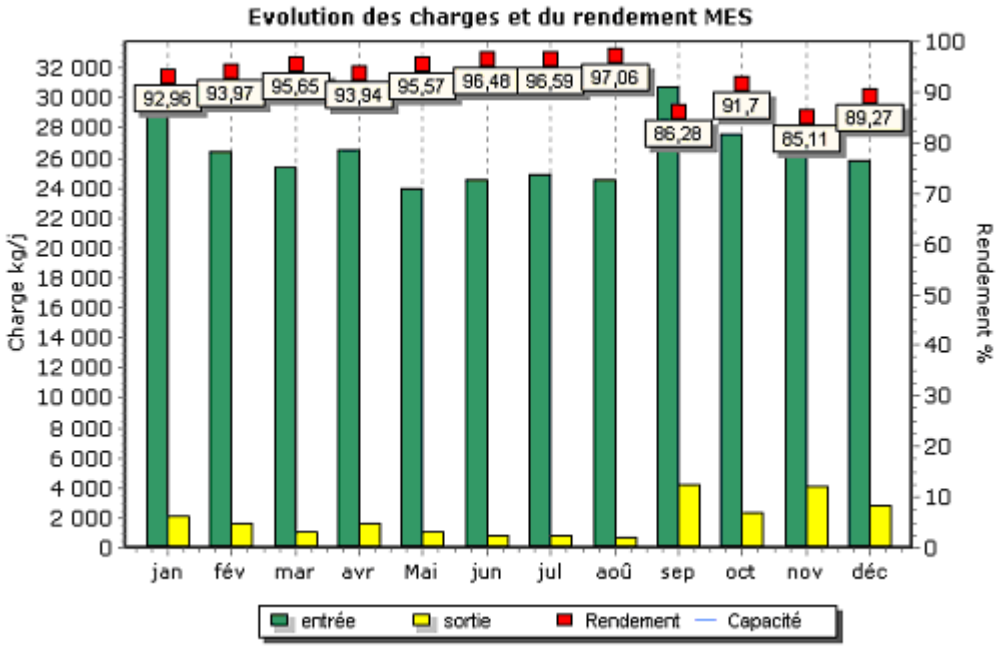


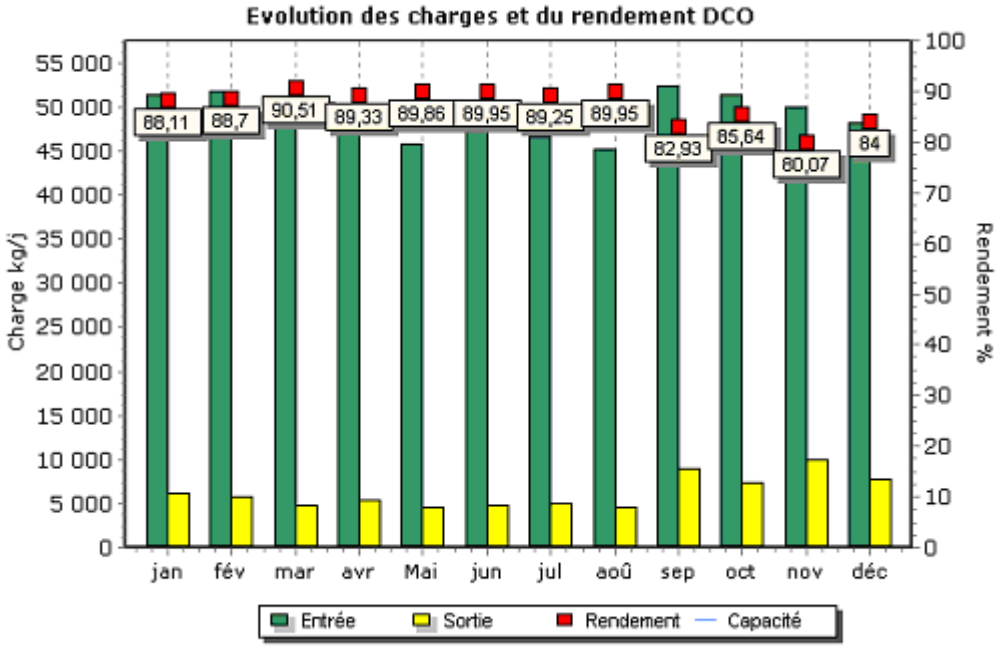
Qualité du rejet et rendement épuratoire du système de traitement :

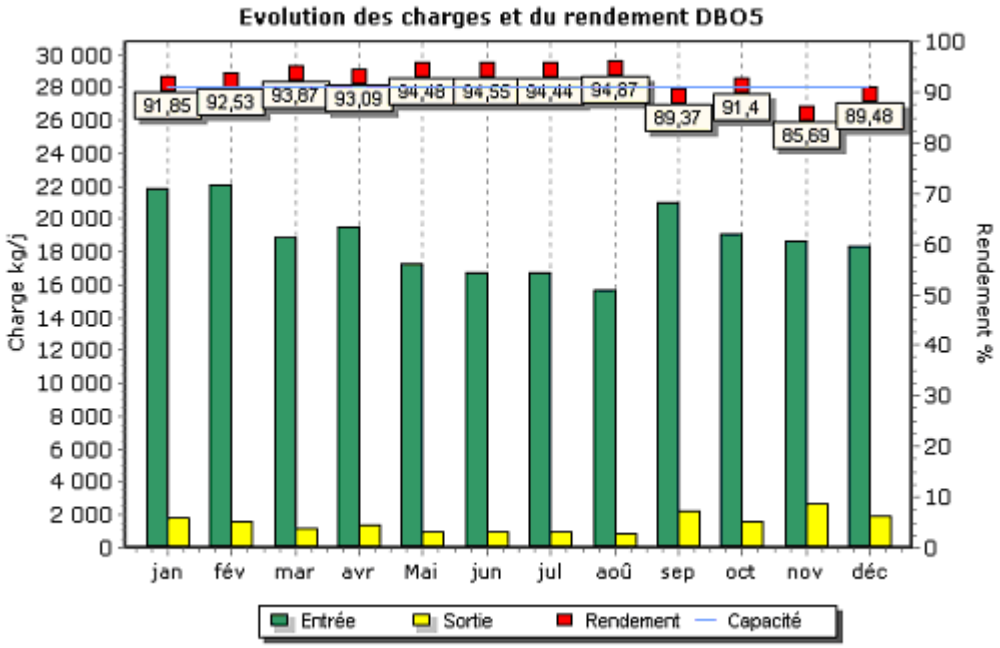
Charges en sortie et rendement	MES		DCO		DBO5		NTK		NGL		Pt	
	Kg/j	%	Kg/j	%	Kg/j	%	Kg/j	%	Kg/j	%	Kg/j	%
janvier	2 083,7	92,96	6 105,3	88,11	1 780,8	91,85	3 830,9	25,73	4 463,8	14,73	88,6	85,61
février	1 594,5	93,97	5 850,6	88,70	1 643,4	92,53	3 905,4	32,94	4 411,1	25,01	144,1	77,29
mars	1 105,6	95,65	4 729,7	90,51	1 154,3	93,87	3 722,5	24,23	4 295,4	13,33	98,1	82,37
avril	1 610,8	93,94	5 316,9	89,33	1 347,2	93,09	4 019,6	20,57	4 444,0	2,24	120,9	78,88
mai	1 059,8	95,57	4 640,5	89,86	955,0	94,48	3 329,3	28,17	4 012,1	13,93	112,1	79,21
juin	861,2	96,48	4 858,7	89,95	913,1	94,55	3 390,9	30,89	4 060,4	17,87	153,8	72,94
juillet	848,8	96,59	5 008,1	89,25	930,5	94,44	3 375,6	28,55	3 965,9	17,08	156,3	71,63
août	721,8	97,06	4 544,3	89,95	804,7	94,87	3 329,4	31,50	3 939,8	19,46	149,2	73,39
septembre	4 214,0	86,28	8 935,2	82,93	2 229,2	89,37	3 792,8	32,00	4 435,5	21,92	175,1	72,57
octobre	2 293,4	91,70	7 375,6	85,64	1 641,3	91,40	3 447,0	38,01	4 215,2	24,94	155,7	75,45
novembre	4 139,6	85,11	9 966,8	80,07	2 670,0	85,69	3 974,6	16,98	4 901,6	1,59	158,9	71,98
décembre	2 764,7	89,27	7 708,0	84,00	1 932,9	89,48	3 042,9	36,21	4 030,5	18,87	131,2	76,31

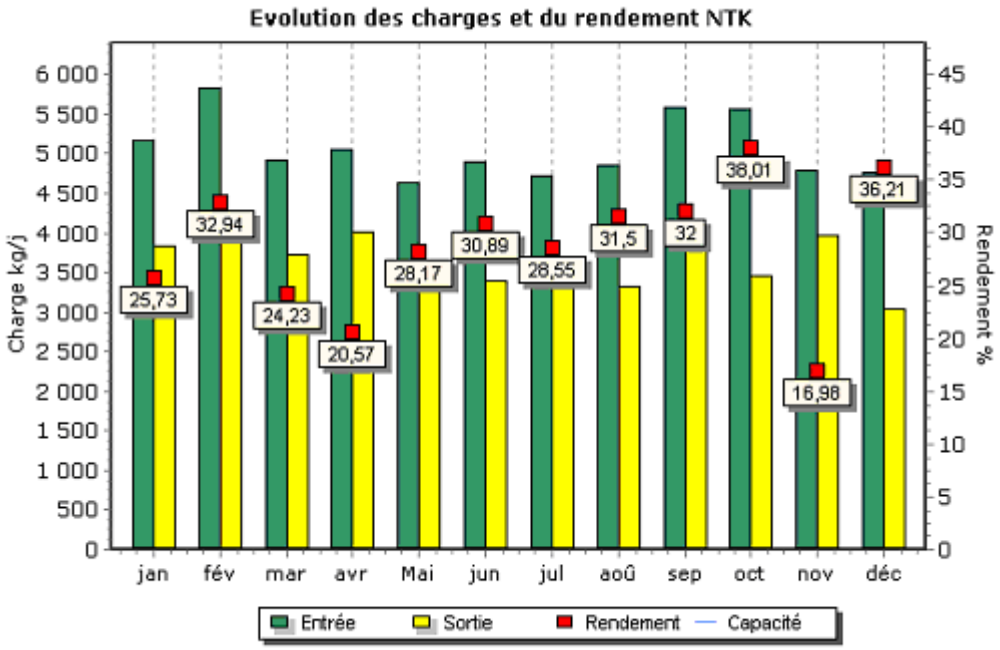


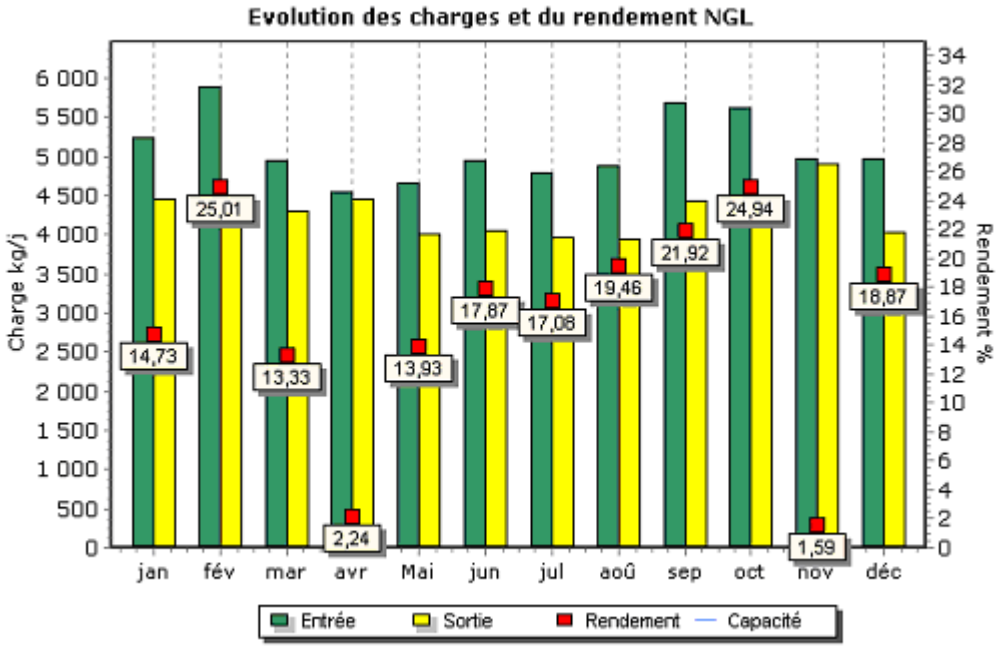
Evolution des charges et du rendement par paramètre

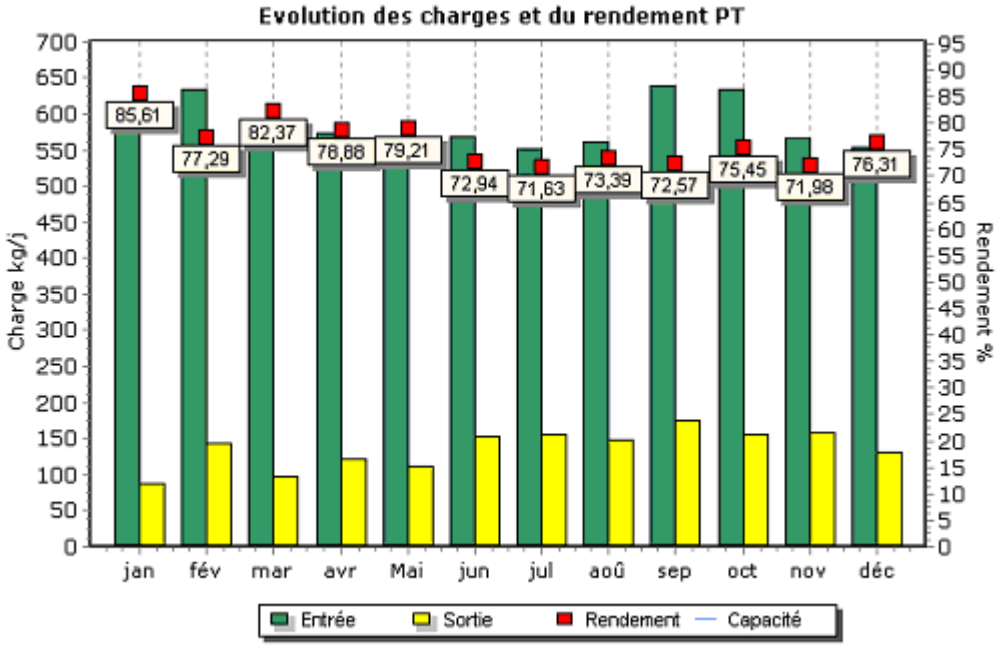

Evolution des charges et du rendement MES
Charge kg/j
Rendement %
92,96
93,97
95,65
93,94
95,57
96,48
96,59
97,06
86,28
91,7
85,11
89,27
jan
fév
mar
avr
Mai
jun
jul
aoû
sep
oct
nov
déc
entrée
sortie
Rendement
Capacité


Evolution des charges et du rendement DCO
Charge kg/j
Rendement %
88,11
88,7
90,51
89,33
89,86
89,95
89,25
89,95
82,93
85,64
80,07
84
jan
fév
mar
avr
Mai
jun
jul
aoû
sep
oct
nov
déc
Entrée
Sortie
Rendement
Capacité


Evolution des charges et du rendement DBO5
Charge kg/j
Rendement %
91,85
92,53
93,87
93,09
94,48
94,55
94,44
94,87
89,37
91,4
85,69
89,48
jan
fév
mar
avr
Mai
jun
jul
aoû
sep
oct
nov
déc
Entrée
Sortie
Rendement
Capacité


Evolution des charges et du rendement NTK
Charge kg/j
Rendement %
25,73
32,94
24,23
20,57
28,17
30,89
28,55
31,5
32
38,01
16,98
36,21
jan
fév
mar
avr
Mai
jun
jul
aoû
sep
oct
nov
déc
Entrée
Sortie
Rendement
Capacité


Evolution des charges et du rendement NGL
Charge kg/j
Rendement %
6 000
5 500
5 000
4 500
4 000
3 500
3 000
2 500
2 000
1 500
1 000
500
0
34
32
30
28
26
24
22
20
18
16
14
12
10
8
6
4
2
0
14,73
25,01
13,33
2,24
13,93
17,87
17,08
19,46
21,92
24,94
1,59
18,87
jan
fév
mar
avr
Mai
jun
jul
aoû
sep
oct
nov
déc
Entrée
Sortie
Rendement
Capacité

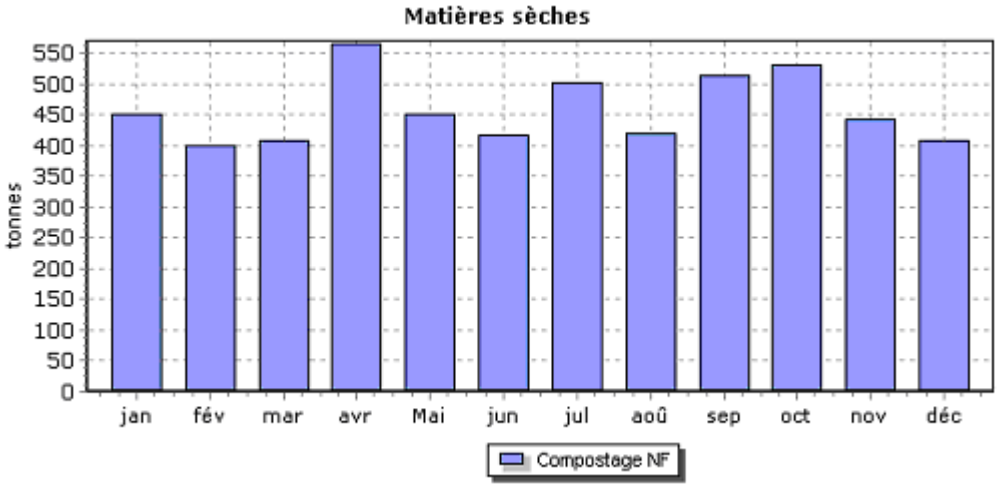

Evolution des charges et du rendement PT
Charge kg/j
Rendement %
700
650
600
550
500
450
400
350
300
250
200
150
100
50
0
95
90
85
80
75
70
65
60
55
50
45
40
35
30
25
20
15
10
5
0
85,61
77,29
82,37
78,88
79,21
72,94
71,63
73,39
72,57
75,45
71,98
76,31
jan
fév
mar
avr
Mai
jun
jul
aoû
sep
oct
nov
déc
Entrée
Sortie
Rendement
Capacité

Détail des non conformités

Sortie système			Paramètres concernés	Dépassement des conditions normales de fonctionnement	Commentaires
Bilans	Bilan non conforme	Bilan rédhibitoire			
13/01/2014	Oui	Oui	DBO5 MES	Non	
18/01/2014	Oui	Oui	DBO5 DCO MES	Oui	
19/01/2014	Oui	Non	DBO5 MES	Oui	
30/01/2014	Oui	Non	MES	Non	
01/02/2014	Oui	Oui	DBO5 MES	Oui	
20/04/2014	Oui	Non	DBO5 MES	Non	
18/05/2014	Oui	Non	MES	Non	
19/05/2014	Oui	Non	DBO5 MES	Oui	
17/09/2014	Oui	Oui	DBO5 MES	Oui	
29/09/2014	Oui	Oui	DBO5 DCO MES	Oui	
06/10/2014	Oui	Oui	DBO5 DCO MES	Oui	
11/11/2014	Oui	Non	MES	Oui	
24/11/2014	Oui	Oui	DBO5 DCO MES	Oui	
25/11/2014	Oui	Non	DBO5 MES	Oui	
26/11/2014	Oui	Non	DBO5 MES	Oui	
27/11/2014	Oui	Non	DBO5 MES	Oui	
28/11/2014	Oui	Non	MES	Oui	
29/11/2014	Oui	Non	DBO5 MES	Oui	
02/12/2014	Oui	Non	DBO5 MES	Oui	

04/12/2014	Oui	Non	DBO5 MES	Oui	
05/12/2014	Oui	Non	DBO5 MES	Oui	

Boues évacuées par mois



6.4. Annexes financières

→ *Les modalités d'établissement du CARE*

Introduction générale

Le décret 2005-236, codifié aux articles R1411-7 et R1411-8 du Code Général des Collectivités Territoriales, a fourni des précisions sur les données devant figurer dans le Rapport Annuel du Délégataire prévu à l'article L1411-3 du même CGCT, et en particulier sur le Compte Annuel de Résultat de l'Exploitation (CARE) de la délégation.

Le CARE établi au titre de 2014 respecte ces principes. La présente annexe fournit les informations relatives à ses modalités d'établissement.

Organisation de la Société au sein de la Région

L'organisation de la Société **Veolia Eau Compagnie Générale des Eaux** au sein de la Région **MEDITERRANEE** de Veolia Eau (groupe Veolia Eau - Compagnie Générale des Eaux) comprend différents niveaux opérationnels qui apportent quotidiennement leur contribution au bon fonctionnement des services publics de distribution d'eau potable et d'assainissement qui leur sont confiés.

La décentralisation et la mutualisation de l'activité aux niveaux adaptés représentent en effet un des principes majeurs d'organisation de Veolia Eau et de ses sociétés.

En outre, pour faire face aux nouveaux défis auxquels se trouvent confrontés ses métiers, et notamment pour accroître la qualité des services rendus à ses clients, la Société **Veolia Eau Compagnie Générale des Eaux** a pris part à la démarche engagée par Veolia Eau visant à accroître la collaboration entre ses différentes sociétés avec la mise en place de pôles régionaux.

Dans ce contexte, au sein de la Région **MEDITERRANEE** de Veolia Eau, la Société est associée à d'autres sociétés du Groupe pour mettre en commun au sein d'un GIE régional un certain nombre de fonctions supports (service clientèle, bureau d'étude technique, service achats…).

Aujourd'hui, les exploitations de la Société bénéficient des interventions tant de ses moyens propres que des interventions du GIE régional, au travers d'une organisation décentralisant, au niveau adapté, les différentes fonctions.

L'architecture comptable de la Société est le reflet de cette structure décentralisée et mutualisée. Elle permet de suivre aux niveaux adéquats les produits et les charges relevant d'une part de la Région (niveaux successifs de la direction régionale, du centre, du service, de l'unité opérationnelle), et d'autre part les charges de niveau national (contribution des services centraux).

En particulier, et conformément aux principes du droit des sociétés, et à partir d'un suivi analytique commun à toutes les sociétés de la Région, la Société facture au GIE régional le coût des moyens qu'elle met à sa disposition ; réciproquement, le GIE régional lui facture le coût de ses prestations.

Le compte annuel de résultat de l'exploitation relatif à un contrat de délégation de service public, établi sous la responsabilité de la Société délégataire, regroupe l'ensemble des produits et des charges imputables à ce contrat, selon les règles exposées ci-dessous.

La présente annexe a pour objet de préciser les modalités de détermination de ces produits et de ces charges.

Faits Marquants

Dans le contexte très évolutif dans lequel s'inscrit son activité et qui est marqué par des attentes renforcées des clients, Veolia Eau a décidé de mettre en œuvre à compter de 2015 une nouvelle organisation plus adaptée aux enjeux du secteur.
Cette nouvelle organisation, qui s'articule autour de 22 centres régionaux aux moyens renforcés, s'est mise en place à compter du 1er janvier 2015. Les CARE établis au titre de 2014 s'inscrivent par conséquent dans le même cadre que ceux de l'année précédente.
En revanche, la mise en place de cette nouvelle organisation a engendré dès l'année 2014 des coûts de restructuration - par nature exceptionnels - qui ont été répartis selon le critère de la Valeur Ajoutée entre les contrats de la Société.

1. Produits

Les produits inscrits dans le compte annuel de résultat de l'exploitation regroupent l'ensemble des produits d'exploitation hors TVA comptabilisés en application du contrat, y compris ceux des travaux attribués à titre exclusif.

En ce qui concerne les activités de distribution d'eau et d'assainissement , ces produits se fondent sur les volumes distribués de l'exercice, valorisés en prix de vente, en appréciant grâce aux données de gestion les volumes livrés aux consommateurs et non encore relevés à la clôture de l'exercice. Le cas échéant, les écarts d'estimation sont régularisés dans le chiffre d'affaires de l'année suivante.

S'agissant des produits des travaux attribués à titre exclusifs, ils correspondent aux montants comptabilisés en application du principe de l'avancement.

Le détail des produits annexé au compte annuel du résultat de l'exploitation fournit une ventilation des produits entre produits facturés au cours de l'exercice et variation de la part estimée sur consommations.

2. Charges

Les charges inscrites dans le compte annuel du résultat de l'exploitation englobent :

- les charges qui sont exclusivement imputables au contrat (charges directes § 2.1);
- la quote-part, imputable au contrat, des charges communes à plusieurs contrats (charges réparties § 2.2).

Le montant de ces charges résulte soit directement de dépenses inscrites en comptabilité soit de calculs à caractère économique (charges calculées § 2.1.2).

2.1 Charges exclusivement imputables au contrat

Ces charges comprennent :

- les dépenses courantes d'exploitation,
- un certain nombre de charges calculées, selon des critères économiques, au titre des investissements (domaines privé et délégué) et de l'obligation contractuelle de renouvellement. Pour être calculées, ces charges n'en sont pas moins identifiées contrat par contrat, en fonction de leurs opérations spécifiques,
- les charges correspondant aux produits perçus pour le compte des collectivités et d'autres organismes,

2.1.1 Dépenses courantes d'exploitation

Il s'agit des dépenses d'énergie électrique, d'achats d'eau, de produits de traitement, d'analyses, des redevances contractuelles et obligatoires, de certains impôts locaux, etc.

A noter toutefois que l'année 2010 a vu l'entrée en vigueur de la Contribution sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE) qui est venue, avec la Contribution Foncière des Entreprises, se substituer à la Taxe Professionnelle. Alors que cette dernière était largement assise sur les installations et immobilisations attachées aux contrats (et alors imputée directement sur ceux-ci), la CVAE est calculée globalement au niveau de l'entreprise. A ce titre, elle a un caractère de charge indirecte et est répartie en application des modalités décrites au paragraphe § 2.2 (Charges réparties). La CFE est quant à elle imputée directement au contrat ou à un niveau supérieur (et alors répartie en tant charge indirecte) selon le périmètre de l'assiette.

Par ailleurs, il est précisé à nouveau que d'éventuels rappels de Taxe Professionnelle dus à l'issue d'un redressement (fonction des délais de reprise dont dispose l'administration même si cet impôt a été remplacé par la CET en 2010) avaient été portés dans les CARE de l'année 2013, exercice au cours duquel ils ont été acquittés.

Enfin, le déploiement de nouveaux outils en 2014 a permis de renforcer la finesse d'imputation des dépenses de personnel opérationnel en facilitant l'imputation au contrat ou au chantier.
En cours d'année, ces imputations sont valorisées suivant un coût standard par catégorie d'agent qui intègre également une quote part de frais de véhicule et de déplacement. En fin d'année, l'écart entre le montant réel des dépenses engagées au niveau de l'unité opérationnelle dont dépendent les agents et le coût standard imputé fait l'objet d'une répartition à la valeur ajoutée selon les modalités présentées au paragraphe § 2.2.1 (Principe de répartition). Cette évolution n'a pas d'incidence sur la présentation des charges selon leur nature dans les différentes rubriques du CARE.

2.1.2 Charges calculées

Un certain nombre de charges doivent faire l'objet d'un calcul économique. Les éléments correspondants résultent de l'application du principe selon lequel : "Pour que les calculs des coûts et des résultats fournissent des valeurs correctes du point de vue économique...il peut être nécessaire en comptabilité analytique, de substituer à certaines charges calculées en comptabilité générale selon des critères fiscaux ou sociaux, les charges correspondantes calculées selon des critères techniques et économiques" (voir note 1 ci-après).

Ces charges concernent principalement les éléments suivants :

Charges relatives au renouvellement :

Conformément aux préconisations de la FP2E, les charges économiques calculées relatives au renouvellement sont présentées sous des rubriques distinctes en fonction des clauses contractuelles (y compris le cas échéant au sein d'un même contrat).

- Garantie pour continuité du service

Cette rubrique correspond à la situation dans laquelle le délégataire est tenu de prendre à sa charge et à ses risques et périls l'ensemble des dépenses d'entretien, de réparation et de renouvellement des ouvrages nécessaires à la continuité du service. Le délégataire se doit de les assurer à ses frais, sans que cela puisse donner lieu à ajustement (en plus ou en moins) de sa rémunération contractuelle.

La garantie pour continuité du service a pour objet de faire face aux charges que le délégataire aura à supporter en exécution de son obligation contractuelle, au titre des biens en jouissance temporaire (voir note 2 ci-après) dont il est estimé que le remplacement interviendra pendant la durée du contrat.

Afin de prendre en compte les caractéristiques économiques de cette obligation (voir note 3 ci-après), le montant de la garantie pour continuité du service s'appuie sur les dépenses de renouvellement lissées sur la durée de la période contractuelle en cours. Cette charge économique calculée est déterminée en additionnant :

d'une part le montant, réactualisé à la fin de l'exercice considéré, des renouvellements déjà réalisés depuis le début de la période contractuelle en cours ;

d'autre part le montant des renouvellements prévus jusqu'à la fin de cette période, tel qu'il résulte de l'inventaire quantitatif et qualitatif des biens du service à jour à la date d'établissement des comptes annuels du résultat de l'exploitation (fichier des installations en jouissance temporaire);

et en divisant le total ainsi obtenu par la durée de la période contractuelle en cours (voir notes 4 et 5 ci-après).

Des lissages spécifiques sont effectués en cas de prolongation de contrat ou de prise en compte de nouvelles obligations en cours de contrat.

Ce calcul permet donc de réévaluer chaque année, en euros courants, la dépense que le délégataire risque de supporter, en moyenne annuelle sur la durée de la période contractuelle en cours, pour les renouvellements nécessaires à la continuité du service (renouvellement dit « fonctionnel » dont le délégataire doit couvrir tous les risques et périls dans le cadre de la rémunération qu'il perçoit).

- Programme contractuel

Cette rubrique est renseignée lorsque la Société s'est contractuellement engagée à réaliser un programme prédéterminé de travaux de renouvellement selon les priorités que la Collectivité s'est fixée.

La charge économique portée dans le compte annuel de résultat de l'exploitation est alors calculée en additionnant :

d'une part le montant, réactualisé à la fin de l'exercice considéré, des renouvellements déjà effectués depuis le début de la période contractuelle en cours (voir note 5 ci après);

d'autre part, le montant des renouvellements contractuels futurs jusqu'à la fin de cette même période,

et en divisant le total ainsi obtenu par la durée de la période contractuelle en cours.

- Fonds contractuel de renouvellement

Cette rubrique est renseignée lorsque la Société est contractuellement tenue de prélever tous les ans sur ses produits un certain montant et de le consacrer aux dépenses de renouvellement dans le cadre d'un suivi pluriannuel spécifique. Un décompte contractuel délimitant les obligations des deux parties est alors établi. C'est le montant correspondant à la définition contractuelle qui est repris dans cette rubrique.

Charges relatives aux investissements

Les investissements financés par le délégataire sont pris en compte dans le compte annuel du résultat de l'exploitation, sous forme de redevances permettant d'étaler leur coût financier total :

- pour les biens appartenant au délégataire (biens propres et en particulier les compteurs du domaine privé) : sur leur durée de vie économique puisqu'ils restent lui appartenir indépendamment de l'existence du contrat,
- pour les investissements contractuels (biens de retour) : sur la durée du contrat (voir note 5 ci après) puisqu'ils ne servent au délégataire que pendant cette durée,
- avec, dans les deux cas, une progressivité prédéterminée et constante (+1,5 % par an) d'une année sur l'autre de la redevance attachée à un investissement donné.

Le montant de ces redevances résulte d'un calcul actuariel permettant de reconstituer, sur ces durées et en euros courants, le montant de l'investissement initial. S'agissant des compteurs, ce dernier comprend, depuis 2008, les frais de pose valorisés par l'application de critères opérationnels et qui ne sont donc en contrepartie plus compris dans les charges de l'exercice.

Le taux financier retenu se définit comme le taux de référence d'un financement par endettement en vigueur l'année de la réalisation de l'investissement (calculé à partir du Taux Moyen des Emprunts d'Etat majoré de 0,5% pour les investissements réalisés jusqu'au 31.12.2007 et de 1,0% pour les investissements réalisés depuis cette date compte tenu de l'évolution tendancielle du coût des emprunts souscrits par le Groupe VEOLIA ENVIRONNEMENT). Un calcul financier spécifique garantit la neutralité actuarielle de la progressivité annuelle de 1,5 % indiquée ci-dessus.

Enfin, et compte tenu de leur nature particulière, les biens immobiliers du domaine privé font l'objet d'un calcul spécifique comparable à l'approche retenue par les professionnels du secteur. Le montant de la redevance initiale attachée à un bien est pris égal à 7% du montant de l'investissement immobilier (terrain + constructions + agencements du domaine privé) puis est ajusté chaque année de l'évolution de l'indice de la construction. Les agencements pris à bail donnent lieu à un calcul similaire.

- Annuités d'emprunts de la Collectivité prises en charge

Lorsque le délégataire s'est engagé contractuellement à prendre à sa charge le paiement d'annuités d'emprunts contractées par la Collectivité, le montant de la charge inscrite dans les comptes annuels du résultat de l'exploitation est égal au total des annuités correspondantes échues au cours de l'exercice considéré.

Le montant des annuités peut varier pendant la durée du contrat ; la charge correspondante peut être déterminée selon un calcul actuariel permettant de lisser cette charge sur cette durée.

- Investissements du domaine privé

Hormis le parc de compteurs relevant du domaine privé du délégataire (avec une redevance portée sur la ligne « Charges relatives aux compteurs du domaine privé ») et quelques cas où Veolia Eau ou ses filiales sont propriétaires d'ouvrages de production (avec une redevance alors portée sur la ligne « Charges relatives aux investissements du domaine privé »), les redevances attachées aux biens du domaine privé sont portées sur les lignes correspondant à leur affectation (la redevance d'un camion cureur sera affectée sur la ligne « engins et véhicules », celle relative à un ordinateur à la ligne « informatique »…).

- Provisions pour investissements futurs

Les comptes annuels de résultat de l'exploitation peuvent tenir compte sous la forme de provisions pour investissements futurs de l'obligation du délégataire de financer des investissements qui ne seront réalisés qu'ultérieurement, sans que cela entraîne augmentation de la rémunération du délégataire lors de la réalisation de ces investissements. Le montant de la provision pouvant être constituée, correspond à l'étalement du coût financier total des investissements prévus.

2.1.3 Impôt sur les sociétés

L'impôt calculé correspond à celui qui serait dû par une entité autonome, en appliquant au résultat brut bénéficiaire, le taux en vigueur de l'impôt sur les sociétés.

Dans un souci de simplification, le taux normatif retenu en 2014 correspond au taux de base de l'impôt sur les sociétés (33,33 %), hors contributions sociale et exceptionnelle additionnelles (représentant au total jusqu'à 4,67 points d'impôt) applicables lorsque l'entreprise dépasse certains seuils. Il s'entend également hors effet du crédit d'impôt Compétitivité Emploi (CICE) dont a pu bénéficier la société et qui a été porté en minoration de son impôt sur les sociétés dans ses comptes sociaux.

2.2 Charges réparties

Comme rappelé en préambule de la présente annexe, l'organisation de la Société repose sur un ensemble de niveaux de compétences en partie mutualisés au sein d'un GIE régional.

Les charges communes d'exploitation à répartir proviennent donc de chacun de ces niveaux opérationnels.

2.2.1 Principe de répartition

Le principe de base est celui de la répartition des charges concernant un niveau organisationnel donné entre les diverses entités dépendant directement de ce niveau ou, dans certains cas, entre les seules entités au profit desquelles elles ont été engagées.

Ces charges proviennent de chaque niveau organisationnel de Veolia Eau intervenant au profit du contrat : services centraux, directions régionales, centres, services, unités opérationnelles (et regroupements spécifiques de contrats le cas échéant.

Lorsque les prestations effectuées par le GIE régional à un niveau bénéficient à plusieurs sociétés, les charges correspondantes sont refacturées par celui-ci aux sociétés concernées au prorata de la valeur ajoutée des contrats de ces sociétés rattachés à ce niveau. La valeur ajoutée utilisée est celle disponible à la date de refacturation.

Ensuite, la Société répartit dans ses comptes annuels de résultat de l'exploitation l'ensemble de ses charges communes telles qu'elles résultent de sa comptabilité sociale (après facturation des prestations du GIE régional) selon le critère de la valeur ajoutée de l'exercice. Ce critère unique de répartition s'applique à chaque niveau, jusqu'au contrat qu'il s'agisse d'un contrat de Délégation de Service Public (DSP) ou d'un contrat Hors Délégation de Service Public (HDSP). La valeur ajoutée se définit ici comme la différence entre le volume d'activité (produits) et la valeur des consommations intermédiaires (charges d'exploitation – hors frais de personnel). Le calcul permettant de déterminer le montant de la valeur ajoutée s'effectue en « cascade », ce qui permet d'en déterminer le montant à chaque niveau organisationnel. Il est donc déterminé la valeur ajoutée de chaque région, de chaque centre ; pour les services, les unités opérationnelles (et regroupements de contrats le cas échéant) on détermine la valeur ajoutée des différents périmètres géographiques couverts par ces entités ; il est également déterminé la valeur ajoutée de chaque contrat.

Par ailleurs, lorsque la valeur ajoutée d'un contrat est négative ou nulle, un calcul spécifique est effectué visant à affecter à ce contrat une quote-part de frais répartis au moins égale à 5 % de son chiffre d'affaires hors travaux et hors produits des collectivités et autres organismes.

Les charges indirectes sont donc réparties, par ces imputations successives, sur les contrats au profit desquelles elles ont été engagées.

A noter toutefois que par exception à la règle décrite ci-dessus, les frais de production d'eau d'une installation donnée sont répartis entre les contrats desservis par cette installation au prorata des volumes.

Par ailleurs, et en tant que de besoin, les redevances (cf. § 2.1.2) calculées au titre des compteurs dont la Société a la propriété sont réparties entre les contrats concernés au prorata du nombre de compteurs desdits contrats.

Enfin, les charges relatives aux travaux exclusifs étant en général suivies globalement au niveau d'un service alors que les produits correspondant sont suivis au niveau du contrat, il est techniquement impossible de recourir à la clé valeur ajoutée pour répartir ces charges ; elles sont donc réparties au prorata des produits.

2.2.2 Prise en compte des frais centraux

Après détermination de la quote-part des frais de services centraux imputable à l'activité Eau France, la quote-part des frais des services centraux engagée au titre de l'activité des Régions a été facturée à chaque GIE en fonction de la valeur ajoutée de la région concernée, à charge pour chaque GIE régional de la refacturer à ses membres selon les modalités décrites ci-dessus.

Au sein de la Société, la répartition des frais des services centraux s'effectue par imputations successives, du niveau de la région jusqu'au contrat, au prorata de la valeur ajoutée.

2.3 Autres charges

2.3.1 Valorisation des travaux réalisés dans le cadre d'un contrat de délégation de service public (DSP)

Pour valoriser les travaux réalisés dans le cadre d'un contrat de DSP, une quote-part de frais de structure est calculée sur la dépense brute du chantier. Cette disposition est applicable à l'ensemble des catégories de travaux relatifs aux délégations de service public (travaux exclusifs, production immobilisée, travaux de renouvellement), hors frais de pose des compteurs. Par exception, la quote-part est réduite à la seule composante « frais généraux » si la prestation intellectuelle est comptabilisée séparément. De même, les taux forfaitaires de maîtrise d'œuvre et de gestion contractuelle des travaux ne sont pas automatiquement applicables aux opérations supérieures à 500 K€ ; ces prestations peuvent alors faire l'objet d'un calcul spécifique.

L'objectif de cette approche est de prendre en compte les différentes prestations intellectuelles associées réalisées en interne (maitrise d'œuvre en phase projet et en phase chantier, gestion contractuelle imposée par le contrat DSP : suivi des programmes pluriannuels, planification annuelle des chantiers, reporting contractuel et réglementaire, mises à jour des inventaires,..).

La quote part de frais ainsi attribuée aux différents chantiers est portée en diminution des charges indirectes réparties selon les règles exposées au § 2.2 (de même que la quote part « frais généraux » affectée aux chantiers hors DSP sur la base de leurs dépenses brutes).

2.3.2 Participation des salariés aux résultats de l'entreprise

Les charges de personnel indiquées dans les comptes annuels de résultat de l'exploitation comprennent la participation des salariés acquittée par la Société en 2014 au titre de l'exercice 2013.

3. Autres informations

Lorsque la Société a enregistré dans sa comptabilité une charge initialement engagée par le GIE régional ou un de ses membres dans le cadre de la mutualisation de moyens, cette charge est mentionnée dans le compte annuel de résultat de l'exploitation selon sa nature et son coût d'origine, et non pas en sous-traitance.

Enfin, au-delà des charges économiques calculées présentées ci-dessus et substituées aux charges enregistrées en comptabilité générale, la Société a privilégié, pour la présentation de ses comptes annuels de résultat de l'exploitation, une approche selon laquelle les risques liés à l'exploitation, qui donnent lieu à la constatation de provisions pour risques et charges ou pour dépréciation en comptabilité générale, sont pris en compte pour leur montant définitif au moment de leur concrétisation. Les dotations et reprises de provisions relatives à ces risques ou dépréciation en sont donc exclues (à l'exception des dotations et reprises pour investissements futurs évoquées ci-dessus).

Lorsqu'un contrat bénéficie d'un apport d'eau en provenance d'un autre contrat de la société, le compte annuel de résultat de l'exploitation reprend les écritures enregistrées en comptabilité analytique, à savoir :

inscription dans les produits du contrat « vendeur » de la vente d'eau réalisée,
inscription dans les charges du contrat « acheteur » de l'achat d'eau réalisé.

Dans une recherche d'exactitude, et compte tenu de la date avancée à laquelle la Société a été amenée à arrêter ses comptes sociaux pour des raisons d'intégration de ses comptes dans les comptes consolidés du groupe Veolia Eau - Compagnie Générale des Eaux, les comptes annuels de résultat de l'exploitation présentés anticipent sur 2014 certaines corrections qui seront portées après analyse approfondie dans les comptes sociaux de l'exercice 2015.

Notes :

1. *Texte issu de l'ancien Plan Comptable Général de 1983, et dont la refonte opérée en 1999 ne traite plus des aspects relatifs à la comptabilité analytique.*
2. *C'est-à-dire les biens indispensables au fonctionnement du service public qui seront remis obligatoirement à la collectivité délégante, en fin de contrat.*
3. *L'obligation de renouvellement est valorisée dans la garantie lorsque les deux conditions suivantes sont réunies:*
   - *le bien doit faire partie d'une famille technique dont le renouvellement incombe contractuellement au délégataire ;*
   - *la date de renouvellement passée ou prévisionnelle entre dans l'horizon de la période contractuelle en cours*
4. *Compte tenu des informations disponibles, pour les périodes contractuelles ayant débuté avant 1990, le montant de la garantie de renouvellement est calculé selon le même principe d'étalement linéaire, en considérant que le point de départ de ces périodes se situe au 1er janvier 1990.*
5. *S'agissant des contrats concernés par l'arrêt du Conseil d'Etat du 8 avril 2009 concernant les contrats de Délégation de Service Public dans le domaine de l'Eau et de l'Assainissement pour lesquels l'examen des clauses contractuelles prévu par l'Arrêt n'étaient pas encore finalisées au 31 12 2014 ou encore faisant l'objet d'une procédure judiciaire, la durée initiale du contrat a été maintenue.*

→ *Avis des commissaires aux comptes*

La Société a demandé à l'un des Co-Commissaires aux Comptes de Veolia Eau d'établir un avis sur la procédure d'établissement de ses CARE. Une copie de cet avis est disponible sur simple demande de la Collectivité.

6.5. Les nouveaux textes réglementaires

Certains textes présentés ci-dessous peuvent avoir un impact contractuel. Veolia se tient à disposition pour assister la collectivité dans l'évaluation de leur impact local et la préparation en tant que de besoin des projets d'avenant.

6.5.1. SERVICES PUBLICS LOCAUX

→ *Loi Mapam et GEMAPI*

Les articles 56 à 59 de la loi de Modernisation de l'Action Publique et d'Affirmation des Métropoles (MAPAM) du 27 janvier 2014 introduisent le transfert obligatoire d'un bloc de 4 des 12 compétences désignées dans l'article L211-7 du Code de L'Environnement vers les communes ou les EPCI à fiscalité propre. Cette disposition législative est désignée sous l'acronyme GEMAPI pour « GEstion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations ».

La loi prévoit la possibilité pour les EPCI de confier ce bloc de compétences à un Etablissement Public d'Aménagement et de Gestion des Eaux (EPAGE), structure de maîtrise d'ouvrage créée ex-nihilo par la loi MAPAM, ou un Etablissement Public Territorial de Bassin (EPTB) – syndicat de rivière, mixte ou ouvert.

Par ailleurs, pour l'exercice de cette compétence, la loi permet la mise en place d'une taxe plafonnée et affectée répartie « entre toutes les personnes physiques ou morales assujetties aux taxes foncières sur les propriétés bâties et non bâties, à la taxe d'habitation et à la cotisation foncière des entreprises. ».

La prise de compétence GEMAPI par les communes et/ou EPCI est prévue en principe au 1 janvier 2016. Les structures de type syndicat de rivière ou EPTB déjà existantes pourront continuer à exercer leur compétence jusqu'au 1 janvier 2018 (et au-delà en cas de confirmation du transfert de la compétence GEMAPI par l'ensemble des EPCI la constituant).

Ces articles de la loi MAPAM seront complétés par 4 décrets d'application durant l'année 2015.

→ *Marchés publics*

Le décret 2014-1097 du 26 septembre 2014 s'inscrit dans le cadre de la transposition des deux directives européennes sur la passation des marchés publics (Directives 2014/24/UE et 2014/25/UE du 26 février 2014).
Ce décret s'articule autour de trois mesures de simplification applicables aux marchés publics, à savoir :

- le plafonnement du chiffre d'affaires annuel minimal demandé aux candidats au double de la valeur estimée du marché,
- l'allègement du dossier de candidature,
- l'instauration du partenariat d'innovation : une nouvelle forme de marché qui permet au pouvoir adjudicateur d'acquérir sans remise en concurrence les fournitures, services ou travaux innovants qui résultent de la recherche et du développement menés spécifiquement pour le marché.

→ *Lutte contre les retards de paiement*

L'arrêté du 3 mars 2014 modifie l'arrêté du 8 septembre 2009 et vise à la réduire les retards de paiement à travers différentes dispositions notamment la nouvelle rédaction des articles 13.3 et 13.4 du Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de travaux. De nouveaux délais sont fixés pour toutes les parties et des dispositions nouvelles sont introduites à l'article 13.4.4 en cas d'absence de production d'un décompte général par le représentant du pouvoir adjudicateur dans les délais contractuels. Ces dispositions intègrent une procédure d'alerte du titulaire auprès du maître d'ouvrage

→ *Travaux à proximité des réseaux*

La réglementation concernant les travaux à proximité des réseaux de transport et de distribution dite « DT-DICT » est entrée en application dans le courant des années 2012 et 2013.
Un décret du 17 juin 2014 et deux arrêtés du 18 et 19 juin 2014 ont modifié cette réglementation en y introduisant des ajustements.
Ces textes, complétés par un avis ministériel en date du 24 juin 2014, visent à simplifier le cadre réglementaire et sont entrés en application le 1er juillet 2014, à l'exception des délais de déclaration pour les réponses aux DICT, qui ne sera effective qu'à compter du 1er avril 2015. Ils traitent de cinq volets distincts :

- Les dispenses d'enregistrement ;
- Les précisions sur le caractère obligatoire des investigations complémentaires ;
- La dématérialisation des échanges ;
- Les travaux d'urgence ;
- Les redevances pour le financement du guichet unique ;

Enfin, l'arrêté du 12 août 2014, publié le 26 août 2014, fixe pour l'année 2014 le barème des redevances instituées pour financer le téléservice www.reseaux-et-canalisations.gouv.fr.

→ *Amiante*

Entrée en vigueur au 1 juillet 2014 de différentes dispositions réglementaires visant à renforcer la prévention du risque « amiante ». Parmi l'ensemble des dispositions prévues, certaines portent sur :

- Le repérage exhaustif et le recensement des infrastructures et réseaux routiers dont les enrobés sont susceptibles de contenir de l'amiante ;
- Le statut et la gestion des déchets contenant de l'amiante (enrobés et, le cas échéant, canalisations déposées, etc).

→ *Facturation électronique*

L'ordonnance no 2014-697 du 26 juin 2014 introduit l'obligation, à compter du 1er janvier 2017, pour certaines entreprises titulaires de contrats de la commande publique de transmettre obligatoirement leurs factures par voie électronique. Selon la taille des entreprises, l'introduction de cette mesure s'échelonnera dans le temps pour devenir obligatoire pour toutes les entreprises à compter du 1er janvier 2020.

→ *Principe « silence vaut acceptation »*

Par la loi n° 2013-1005 du 12 novembre 2013 habilitant le Gouvernement à simplifier les relations entre l'administration et les citoyens, le législateur a entendu inverser le principe selon lequel le silence de l'administration valait implicitement refus. Cette loi a ainsi modifié l'article 21 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et a amené l'ensemble des services ministériels à recenser leurs procédures d'autorisations, au total plus de 1200 procédures.

Le 1er novembre 2014, ont été publiés 42 décrets d'application qui tendent à préciser les exceptions et adaptations du nouveau principe « le silence de l'administration gardé pendant 2 mois vaut décision implicite d'acceptation ».
Ce nouveau principe entre en vigueur à compter :

- du 12 novembre 2014 pour l'Etat et ses établissements publics,
- du 12 novembre 2015 pour les collectivités territoriales et leurs établissements.

Il est assorti de conditions (forme et fond) et de nombreuses exceptions et, pour chaque procédure, il appartiendra à tout demandeur de vérifier au préalable dans des listes annexées à la loi ou aux décrets d'application si la demande adressée à l'administration est susceptible de faire naître une décision implicite d'accord ou une décision implicite de refus et dans quel délai (2 mois ou bien au-delà).

→ *Certificats d'Economie d'Energie*

Le Décret 2014-1557 du 22/12/14 (publié au JO du 24 décembre 2014) définit les nouvelles modalités de mise en œuvre du dispositif de certificats d'économies d'énergie (CEE) pour la période couvrant les années 2015 à 2017.

→ *Eaux pluviales urbaines*

La loi de finances du 29 décembre 2014 supprime un certain nombre de taxes à faible rendement, notamment la taxe pour la gestion des eaux pluviales urbaines.
La loi crée un chapitre au Code général des collectivités territoriales, avec un article précisant que "la gestion des eaux pluviales urbaines correspondant à la collecte, au transport, au stockage et au traitement des eaux pluviales des aires urbaines constitue un service public administratif relevant des communes, dénommé service public de gestion des eaux pluviales urbaines" et pour lequel un décret en Conseil d'État précise les modalités d'application.

6.5.2. SERVICES PUBLICS DE L'ASSAINISSEMENT

→ *Injection de biogaz produit en station d'épuration*

Trois textes règlementaires publiés au Journal officiel du 26 juin modifient le cadre règlementaire établi en novembre 2011 encadrant l'injection de biogaz dans le réseau de gaz naturel. Notamment, ces textes modifient la réglementation en vigueur de telle sorte à ce que le biogaz produit en station d'épuration (Step) puisse être injecté au réseau.
Le décret n° 2014-672 du 24 juin 2014, qui modifie le décret n° 2011-1597 du 21 novembre 2011 relatif aux conditions de contractualisation entre producteurs de bio-méthane et fournisseurs de gaz naturel, fixe le tarif d'achat du biogaz issu d'installations mises en service pour la première fois après le 22 novembre 2011.
Un arrêté du 24 juin 2014 fixe les conditions d'achat du bio-méthane produit à partir des boues de STEP et injecté dans les réseaux de gaz naturel.
Un autre arrêté du 24 juin 2014 fixe la nature des intrants dans la production de bio-méthane pour l'injection dans les réseaux de gaz naturel (boues, graisses, etc., résultant du traitement des eaux usées, traitées en digesteur).

→ *Réutilisation des Eaux Usées traitées à des fins d'irrigation*

L'arrêté du 25 juin 2014 modifie l'arrêté du 2/08/2010 portant sur la réutilisation des eaux usées après traitement à des fins d'irrigation de cultures et d'espaces verts.
Ce nouvel arrêté met fin au régime de l'expérimentation prévu dans l'arrêté du 2 août 2010 et apporte quelques modifications techniques mineures sur l'encadrement du volet 'sanitaire'.

→ *Redevance pour pollution de l'eau d'origine non domestique*

Le décret 2014 - 1578 du 23/12/14 porte sur la prise en compte des substances dangereuses pour l'environnement dans le calcul de l'assiette de la redevance pour pollution de l'eau d'origine non domestique**.**
Ce décret définit les catégories de substances dangereuses pour l'environnement prises en compte dans la redevance pour pollution de l'eau d'origine non domestique et les modalités de détermination de la quantité de substances dangereuses pour l'environnement ajoutée dans le milieu naturel qui sert d'assiette pour le calcul du montant de la redevance ainsi que le seuil à partir duquel un suivi régulier des rejets doit être mis en place par les personnes assujetties.

→ *Emissions polluantes*

Le décret n° 2014-1666 du 29 décembre 2014, pris en application de l'article 33 de la loi de finances pour 2014, fixe les seuils d'assujettissement à la taxe générale sur les activités polluantes (TGAP) des émissions dans l'atmosphère de certaines substances polluantes : plomb (200 kg/an), zinc (200 kg/an), chrome (100 kg/an), cuivre (100 kg/an), nickel (50 kg/an), cadmium (10 kg/an) et vanadium (10 kg/an). La TGAP sur la pollution atmosphérique est due par les ICPE soumises à autorisation qui émettent ces substances dans des quantités supérieures aux seuils indiqués sur une année, ainsi que par les installations de combustion d'une puissance thermique d'au moins 20 MW et par les installations de traitement thermique des ordures ménagères de capacité supérieure à 3 tonnes par heure.
Ce texte étant rattaché à la loi de finances pour 2014, il s'applique rétroactivement aux émissions constatées à partir du 1er janvier 2014.
L'arrêté du 11 décembre 2014 a modifié l'arrêté du 31 janvier 2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets. Cette déclaration concerne désormais les installations de stockage de déchets inertes, qui relèvent à présent, de la réglementation ICPE. L'annexe II du texte modifie aussi certains critères déclenchant l'obligation de déclaration dans le domaine des rejets atmosphériques. Il prévoit par ailleurs que les incinérateurs de déchets, non dangereux ou dangereux, devront communiquer le rendement et les quantités de chaleur et d'électricité produites

→ *Observatoire des services publics d'eau et d'assainissement*

Suite à la publication des rapports nationaux des données du système d'information sur les services publics d'eau et d'assainissement (Sispea) pour les années 2010 et 2011, la ministre de l'Ecologie a adressé le 27 octobre une note aux services déconcentrés de l'Etat et établissements publics concernés par le Sispea qui permet d'alimenter l'observatoire proposé sur le site www.service.eaufrance.fr. La note rappelle que cet observatoire, qui met à la disposition du public les données relatives au prix et à la qualité du service d'eau et d'assainissement, est l'une des priorités de la feuille de route gouvernementale pour la politique de l'eau issue de la dernière conférence environnementale. Cette note fixe comme objectif d'atteindre au 31 décembre 2014, une représentation d'au moins 50% de la population et de 25% des services de chaque département, et ce pour chacune des compétences (eau potable, assainissement collectif, assainissement non collectif).

→ *Indicateurs de performance*

L'article 36 de la loi de finances rectificative 2014 (2014-1655) reporte d'un an l'échéance à laquelle les services d'eau et d'assainissement doivent disposer du descriptif détaillé, à savoir, le 31 décembre 2014 au lieu du 31 décembre 2013. Ce même article apporte des précisions sur les modalités de l'éventuel doublement de la redevance de prélèvement auquel les services d'eau ne satisfaisant aux critères de performance introduits dans le décret du 27 janvier 2012 pourraient être soumis.

6.5.3. ASSAINISSEMENT ET QUALITE DES MILIEUX

→ *Elaboration des SDAGE 2016 – 2021*

Les Sdage constituent des outils essentiels pour l'atteinte du bon état prévu par la Directive cadre européenne sur l'eau (DCE), car ils permettent de fixer les objectifs à atteindre et de planifier la gestion de l'eau.
Le processus d'élaboration des Sdage pour la période 2016-2021 s'est poursuivi tout au long l'année 2014. A ce titre, différents arrêtés 'techniques' et circulaires ont été publiés (Instruction du Gouvernement du 22 avril 2014 relative à la mise à jour des SDAGE et des programmes de mesures associés, arrêté du 18 décembre 2014 modifiant l'arrêté du 17 mars 2006 relatif au contenu des schémas directeurs d'aménagement et de gestion des eaux, …).

Les Sdage des sept bassins versants en France métropolitaine et des cinq en Outre-mer sont ouverts à la consultation publique depuis le 19 décembre 2014 et, ce, jusqu'au 18 juin 2015.
Par cohérence, cette consultation des Sdage est conjointe avec celles concernant les Plans de gestion des risques d'inondation (PGRI) pour les eaux continentales et les programmes de mesures des Plans d'actions pour le milieu marin (PAMM).
Cette étape de consultation est la dernière avant l'adoption de l'ensemble de ces documents

→ *Zonages réglementaires*

Par une note datée du 21 août 2014, la ministre de l'Ecologie a demandé aux préfets coordonnateurs de bassin de procéder à la révision des zones sensibles à l'eutrophisation en application de la Directive n°91/271/CEE du Conseil du 21 mai 1991 relative au traitement des eaux résiduaires urbaines (ERU).
Cette directive européenne impose aux Etats membres un traitement plus rigoureux des eaux usées urbaines qui sont rejetées dans les zones sensibles. Elle prévoit une révision de ces zones au minimum tous les quatre ans.
Les arrêtés définitifs seront publiés en juin 2015. Le cas échéant, chaque projet de révision des zones sensibles devra tenir compte des travaux déjà effectués au titre de la directive cadre sur l'eau (DCE) et de l'état des lieux des Sdage.

De même, le ministère de l'écologie a initié une nouvelle révision des zones vulnérables au titre de la Directive Européenne 91/676/CEE du 12 décembre 1991, dite « .
Cette révision vise à l'atteinte des objectifs de bon état des eaux au titre de la directive cadre sur l'eau (DCE) sur les nombreuses masses d'eau souterraines, superficielles et littorales qui restent déclassées au motif d'une présence excessive de nitrates.

6.5.4. ASSAINISSEMENT ET BIODIVERSITE - ENVIRONNEMENT

→ *Substances soumises à autorisation*

Le règlement (UE) n° 895/2014 du 14 août 2014, entré en vigueur le 22 août, ajoute neuf substances à la liste des substances soumises à autorisation figurant à l'annexe XIV du règlement Reach, qui en compte 31.
Rappel. Ces substances ne peuvent plus être mises sur le marché ni utilisées ni importées, à moins qu'une autorisation soit accordée pour une utilisation spécifique. Le règlement indique la date à partir de laquelle cette interdiction court ainsi que la date limite pour présenter une demande d'autorisation.

→ *Troisième Plan National Santé Environnement*

La Direction Générale de la Santé (DGS) a publié en novembre 2014 le 3è Plan National Santé Environnement pour la période 2015-2019 (PNSE III).
Cinq actions concernent à des degrés divers l'eau de consommation humaine :

- Action n°32 : surveiller les substances émergentes prioritaires dans les milieux aquatiques et les captages d'eau destinée à la consommation humaine.
- Action n°53 : élaborer un nouveau plan "micropolluants » qui devra intégrer les plans sur les « résidus de médicaments dans les eaux » et sur les PCB.
- Action n°54 : mieux prendre en compte le caractère perturbateur endocrinien des micropolluants.
- Action n°55 : promouvoir la mise en place de plans de sécurité sanitaire « AEP.
- Action n°56 : mettre en œuvre la protection des captages utilisés pour l'alimentation en eau potable (AEP) contre les pollutions accidentelles et les pollutions diffuses.

→ *Directive 2014/101/UE*

La directive n°2014/101 du 30 octobre 2014 a actualisé la liste des normes internationales fixant les méthodes pour le contrôle des éléments de qualité des eaux de surface et des eaux souterraines.
Les États membres doivent établir des programmes de surveillance de l'état des eaux de surface et des eaux souterraines afin de dresser un tableau cohérent et complet de leur état au sein de chaque district hydrographique. Cette nouvelle version sera applicable à compter du 20 mai 2016

6.6. Glossaire

Le présent glossaire est établi sur la base des définitions de l'arrêté du 2 mai 2007 et de la circulaire n°12/DE du 28 avril 2008 et de compléments jugés utiles à la compréhension du document.

Abonnement :

L'abonnement désigne le contrat qui lie l'abonné à l'opérateur pour la prestation du service de l'eau ou de l'assainissement conformément au règlement du service. Il y a un abonnement pour chaque point d'accès au service (point de livraison d'eau potable ou de collecte des effluents qui dessert l'abonné, ou installation d'assainissement non collectif). (Circulaire n° 12/DE du 28 avril 2008). Pour Veolia, à chaque abonnement correspond un client distinct : le nombre d'abonnements est égal au nombre de clients.

Assiette de la redevance d'assainissement :

Volume total facturé aux usagers du service.

Arrêté d'autorisation de déversement :

Arrêté d'autorisation de déversement signé par la collectivité responsable de l'ouvrage où sont rejetés les effluents du bénéficiaire de l'arrêté.

Bilans disponibles :

Sur une usine de dépollution, les bilans disponibles sont les bilans 24h réalisés, exception faite des bilans inutilisables

Capacité épuratoire :

Capacité de traitement des ouvrages d'épuration donnée par le constructeur. Elle s'exprime en capacité épuratoire (kg de DBO5/jour) et en capacité hydraulique (m^3/jour) ou en équivalent-habitants.

Certification ISO 14001 :

Attestation fournie par un organisme certificateur qui valide la démarche environnementale effectuée par le délégataire

Certification ISO 9001 :

Attestation fournie par un organisme certificateur qui valide la démarche management qualité effectuée par le délégataire

Certification OHSAS 18001 :

Attestation fournie par un organisme certificateur qui valide la démarche sécurité et santé effectuée par le délégataire

Client (abonné) :

Personne physique ou morale ayant souscrit un ou plusieurs abonnements auprès de l'opérateur du service public (par exemple service de l'eau, de l'assainissement, etc..). Le client est par définition desservi par l'opérateur. Il peut être titulaire de plusieurs abonnements, en des lieux géographiques distincts appelés points de service et donc avoir plusieurs points de service. Pour distinguer les services, on distingue les clients eau, les clients assainissement collectif et les clients assainissement non collectif. Le client perd sa qualité d'abonné à un point de service donné lorsque le service n'est plus délivré à ce point de service, quelle que soit sa situation vis-à-vis de la facturation (il n'est plus desservi, mais son compte peut ne pas encore être soldé). (cf. circulaire n° 12/DE du 28 avril 2008). Pour Veolia, un client correspond à un abonnement : le nombre de clients est égal au nombre d'abonnements.

Conformité de la collecte des effluents aux prescriptions définies en application de l'arrêté du 22 juin 2007 [P203.3] :

En attente de la publication de la fiche indicateur sur le site de l'Observatoire national des services d'eau et d'assainissement : *http://services.eaufrance.fr/*

Conformité des équipements d'épuration aux prescriptions définies en application de l'arrêté du 22 juin 2007 [P204.3] :

En attente de la publication de la fiche indicateur sur le site de l'Observatoire national des services d'eau et d'assainissement : *http://services.eaufrance.fr/*

Conformité de la performance des ouvrages d'épuration aux prescriptions définies en application de l'arrêté du 22 juin 2007 [P205.3] :

En attente de la publication de la fiche indicateur sur le site de l'Observatoire national des services d'eau et d'assainissement : *http://services.eaufrance.fr/*

Conformité des performances des équipements d'épuration au regard des prescriptions de l'acte individuel pris en application de la police de l'eau [P 254.3] :

Parmi les bilans de fonctionnement des équipements d'épuration réalisés sur 24h, nombre de bilans conformes aux objectifs de rejet spécifiés par l'arrêté préfectoral rapporté au nombre total de bilans (arrêté du 2 mai 2007)

Conformité réglementaire des rejets :

L'indice mesure la conformité des rejets aux prescriptions de rejet définies dans la réglementation ou dans l'arrêté préfectoral.

DBO5 :

Demande biochimique en oxygène pendant 5 jours. La DBO5 est un des paramètres de caractérisation d'une eau usée.

DCO :

Demande chimique en oxygène. La DCO est un des paramètres de caractérisation d'une eau usée.

Développement durable :

Défini en 1987 comme « un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs. ». C'est un développement économiquement efficace, socialement équitable et écologiquement soutenable, tout en reposant sur une nouvelle forme de gouvernance qui encourage la mobilisation et la participation de tous les acteurs de la société civile aux processus de décision.

Equivalent-habitant :

Flux journalier moyen de pollution, correspondant à la quantité de DBO5 (en grammes / jour) des eaux brutes en entrée de système de traitement divisé par 60. Un équivalent-habitant (EH) rejette en effet 60 grammes de DBO5 par jour.

Habitants desservis :

Population INSEE des communes desservies après correction en cas de couverture partielle d'une commune. Cette donnée est consultable sur le site internet de l'INSEE à compter de 2009 (décret n° 2008-1477 du 30/12/2008).

Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux de collecte des eaux usées [P202.2] :

La valeur de cet indice est comprise entre 0 et 120, avec le barème suivant :

- 0 point : absence de plan des réseaux de collecte et de transport des eaux usées ou plan très incomplet ;

- + 10 points : existence d'un plan des réseaux de collecte et de transport des eaux usées mentionnant la localisation des ouvrages annexes (postes de relèvement ou de refoulement, déversoirs d'orage...), et s'ils existent, des points d'autosurveillance du fonctionnement des réseaux d'assainissement ;
- + 5 points : définition d'une procédure de mise à jour du plan afin de prendre en compte les travaux réalisés depuis la dernière mise à jour (extension, réhabilitation ou renouvellement de réseaux) ainsi que les données acquises notamment en application de l'article R. 554-34 du code de l'environnement. La mise à jour est réalisée au moins chaque année.

L'obtention des 15 points précédents est nécessaire avant de pouvoir ajouter les points suivants :

- + 10 points : existence d'un inventaire des réseaux identifiant les tronçons de réseaux avec mention du linéaire de la canalisation, de la catégorie de l'ouvrage définie en application de l'article R. 554-2 du code de l'environnement ainsi que de la précision des informations cartographiques définie en application du V de l'article R. 554-23 du même code et, pour au moins la moitié du linéaire total des réseaux, les informations sur les matériaux et les diamètres des canalisations de collecte et de transport des eaux usées.

Lorsque les informations sur les matériaux et les diamètres sont rassemblées pour la moitié du linéaire total des réseaux, un point supplémentaire est attribué chaque fois que sont renseignés 10 % supplémentaires du linéaire total, jusqu'à 90 %. Le cinquième point est accordé lorsque les informations sur les matériaux et les diamètres sont rassemblées pour au moins 95 % du linéaire total des réseaux.
La procédure de mise à jour du plan des réseaux est complétée en y intégrant la mise à jour de l'inventaire des réseaux.

- + 10 points : l'inventaire des réseaux mentionne pour chaque tronçon la date ou la période de pose des tronçons identifiés à partir du plan des réseaux, la moitié du linéaire total des réseaux étant renseigné.

Lorsque les informations sur les dates ou périodes de pose sont rassemblées pour la moitié du linéaire total des réseaux, un point supplémentaire est attribué chaque fois que sont renseignés 10 % supplémentaires du linéaire total, jusqu'à 90 %. Le cinquième point est accordé lorsque les informations sur les dates ou périodes de pose sont rassemblées pour au moins 95 % du linéaire total des réseaux.

Un total de 40 points est nécessaire pour considérer que le service dispose du descriptif détaillé des ouvrages de collecte et de transport des eaux usées mentionné à l'article D. 2224-5-1 du code général des collectivités locales. Ils doivent être obtenus pour que le service puisse bénéficier des points supplémentaires suivants :

- + 10 points : le plan des réseaux comporte une information géographique précisant l'altimétrie des canalisations, la moitié au moins du linéaire total des réseaux étant renseignée.

Lorsque les informations disponibles sur l'altimétrie des canalisations sont rassemblées pour la moitié du linéaire total des réseaux, un point supplémentaire est attribué chaque fois que sont renseignés 10 % supplémentaires du linéaire total, jusqu'à 90 %. Le cinquième point est accordé lorsque les informations sur l'altimétrie des canalisations sont rassemblées pour au moins 95 % du linéaire total des réseaux.

- + 10 points : localisation et description des ouvrages annexes (postes de relèvement, postes de refoulement, déversoirs...).
- + 10 points : existence et mise à jour au moins annuelle d'un inventaire des équipements électromécaniques existants sur les ouvrages de collecte et de transport des eaux usées ;
- + 10 points : le plan ou l'inventaire mentionne le nombre de branchements pour chaque tronçon du réseau (nombre de branchements entre deux regards de visite) ;
- + 10 points : l'inventaire récapitule et localise les interventions et travaux réalisés sur chaque tronçon de réseaux (curage curatif, désobstruction, réhabilitation, renouvellement...) ;
- + 10 points : mise en oeuvre d'un programme pluriannuel d'enquête et d'auscultation du réseau, un document rendant compte de sa réalisation. Y sont mentionnés les dates des inspections de l'état des réseaux, notamment par caméra, et les réparations ou travaux effectuées à leur suite.

- + 10 points : mise en oeuvre d'un programme pluriannuel de travaux de réhabilitation et de renouvellement (programme détaillé assorti d'un estimatif chiffré portant sur au moins trois ans).

Indice de connaissance des rejets au milieu naturel par les réseaux de collecte [P255.3] :

La valeur de cet indice est comprise entre 0 et 120, les éléments indiqués aux points B et C suivants n'étant pris en compte que si la somme des points mentionnés au point A atteint 80. Pour des valeurs de l'indice comprises entre 0 et 80, l'acquisition de points supplémentaires est faite si les étapes précédentes sont réalisées, la valeur de l'indice correspondant à une progression dans la qualité de la connaissance du fonctionnement des réseaux.

A – Éléments communs à tous les types de réseaux

- + 20 : identification sur plan et visite de terrain pour localiser les points de rejets potentiels aux milieux récepteurs (réseaux de collecte des eaux usées non raccordés, déversoirs d'orage, trop pleins de postes de refoulement…)
- + 10 : évaluation sur carte et sur une base forfaitaire de la pollution collectée en amont de chaque point potentiel de rejet (population raccordée et charges polluantes des établissements industriels raccordés)
- + 20 : réalisation d'enquêtes de terrain pour reconnaître les points de déversements et mise en œuvre de témoins de rejet au milieu pour identifier le moment et l'importance du déversement
- + 30 : réalisation de mesures de débit et de pollution sur les points de rejet, suivant les prescriptions définies par l'arrêté du 22 juin 2007 relatif à la surveillance des ouvrages de collecte et de traitement des eaux usées mentionnées aux articles L. 372-1-1 et L. 372-3 du code des communes
- + 10 : réalisation d'un rapport présentant les dispositions prises pour la surveillance des systèmes de collecte et des stations d'épuration des agglomérations d'assainissement et les résultats en application de l'arrêté du 22 juin 2007 relatif à la surveillance des ouvrages de collecte et de traitement des eaux usées mentionnées aux articles L. 372-1-1 et L. 372-3 du code des communes
- + 10 : connaissance de la qualité des milieux récepteurs et évaluation de l'impact des rejets sur le milieu récepteur

Un total de 80 points minimum sur les 100 premiers est nécessaire pour considérer que le service dispose des éléments communs à tous les types de réseaux. Ils doivent être obtenus pour que le service puisse bénéficier des 20 points suivants :

B – Pour les secteurs équipés en réseaux séparatifs ou partiellement séparatifs

- + 10 : évaluation de la pollution déversée par les réseaux pluviaux au milieu récepteur, les émissaires concernés devant drainer au moins 70 % du territoire desservi en amont, les paramètres observés étant a minima la pollution organique (DCO) et l'azote organique total.

C – Pour les secteurs équipés en réseaux unitaires ou mixtes

- + 10 : mise en place d'un suivi de la pluviométrie caractéristique du système d'assainissement et des rejets des principaux déversoirs d'orage

Matières sèches (boues de dépollution) :

Matières résiduelles après déshydratation complète des boues, mesurées en tonnes de MS

MES :

Matières en suspension. Les MES sont un des paramètres de caractérisation d'une eau usée.

Nombre de points du réseau de collecte nécessitant des interventions fréquentes de curage par 100 km de réseau [P252.2] :

Est recensé le nombre de points du réseau de collecte des eaux usées (unitaire ou séparatif) nécessitant au moins 2 interventions par an (préventives ou curatives). Ce nombre est rapporté à 100 km de réseaux de collecte des eaux usées, hors branchements. (Arrêté du 2 mai 2007)

Quantité de boues issues des ouvrages d'épuration :

Quantité de boues, exprimée en tonnes de matières sèches, qui sortent du périmètre des ouvrages d'épuration du service ou qui sont comptabilisées à l'amont des filières d'incinération ou de compostage en cas de traitement sur site ; ces boues contiennent les réactifs ajoutés aux boues brutes et sont comptabilisées en sortie du périmètre des ouvrages d'épuration, donc avec prise en compte des éventuels effets de stockage sur site.

Réseau de collecte des eaux usées :

Ensemble des équipements publics (canalisations et ouvrages annexes) acheminant de manière gravitaire ou sous pression les eaux usées et unitaires issues des abonnés, du domaine public ou d'autres services de collecte jusqu'aux unités de dépollution. Il est constitué de la partie publique des branchements, des canalisations de collecte, des canalisations de transport, des ouvrages et équipements hydrauliques. (Circulaire n° 12/DE du 28 avril 2008)

Station d'épuration (ou usine de dépollution) :

Ensemble des installations chargées de traiter les eaux collectées par le réseau de collecte des eaux usées avant rejet au milieu naturel et dans le respect de la réglementation (appelée aussi usine de traitement, STEP). (Circulaire n° 12/DE du 28 avril 2008)

Taux de boues issues des ouvrages d'épuration évacuées selon des filières conformes à la réglementation [P206.3] :

Une filière est dite « conforme » si la filière de traitement est déclarée ou autorisée selon sa taille et si le transport des boues est effectué conformément à la réglementation en vigueur. L'indicateur est le pourcentage de boues évacuées selon une filière conforme. Les refus de dégrillage et les boues de curage ne sont pas pris en compte. (Arrêté du 2 mai 2007)

Taux de conformité des dispositifs d'assainissement non collectif [P301.3] :

L'indicateur traduit la proportion d'installations d'assainissement non collectif ne nécessitant pas de travaux urgents à réaliser. Il s'agit du ratio correspondant à la somme du nombre d'installations neuves ou à réhabiliter contrôlées conformes à la réglementation et du nombre d'installations existantes qui ne présentent pas de danger pour la santé des personnes ou de risque avéré de pollution de l'environnement rapportée au nombre total d'installations contrôlées (arrêté du 2 décembre 2013).

Taux de débordement d'effluents dans les locaux des usagers [P251.1] :

Le nombre de débordements et d'inondations correspond au nombre de demandes d'indemnisation présentées par des tiers, usagers ou non du service. Le taux de débordement est obtenu en rapportant le nombre de demandes d'indemnisation au millier d'habitants desservis. Les débordements résultant d'une obstruction du réseau due à l'usager ne sont pas pris en compte. (Arrêté du 2 mai 2007)

Taux de desserte par des réseaux de collecte des eaux usées [P201.1] :

Est défini comme le nombre d'abonnés du service public d'assainissement collectif rapporté au nombre potentiel d'abonnés de la zone relevant de l'assainissement collectif dans l'agglomération d'assainissement au sens de l'article R. 2224-6 du code général des collectivités territoriales. Le taux de desserte ne peut être établi qu'après définition des zones d'assainissement collectif et non collectif. On estime qu'un abonné est desservi par un réseau d'assainissement dès lors qu'un réseau existe devant l'immeuble. (Arrêté du 2 mai 2007)

Taux d'impayés [P257.0]:

Il correspond au taux d'impayés au 31/12 de l'année N sur les factures émises au titre de l'année N-1. Le montant facturé au titre de l'année N-1 comprend l'ensemble de la facture, y compris les redevances prélèvement et pollution, la taxe Voies Navigables de France et la TVA liée à ces postes. Pour une facture donnée, les montants impayés sont répartis au prorata hors taxes et redevances de la part « eau » et de la

part « assainissement ». Sont exclues les factures de réalisation de branchements et de travaux divers. (Arrêté du 2 mai 2007)

Taux de raccordement :

Pourcentage des clients desservis effectivement raccordés au réseau d'assainissement (Nombre de clients effectivement raccordés / nombre de clients desservis). La politique en matière d'autosurveillance et d'assainissement non collectif doit être mise en parallèle de l'appréciation de l'indicateur.

Taux de réclamations [P258.1] :

Ces réclamations peuvent être reçues par l'opérateur ou directement par la collectivité. Un dispositif de mémorisation et de suivi des réclamations écrites est mis en œuvre. Le taux de réclamations est le nombre de réclamations écrites rapporté au nombre d'abonnés divisé par 1 000. Sont prises en compte les réclamations relatives à des écarts ou à des non-conformités vis-à-vis d'engagements contractuels, d'engagements de service, notamment au regard du règlement de service, ou vis-à-vis de la réglementation, à l'exception de celles relatives au niveau de prix. (Arrêté du 2 mai 2007)

Ressourcer le monde

Document à usage externe
Crédits photos : © Photothèque Veolia: Christophe Majani d'Inguimbert, Jean Marie Ramès, Samuel Bigot, Olivier Guerrin, Stéphane Harter/agence VU

Veolia - Compagnie Générale des Eaux - SCA au capital de 2.207.287.340,98 euros - 575008 Paris RCS Paris 572 025 526 - Tous droits réservés - 2014